la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Peut-on comprendre l'Amérique ?

par J. PÉRA

Que reste-t-il du syndicalisme de Pelloutier ?

par J. FONTAINE

22e année. — N° 371. — Nouvelle série n° 70. MARS 1953. — Prix : 70 francs.

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois .... 400 fr.
Un an .... 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois .... 480 fr.
Un an .... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)

Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 70 - Mars 1953

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) *De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;*

2) *De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;*

3) *De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;*

4) *De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier,* « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) *De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;*

6) *De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;*

7) *Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale :* **l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.**

Peut-on comprendre l'Amérique ?

L'Amérique est le seul pays du monde d'où je sois revenu avec l'impression de ne pas avoir « *compris* ».

Impression désagréable. Car je suis d'une sensibilité plutôt rapide, comme voyageur. Au bout d'un temps généralement court dans un pays, j'ai une idée, juste ou fausse évidemment, mais *une idée*. Le voyage m'a donné quelque chose.

Or, en Amérique, rien ne venait...

Tout le contraire

Les seules certitudes étaient d'ordre négatif : à savoir que, l'Amérique, *c'est tout le contraire de ce qu'on croit en Europe*.

On croit que c'est un pays « anglo-saxon ». Or dans la région que j'ai connue (Est), on voit bien plutôt des Méditerranéens et des Européens centraux.

On croit que c'est le pays de la simplicité. Or, si la paperasserie est grande en France, elle y est cependant plus petite qu'en Angleterre, et *beaucoup moindre* qu'en Amérique.

On croit que c'est un pays où les forces humaines sont employées intelligemment. Je donnerai un seul exemple. Dans tous les pays du monde, pour garder un bateau, j'avais vu mettre *un* gardien. (Ou bien, si le navire garde à bord équipage et marchandises, on voit un policier et un douanier.) Or à Baltimore, pour garder notre bateau, qui venait pour réparations après torpillage, sans passagers ni marchandises, j'ai vu mettre *douze* coast-guards. (Qui n'ont d'ailleurs pas empêché que tous les marins du bord soient victimes de vols.) Cela dans un pays en guerre, et qui manquait de main-d'œuvre !

On croit que c'est un pays où on travaille beaucoup. Mais il n'aurait pas fallu inventer le slogan que *Time is money*, si la tendance à perdre du temps n'était pas grande, surtout dans les bureaux.

L'Amérique n'existe pas

Or on ne se fait pas une opinion sur un pays (ou un objet quelconque) avec des constatations négatives. J'étais donc forcé de me dire que *je ne comprenais pas* l'Amérique.

L'impression étant désagréable, je l'ai pas mal ruminée, depuis. Et enfin, aujourd'hui, je crois *avoir compris pourquoi je n'ai pas compris*.

Si je n'ai pas compris l'Amérique, c'est parce que L'AMERIQUE N'EXISTE PAS !

Mon lecteur étant passablement estomaqué, avant de lui faire comprendre ce que je veux dire, je lui rappellerai un fait.

Avant la guerre, il y avait le fascisme hitlérien et des quantités de réfugiés, en France et ailleurs. La presse américaine, quantité d'organisations américaines, des membres du gouvernement américain plaignaient énormément ces réfugiés.

Or ces réfugiés ne furent pas autorisés à entrer en Amérique.

L'autorisation d'entrer en Amérique, en effet, ne dépend pas du sentiment que peuvent avoir la presse, des organisations diverses, ou les membres du gouvernement. Elle dépend d'une organisation très précise, une grande administration, qui s'appelle l'*Immigration*. Celle-ci applique ses règlements de la façon qu'elle entend, et en entendant bien, surtout, que personne ne se mêle de ce qu'elle fait.

On a dit des grands partis politiques américains qu'ils sont des « machines ». Les administrations aussi sont des « machines ». Car il n'y a pas que l'*Immigration*. Pour ne parler que de ce que voit le marin dès qu'il arrive, il y a les « machines » de la Santé, de la Douane, des polices. Et, à l'intérieur du pays, encore des « machines ». La fédération américaine apparait ainsi comme une juxtaposition de grandes « machines », jalouses de leur indépendance (1).

Car il faut bien comprendre qu'elles sont *indépendantes*.

L'exemple de Daniel Guérin est démonstratif. Daniel Guérin vivait en Amérique, avec sa femme et sa fille. Il s'absente un jour pour un séjour en Europe, un court séjour, pense-t-il. Mais quand il veut revenir, on lui refuse le droit d'« entrer » en Amérique, c'est-à-dire qu'on lui refuse le droit de rentrer chez lui et de retrouver sa famille. Le coup est brutal et le cas émouvant. Madame Roosevelt intervient personnellement. En vain. L'*Immigrécheune* estime qu'un de ses règlements est applicable à Daniel Guérin, cela suffit. Madame Roosevelt et le règlement sont deux choses différentes.

En France, n'est-ce pas, il eût fallu bien moins qu'une intervention de cette importance pour fléchir un règlement... Et nous avons tendance à blâmer cette souplesse. Il faut remarquer cependant qu'elle contribue à l'unité du pays.

Or un pays qui n'a pas d'unité n'en est pas un. Juxtaposition d'éléments, il lui manque cette personnalité qui fait la nation, au sens où l'Europe, qui créa les nations, entend ce mot.

...D'où vient l'indépendance surprenante des « machines » administratives ? Je ne serais pas étonné que cela vint de l'extrême indépendance des « machines » productrices. L'Amérique est, plus que tout autre, le pays de *la libre entreprise*. Le « reflet », comme disent les marxistes, de l'autonomie des entreprises est l'autonomie des administrations. L'« anarchie capitaliste », comme disent les gens qui ont la nostalgie de l'esclavage, entraine l'anarchie des administrations. Plus exactement, on a l'état de féodalité : des éléments indépendants, parmi lesquels il y a théoriquement un roi, mais de faible pouvoir

Commencez-vous à entrevoir pourquoi, sans rien prétendre enlever à Christophe Colomb, je dis que l'Amérique n'existe pas ?

Comportements surprenants

Nous n'avons pas encore tout compris. Mais peut-être le peu que nous avons discerné peut-il nous éclairer sur certains comportements de l'Amérique, qui étonnent l'Europe.

Il peut y avoir des moments où deux machines

(1) Mais chaque Etat particulier a aussi ses machines. Il y a par exemple un service fédéral de la Santé et des services de la Santé particuliers à chaque Etat. Entre machine fédérale et machine locale de même catégorie, la jalousie est grande.

Il y a encore, depuis quelques années, des « machines » à fonction internationale (ONU, UNESCO, OMS...). Elles ne sont pas, théoriquement, américaines ; mais on y retrouve, très nette, leur origine américaine ; autonomie, abondance de personnel, coût élevé, utilité faible.

indépendantes fonctionnent en sens contraire l'une de l'autre. On a vu les Américains quitter le Maroc dans les années 46 et 47. Puis ils y sont revenus avec grande hâte en 51. L'étonnant n'est pas qu'ils soient revenus. L'incompréhensible était qu'ils partissent en 46 et 47, c'est-à-dire en un temps où, l'Amérique étant devenue antirusse, il était évident qu'elle avait besoin de l'Afrique du Nord. Il y avait simplement fonctionnement en sens inverses de deux machines. La machine « politique étrangère » s'était mise à tourner dans un sens nouveau, alors que la machine « armée » tournait dans le sens ancien, appliquant minutieusement le plan d'évacuation élaboré quand la machine « politique étrangère » tournait, elle aussi, dans le sens ancien. (D'ailleurs on dit que « les Américains » sont revenus au Maroc. Mais ce n'est pas exactement la machine « armée » qui est revenue. C'est une nouvelle machine, que la machine « politique étrangère » a dû créer pour la circonstance.)

Entre les deux guerres, bien des Français ont été surpris de la facilité avec laquelle l'Amérique avait accepté le non-payement par les Etats d'Europe, et particulièrement la France, de leurs dettes de guerre. Ah ! Ce n'est pas la nation française qui accepterait sans grimace qu'on ne règle pas les créances qu'elle a ! Rappelons-nous seulement Poincaré-la-Ruhr !... La raison de l'apparente indifférence américaine est que c'était *une* machine qui avait établi la créance et *une autre* machine qui aurait dû s'indigner du non-payement. Or cette dernière machine n'avait pas de temps pour cela, tout occupée qu'elle était alors à tourner, presque à vide, mais très fort, dans un autre domaine (celui de la « crise »).

Des Français généreux ne cessent pas de s'étonner que l'Amérique anticolonialiste soutienne de millions de dollars la France colonialiste. L'explication, pourtant, crève les yeux. Ce sont certaines « machines » qui font des articles anticolonialistes. Mais ces machines-là ne sont pas celles de l'aide Marshall.

Que ceux des Français chez qui le sentiment républicain est vif examinent les déceptions que l' « Amérique » leur a causées, depuis, mettons, 1918. Elles ne sont pas rares. Dans chaque cas ils pourront voir qu'ils avaient placé leur espoir en *une* certaine machine qu'ils voulaient tenir pour l' « Amérique », mais qui n'était pas la machine efficace en la matière considérée.

Outrance, lenteur, sensationnel

Est-il possible de faire un pas de plus ?

L'organe d'Etat, celui que nous appelons l' « Amérique », est une machine parmi d'autres machines. C'est à cette machine-là qu'appartiendrait l'orientation des autres machines.

Or de grandes machines, c'est lourd.

Conséquences : la lenteur, l'outrance et le sensationnel.

Point n'est besoin de s'attacher à démontrer l'outrance. Les seules dix dernières années en sont pleines.

L' « Amérique », par exemple, a été pro-russe de façon très exagérée. Elle est aujourd'hui anticommuniste de façon outrée.

Tout le monde sait que l'Amérique a livré à Staline la moitié de l'Europe. Mais tout le monde n'a pas pu se rendre compte de l'atmosphère américaine en la période où cela s'est fait. *« C'est un succès enthousiasmant »* (*a tremendous success*) annonçait aux foules le journal lumineux du *Sun* à Baltimore à la fin de la conférence de Téhéran : cette conférence précisément où Roosevelt s'était empressé de dire O.K. à l'ambition de Staline.

A ce moment, partout en Amérique, Staline était *Uncle Joe*. Le slogan était que les Russes de Staline et les Américains, par leurs aspirations dans la vie, étaient tout à fait bien faits pour s'entendre : *« We are so much alike »*. (Nous sommes tellement semblables !). Et le parti communiste local louait une page entière du *New York Times* — le plus grand journal du monde — pour répandre dans les foules, en caractères d'affiche, un appel du Maurice Thorez local, Earl Browder, si je ne me trompe, à l'époque. (Appel en même temps, bien entendu, totalement pro-russe et réticent sur l'action américaine.)... Ce qui prouve au moins que si le parti communiste américain était microscopique quant au nombre d'adhérents, il ne manquait pourtant pas de moyens financiers. Car c'est quelque chose, une page du *New York Times !*

...Ensemble de constatations qui m'a permis d'écrire, en toute sincérité, que l'anticommunisme américain « est une foutaise ». (2).

...Or cette foutaise d'anticommunisme, la voilà devenue l'élément majeur de la politique américaine !

Et ici encore nous trouvons l'outrance.

Mais pas de la même façon.

L'outrance, cette fois, n'est pas dans l'excès dans une direction. (On ne peut pas *trop* être ennemi de la tyrannie.) Elle est dans *le manque de discernement.*

Il est de constatation élémentaire que les « communistes » sont, très souvent, de braves gens, entre les mains de gens redoutables. Ce sont des amis de la liberté livrés à des éléments redoutables, au premier chef, pour la liberté ; des puceaux politiques généreux aux mains d'esclavagistes systématiques et professionnels. Il faudrait discerner, combattre les ennemis, mais non point les amis de la liberté.

L'Amérique ne discerne pas.

Et de ce manque de discernement, la France tire profit. Sinon la France, du moins les éléments (Quai d'Orsay et administrateurs coloniaux) qui tout en prétendant diriger la France et l'empire les mènent à des malheurs.

Ils font preuve d'une habileté de petit ordre, mais réelle, ces sombres fonctionnaires !

Deux ou trois ans après qu'ils eussent commencé leur guerre, totalement colonialiste en son principe, contre l'Indochine, ils ont proclamé que c'était une guerre contre... le communisme. Or, en effet, Ho Chi Minh est communiste. L' « Amérique », convaincue, a alors cessé de blâmer la guerre, pour la soutenir.

Alors, trouvant le truc bon, les bureaucrates français l'emploient dans leurs difficultés avec le Maroc, *bien que, cette fois, le mouvement national combattu ne soit nullement communiste.* Mêlant, dans la répression, Marocains et communistes, ils veulent faire croire à une collusion. Et ils brouillent tant les cartes qu'ils réussissent. Comment le taureau d'Amérique discernerait-il ?

Les gens du Quai d'Orsay et des Bureaux arabes font ainsi, tout à loisir, application d'une règle élémentaire : *quand on connait la passion dominante d'une personne, on peut, avec un peu d'habileté, l'amener à faire ce que l'on veut.*

...S'il pouvait y avoir du comique dans une affaire aussi pénible, il serait dans la remarque nécessaire que les gens qui agitent si bien l'épouvantail à moineaux américains n'ont eux-mêmes *aucune crainte* de leurs communistes. Dans la métropole, ils ne leur accordent qu'une certaine importance électorale. Et en Afrique du Nord, ils ne les craignent *pas du tout*. L'influence communiste est, en effet, petite dans la population « européenne » ; et dans la population indigène, elle est nulle.

(2) R.P. de décembre 1950.

Lenteur. Est-il vraiment besoin de parler de la *lenteur* américaine ?

...J'ai encore dans les oreilles la voix de Léon Blum, à la radio, un beau matin de septembre 38. L'Europe vivait la crise des Sudètes. Léon Blum invoquait le président des Etats-Unis dont, évidemment, l'intervention, *s'il avait pu* engager les Etats-Unis, eût été très efficace.

« *Mais qu'il parle ! Mais qu'il parle !* » s'écriait Blum.

Roosevelt ne parla pas.

Moins de deux ans après, sous un soleil encore plus beau, de juin, nous apprîmes que c'était cette fois Paul Reynaud qui demandait au même homme de s'engager, vite.

Le personnage répondit de façon dilatoire, c'est-à-dire qu'il ne s'engageait pas.

Cependant, au bout de quelques mois (novembre 40) il prenait une position catégorique. Non seulement il confirmait la position dont, bien avant 1938, on savait qu'elle correspondait à son sentiment, mais il l'exprimait de façon extrémiste : l'Amérique va devenir « *l'arsenal des démocraties* ».

Parole et engagement qui n'eussent pas été inopportuns aux environs de 1937.

Sensationnel. Lourdeur des machines et outrance entraînent le besoin du sensationnel.

Après Pearl Harbour, Roosevelt pouvait jeter l'Amérique dans la guerre.

Mais un coup de ce genre lui était nécessaire.

Il serait sot de prétendre qu'il a voulu précisément Pearl Harbour, c'est-à-dire la destruction de presque toute la flotte américaine du moment. Mais il lui fallait quelque coup éclatant. Sa politique à l'égard du Japon, dans la période antérieure, est systématiquement provocante. Or la provocation est appel à la violence.

Trouve-t-on encore le goût de sensationnel au début de l'affaire de Corée ? Ce n'est pas certain. Mais c'est bien possible.

Pouvait-on ignorer à Washington que la Corée du Nord, très armée, voulait envahir la Corée du Sud, désarmée ? Certainement pas. Mais on a préféré attendre : attendre l'invasion, pour réagir aussitôt, en présentant cette invasion comme totalement inattendue.

Pour le bien, contre le mal

Les physiciens disent (ou plutôt disaient, quand j'étais jeune) qu'entre les atomes des corps il y a un éther très fluide, qui peut vibrer sans influencer les particules matérielles, molécules et atomes.

De même, entre les « machines » américaines, il y a une atmosphère très vague, faite de sentiments, de formules et de quelques idées.

Cette atmosphère peut varier sans influencer le fonctionnement des « machines ». Il est cependant nécessaire de l'examiner un peu, ne serait-ce qu'à cause de l'importance très exagérée qu'on lui attribue en Europe.

De quoi est-elle donc faite, cette atmosphère que je ne voudrais pas appeler « opinion publique », opinion étant un mot presque précis.

Oh ! Elle est faite de bons sentiments, de sentiments très moraux. Il y a une certaine religiosité (3). (Malgré que, plus que partout ailleurs, les Eglises soient des machines et la religion, souvent, une affaire.) *On est franchement pour le bien contre le mal.*

Mais quel vague dans l'idée de bien !

Prenons, par exemple, l'anticolonialisme.

Il n'est pas d'Américain qui ne se croie anticolonialiste. Pour tous, sans hésitation, le colonialisme est un mal et l'anticolonialisme fait partie du bien.

Or remontons un peu dans l'Histoire.

Au temps où l'Angleterre était encore métropole, elle avait constitué en « réserves indiennes » de vastes territoires à l'Est du Mississipi et des Grands Lacs, avec défense aux colons d'y pénétrer et surtout d'y acquérir des terres. Cela n'empêcha pas George Washington d'y acquérir quinze mille hectares. Et une compagnie dont faisait partie Franklin s'y adjugea, en 1773, plus d'un million d'hectares (4). Washington et Franklin ! Les hommes les plus moraux de la révolution américaine, et vraiment de grands hommes !

La révolte « anticoloniale » américaine apparaît ainsi comme une révolte de colons contre un frein posé à l'expansion coloniale. En fait, dès que l' « anticolonialisme » eut triomphé, l'expansion coloniale ne connut plus de limites, allant non seulement jusqu'au Mississipi, mais jusqu'à l'océan Pacifique.

Le sentiment « anticolonialiste » que tous les Américains gardent de cette période, comment pourrait-il s'adapter, de façon efficace, aux situations coloniales que l'on trouve dans la réalité ?

Les déceptions des gens qui, de 46 à 52, notamment dans l'empire français, avaient mis leur espoir dans l'anticolonialisme américain ne sont pas bien étonnantes.

On ne peut attendre de cet « anticolonialisme » que des comportements vagues, sans efficacité et d'ailleurs contradictoires.

C'est ainsi que si le sentiment américain s'attache, un peu, aux indigènes d'Afrique du Nord, il n'a jamais cessé, par contre, d'être derrière les Sionistes, qui font aux Arabes bien pis que les Français.

Autre exemple d'inadaptation au réel : l'interdiction de l'alcool qui, durant des années, mit un si grand désordre dans le pays. Il est certain qu'il est plus moral de ne pas boire d'alcool que d'en boire trop. Mais il est fou de partir de cette seule base pour interdire l'alcool, sans même se demander s'il n'y a pas des raisons au fait que la grande majorité des hommes boit de l'alcool (5).

Les idées

Nous venons de dire un mot de l'aspect moral du sentiment public inter-machines.

Quel est l'aspect intellectuel de cette atmosphère? Ici il faut être très prudent...

Il y a des idées particulières et les idées générales... Je connais ainsi, en France, un gars qui, abonné au *Chasseur Français*, déclare cette publication « complètement idiote », manière de dire

(3) Lorsque Eisenhower déclare que la France est « athée », il faut bien comprendre qu'il y a là... du dégoût, l'athéisme étant estimé devoir, nécessairement, comporter l'immoralité.

John Adams, qui fut le deuxième président des Etats-Unis, avait résidé à Paris, comme délégué du Congrès, au temps de la révolte contre l'Angleterre. Il estimait, lui aussi, que les Français « **ne sont pas un peuple moral** ».

(4) Cf. André Maurois, **Histoire des Etats-Unis.**

(5) On me dira : « Et Mahomet ? » C'est vrai. Mahomet a réussi. Et c'est tout à fait extraordinaire ! Il faut cependant remarquer, sans rien enlever à l'extraordinaire puissance morale du prophète, que l'Islam s'est étendu précisément dans les régions où l'alcool est le plus difficile à supporter pour l'organisme : la zone subtropicale avec sa sécheresse d'atmosphère et ses élévations extrêmes de température, les plus hautes températures de la planète. Dans les pays froids l'alcool est bien supporté, c'est connu. « Ça réchauffe ». Dans les pays tropicaux proprement dits, où l'atmosphère est humide et la chaleur modérée, il redevient relativement bien supporté. (« Punch » des Antilles)... De même le porc est difficile à supporter en pays très chaud. Mahomet en a maintenu l'interdiction initialement formulée dans le désert du Sinaï.

qu'elle est dépourvue d'idées générales. Mais il la lit avec avidité : car elle abonde en idées particulières.

Les idées particulières portent sur des objets limités et peuvent être sérieusement établies. Les idées générales portent sur un grand nombre de faits, ou de catégories de faits, et ne peuvent pas être sérieusement établies. (D'où leur pouvoir de soulever des passions.) Elles portent sur la société et la métaphysique, et généralement sur la société avec soubassement métaphysique.

Or les idées de ce genre sont moins développées en Amérique qu'en Europe.

Il n'y a pas de partis politiques à base idéologique. Aucun Européen n'arrive à trouver quel point de doctrine sépare « républicains » et « démocrates ». Car aucun point de ce genre ne les sépare. Il y a deux grands partis, deux grandes machines à faire voter, simplement parce que c'est une exigence de la démocratie que la même catégorie d'hommes ne soit pas toujours au pouvoir. Et les enthousiasmes, ou colères, que peut soulever dans le public la lutte des deux partis ne s'apparentent pas à ces passions nées des « idées », que la France a connues, par exemple, sous l'Affaire Dreyfus. Elles s'apparentent aux passions des supporters d'un club, au cours d'un match.

J'ai vu dans la *R.P.* des camarades, qui revenaient d'une tournée syndicale rapide en Amérique, partir « *à la recherche des idées du syndicalisme américain* ». Je connais bien ce genre de préoccupations, chez des Français qui reviennent de là-bas. Mais si ces « idées », à la recherche desquelles on part, n'existaient pas ? Il est très possible qu'elles n'existent pas ! Le curieux serait, au contraire, que les organisations syndicales, qui sont de grandes « machines », fissent exception parmi les autres grandes « machines ».

La classe ouvrière y trouve d'ailleurs son compte, les machines syndicales tournant avec efficacité dans le domaine qui est le leur.

En France aussi, nous avons des syndicalistes qui se refusent à toute prise de position politique. (Et je les approuve hautement.) Mais les deux positions ne coïncident pas. Les Français sont arrivés à la position apolitique après de longues réflexions et expériences. C'est un aboutissement. (Et leur refus de politique a encore un sens politique.) Le syndicalisme américain, lui, n'a pas renoncé à des « idées politiques ». Il n'en a pas conçu. Et d'ailleurs il n'en existe pas autour de lui, dans le pays.

Par contre, au point de vue des « idées particulières », les Américains sont *bons*.

Ils se spécialisent très bien.

Et leurs spécialistes ont inventé, entretiennent et perfectionnent beaucoup de machines qui interviennent dans la vie quotidienne américaine.

Une ménagère américaine vient-elle à manquer de cigarettes ? Elle ne va pas sortir pour en acheter. Une machine a été posée chez elle : on met l'argent là, on pousse là et on obtient, là, le paquet de la marque qu'on a désirée. Pour faire la lessive, on met l'argent, là, dans la machine que le propriétaire a mise dans l'immeuble ; et, dans trois quarts d'heure, il faudra ouvrir, là, pour retirer le linge essoré.

Les spécialistes qui ont construit et vendu la machine ne demandent qu'une chose à la ménagère : qu'elle ne mette pas son nez dedans pour chercher à voir comment c'est fait et comprendre comment ça fonctionne.

...Ainsi la spécialisation, qui est le fruit d'idées particulières remarquables chez un petit nombre d'hommes, n'est pas favorable, au contraire, à la vie des idées particulières parmi les autres hommes, le très grand nombre.

Si l'on tirait un Américain moyen de sa spécialité, non pas pour parler cricket ou boire des alcools, mais pour examiner sa *Weltanschauung*, on obtiendrait à peu près ceci : « *Le monde est composé de machines que — Dieu merci ! — je n'ai pas à comprendre. Chacune a ses spécialistes. Et ça ne marche pas mal. Puisqu'elles tournent, les machines, et que je suis là !* »

A quoi tient cette inaptitude aux « idées » ?

Les Américains seraient-ils moins intelligents que les Européens ?

Jamais je ne me permettrai de dire une chose pareille, qui me parait non seulement imprécise, mais extrêmement improbable, *puisque la population américaine est composée d'Européens.*

...Nous avons dit que les « idées générales » ont pour objet la société ou la métaphysique, ou encore, aboutissement presque inévitable, les deux ensemble.

Il y a donc un élément *politique* dans les idées générales.

Et peut-être peut-on trouver une explication à la faiblesse de cet élément-là chez les Européens passés en Amérique...

La *nullité politique* américaine (le mot n'a aucune intention d'être vexant) vient de ce que les Américains *n'ont pas eu à lutter contre les hommes.*

Faire de la politique, c'est lutter contre des hommes.

Or aux Européens qui firent l'Amérique fut épargnée la nécessité de lutter contre des hommes :

1° *Ils n'ont pas eu à lutter pour leur indépendance ;*

2° *Ils n'ont pas eu à lutter pour des classes.*

Quand j'émets ces deux propositions, et surtout la première, j'ai conscience de constituer un horrible scandale pour un éventuel lecteur américain.

Et cependant...

Il y a eu une « guerre de l'indépendance », bien sûr. Mais qui peut raisonnablement croire que la milice a réellement battu l'Angleterre ? Qui peut croire qu'elle a triomphé non seulement de la petite armée anglaise locale, mais de tout ce que l'Angleterre aurait pu employer comme armée, marine et moyens économiques ? Il est évident que l'Angleterre n'a pas voulu employer ses moyens. Elle n'a pas voulu de vraie guerre contre les Américains. Elle n'a même rien voulu de semblable à ce que, depuis six ans, la France fait contre les Annamites. « La prise de Yorktown n'était pas un événement d'une telle importance qu'il dût nécessairement amener la paix. Un grand pays comme l'Angleterre, qui n'avait encore jeté dans cette guerre qu'une part infime de ses ressources, pouvait aisément, s'il acceptait des sacrifices, continuer le combat » (6).

La vérité est que l'Angleterre a *donné*, non pas spontanément, mais assez facilement, leur indépendance aux colons (7). (Et d'ailleurs, pour 50 % la victoire sur la petite armée anglaise locale fut donnée aux colons par des soldats, de terre et de

---

(6) André Maurois, **loc. cit.** L'auteur continue : « ...Mais **l'opinion publique anglaise devenait hostile** à cette campagne. De grands orateurs, Chatam, Burke, Fox, la rendaient **impopulaire** ; les Whigs appelaient l'armée de Washington « notre armée » et décourageaient les enrôlements. » (C'est moi qui souligne). Ainsi, au XVIII[e] siècle, l'opinion publique anglaise a pu empêcher une vraie guerre d'Amérique. Mais au XX[e] siècle il est impossible à l'opinion publique française d'arrêter une guerre d'Indochine !

(7) Il y a une évolution et un progrès constants dans la façon dont l'Angleterre consent aux indépendances. Elle n'a consenti à l'indépendance de la France qu'après beaucoup de temps et de sang. Pour l'indépendance des colonies d'Amérique, il n'a pas fallu beaucoup de sang, ni de temps. L'indépendance irlandaise n'a coûté que très peu de sang. Et Mountbatten n'en a pas versé une seule goutte pour réussir les indépendances des Indes et du Pakistan.

mer, du roi de France — de Grasse, Rochambeau, — sans oublier l'armement et les millions de livres-or que Franklin sut obtenir de Vergennes.)

Il manque donc aux Américains d'avoir connu, sans secours extérieur, une hostilité vraiment arrêtée, une lutte *au finish*, une lutte mettant en cause l'existence même.

Pour ce qui est de la lutte des classes, la remarque a été souvent faite.

Les pionniers américains n'étaient pas, comme les prolétaires d'Europe, enfermés dans une *classe*. Au contraire, beaucoup avaient quitté l'Europe précisément pour échapper aux liens économiques, culturels et psychologiques qui les fixaient dans une classe sociale

Quand on a devant soi les richesses d'un continent qui n'attend que le défrichage, pourquoi rester sous la coupe d'un exploiteur ?

L'Amérique naissante n'a donc pas connu ces luttes de classes qui, depuis le XIX[e] siècle, ont tant contribué à former l'esprit politique dans les nations de l'Ancien Monde.

Par contre, si le pionnier n'a pas à lutter contre un patron, il lui faut lutter contre la nature. Et c'est une question de vie ou de mort.

De là deux caractères que l'Amérique a conservés jusqu'à nos jours :

Peu d'esprit politique, grand gaspillage des activités humaines dans les domaines gouvernemental et administratif ;

mais efficacité productive, haute technicité.

Il est bien évident que les conditions dans lesquelles l'Amérique est née n'existent plus.

Et le visage de l'Amérique changera.

Il n'y a plus de pionniers. Les classes sociales ne permettent plus l'évasion facile. L'esprit politique se rapprochera de celui de l'Europe.

D'autre part l'Amérique connaitra — ce qu'elle na jamais connu — des *guerres véritables*, des guerres de caractère vraiment tragique, avec question de vie ou de mort.

Tant que cela n'aura pas été, il restera sot de demander à l'Amérique de présenter l'homogénéité et la personnalité qui font une nation véritable, l'Angleterre par exemple.

J. PERA.

P.-S. — Voilà pourquoi je n'ai jamais pu dire, comme Louzon : « *Je suis du parti américain* ».

Il y a des partis américains en France, ou plutôt des services américains : « machines » à dollars pour gouvernements, « machines » pour journaux, pour intellectuels, pour syndicalisme... Louzon voudrait-il dire qu'il a accointance avec une quelconque de ces machines ? Poser la question, c'est y répondre.

Non. Louzon veut dire que son cœur est avec la *personne* Amérique (personne imaginée généreuse, toujours prête à combattre pour la Justice : un super-Louzon, quoi !). Malheureusement, *cette personne n'existe pas.*

Le Quai d'Orsay veut-il étouffer l'affaire Farhat Hached ?

Où en est l'enquête sur l'assassinat de Farhat Hached ?

Il est difficile de s'en faire une idée par les informations de presse. Ou plutôt, l'absence générale de ces informations permet de supposer que les autorités françaises ne sont pas pressées de faire la lumière. Il a fallu que la veuve de la victime confie ses intérêts à un avocat, M[e] Izard, pour que, grâce à l'insistance de celui-ci, la reconstitution du crime soit envisagée. Ceci trois mois après. Alors qu'elle aurait pu, au lendemain du 5 décembre, apporter des éléments décisifs.

Ce simple fait illustre la manière étrange dont la police et la justice françaises, sous les ordres de la Résidence, c'est-à-dire sous la responsabilité du Quai d'Orsay, conduisent cette affaire.

Si toutes les garanties de la justice sont respectées, si toute diligence a été faite pour rechercher les assassins, qui empêche le gouvernement français de publier ce qu'il sait ?

Nous voulons savoir la vérité. Nous ne pourrons tolérer indéfiniment que les assassins restent en liberté pendant que les amis de la victime restent emprisonnés ou en résidence forcée. La délégation de la C.I.S.L. avait obtenu des promesses. Où voit-on le commencement de leur réalisation ?

La mise en liberté des syndicalistes tunisiens serait, de la part du gouvernement français, le premier témoignage qu'il entend faire la lumière sur le meurtre de Farhat Hached.

Mais quelles sont les intentions du gouvernement français ? Faire la lumière ou couvrir de son autorité *toutes les irrégularités* commises en Tunisie ?

Car enfin :

— *Est-il vrai* que le corps de la victime ait été enlevé par la police dès 8 h. 50, soit 25 minutes environ après l'assassinat ?

— *Est-il vrai* que la police ait enlevé le corps sans avoir prévenu le parquet responsable de toutes les constatations d'usage ?

— *Est-il vrai* que, dès 9 h. 15, la voiture de Farhat Hached ait été enlevée par la police, qui aurait effacé toutes les traces de pneus et ramassé quelques douilles ?

— *Est-il vrai* que vers 10 heures du matin le brigadier du poste de police de Mégrine aurait déclaré n'être au courant de rien alors qu'il avait exécuté l'ordre de l'enlèvement de la voiture ?

— *Est-il vrai* que le parquet n'ait été saisi de l'affaire qu'à 12 h. 45, un quart d'heure seulement avant la radiodiffusion du communiqué de la Résidence ?

Il n'y a pas deux façons pour le Quai d'Orsay de répondre à ces questions.

Ou bien il les démentira et fera la preuve que l'enquête a été menée dans le respect de la légalité. Il expliquera alors pourquoi l'enquête n'avance pas, sur quelles difficultés elle bute, ou contre quelles influences coupables elle doit lutter.

Ou bien il ne pourra pas les démentir et il devra prendre les sanctions que réclame la justice contre tous ceux qui se moquent de la justice.

Il n'est pas possible qu'il se réfugie dans le silence où s'étalerait sa responsabilité, avec tout ce que cela comporte en respect de la Constitution et plus encore en respect de la conscience humaine.

G. WALUSINSKI.

ET SI L'ON AMNISTIAIT AUSSI LES MALGACHES ?

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 et dans les jours qui suivirent, des troubles éclatèrent en divers points de la Grande Ile. Au total, la rébellion fit une centaine de victimes. La répression s'abattit férocement sur tout le pays. La troupe, sous les ordres du sinistre général Garbay, qui s'illustrera cinq ans plus tard dans le ratissage du cap Bon, se livre à un carnage sans merci. Les colons reçoivent des armes : ils se joignent à la troupe et à la police et les atrocités, le pillage et les exactions se multiplient. Le total des morts est évalué à 90.000, celui des emprisonnés à 20.000.

Ce mouvement de révolte a des causes économiques, sociales et politiques : misère du peuple sous l'effet des collectes forcées du riz, de la hausse croissante du coût de la vie, des bas salaires et des réquisitions arbitraires de main-d'œuvre. En 1904, un début de révolte avait été brutalement réprimé : en 1916, des intellectuels avaient été condamnés aux travaux forcés pour un prétendu complot. Après le régime de Vichy qui pesa sur le pays, la Libération fit renaitre au cœur des Malgaches l'espoir de leur émancipation. De nature sentimentale, ils se laissèrent prendre à la fiction de l'Union française, nouveau masque du colonialisme. Du moins, la Constitution de la IVe République permit-elle à leurs représentants authentiques de siéger à Paris aux deux assemblées : les députés Raseta, Ravohangy et le poète Rabemananjara, les conseillers de la République Raherivelo, Ranaivo Jules et Bezara Justin, élus malgré la pression des autorités administratives. Ils créèrent à Paris, en février 1946, un grand parti répondant aux aspirations des masses opprimées de la Grande Ile : le Mouvement Démocratique de Rénovation Malgache.

Aussitôt l'Administration s'employa à faire échec par tous les moyens au prestige immense que ce parti rencontre auprès du peuple malgache : sabotage des élections déjà faussées par l'institution du double collège, provocations policières, création d'un parti à la solde de la Résidence : le P.A.D.E.S.M. Des sociétés secrètes se forment : le P.A.N.A.M.A. et la J.I.N.A., organisations de jeunes nationalistes que l'administration truffe de provocateurs, de mouchards et d'espions. L'agitation s'étend aux derniers jours de mars 1947 alors que les responsables du M.D.R.M. préparent leur congrès pour le 7 avril ainsi que les élections au Conseil de la République fixées au 30 mars. C'est dans ce climat politique qu'éclatent les troubles, principalement à Moromanga et à Farafangana. Averti de troubles partiels et conscient de l'immense danger que court le peuple malgache tout entier, le bureau politique du M.D.R.M. adressa un télégramme donnant l'ordre impératif à toutes les sections du mouvement de rester calmes devant les provocations.

La presse colonialiste, déchainée, réclamait la tête des parlementaires. Sur la foi de prétendus aveux d'inculpés, la Sûreté interpréta le télégramme comme un ordre général de rébellion et procéda à l'arrestation de tous les parlementaires présents sur l'île dans la première semaine d'avril. Le député Raseta était arrêté à la sortie de l'Assemblée nationale. Dans les villes et les villages même les plus reculés des lieux de rébellion, les dirigeants et les membres du M.D.R.M. furent appréhendés.

Le montage du procès de Tananarive et les procédés employés rappellent étrangement ceux de la Gestapo et des procès de Moscou ou des démocraties populaires : arrestations en masse, maintien des prévenus pendant des semaines dans les locaux de la Sûreté, privation de nourriture, menaces contre les familles. Pour arracher des aveux aux inculpés, le misérable Baron, directeur de la Sûreté, contrôlait lui-même les séances de tortures. Bien plus, les inculpés furent soumis à des simulacres de conseil de guerre et de condamnation à mort avec offre de grâce en cas d'aveu. Enfin, quelques jours avant l'ouverture du procès, le principal témoin et accusateur Rakotondrabe était précipitamment exécuté.

Durant des mois, les inculpés coupés de tout contact avec l'extérieur furent privés de défense. De deux avocats venus les premiers de France, l'un échappa à un attentat, l'autre, enlevé par surprise, fut matraqué et laissé pour mort en rase campagne. Jamais l'on ne rechercha les coupables.

Les journaux autorisés sont ceux de l'Administration et des colons, les autres sont suspendus et leurs directeurs arrêtés. Il convenait, en pareille circonstance, de juger les parlementaires malgaches dans la métropole avec toutes les garanties requises par la loi. Il n'en fut rien. Ils furent jugés à Tananarive par une cour criminelle. M. de Chevigné se fit fort de maintenir le calme et de mener à bonne fin le « procès ». Les débats furent faussés et sabotés comme l'avait été la procédure.

Conscients de la monstrueuse farce judiciaire qu'on s'apprêtait à leur faire jouer, convaincus que le verdict était fait d'avance, les accusés en accord avec leurs défenseurs décidèrent d'assister muets aux débats et invitèrent leurs avocats à reprendre le chemin de la métropole. Cependant, le procès se poursuit. L'accusation s'effondre. L'innocence des accusés est éclatante. Le verdict impitoyable : six condamnations à mort.

Sur tout le territoire de l'île les procès se multiplient relatifs aux mêmes événements, qui se soldent par des condamnations à mort et de multiples peines de travaux forcés. Les condamnés sont envoyés au bagne dans les régions insalubres de Madagascar. Malgré tous les efforts tentés en France, aucun adoucissement n'a été apporté à leur condition non de vie mais de mort. Au bout de quelques années, les députés sont transférés à Calvi, leur peine de mort ayant été commuée en peine de détention perpétuelle en forteresse. D'autres, obscurs « rebelles », dont la plupart n'ont pas eu d'avocat pour assurer leur défense ni demander leur grâce, passent encore aujourd'hui pour la seconde ou la troisième fois devant des tribunaux militaires qui les condamnent et les font passer par les armes.

En France, l'on absout les collaborateurs et les condamnés alsaciens d'Oradour. On exécute, à Madagascar !

Telle est bien, en effet, la conception aberrante et inhumaine du nationalisme. Raison de plus pour tous les internationalistes de rompre le silence sur les crimes colonialistes.

Andrée AMYOT.

P.-S. — Les journaux ont récemment annoncé qu'un pourvoi en cassation introduit par des condamnés malgaches avait été rejeté. La désinvolture avec laquelle on considère la vie de ces hommes est telle qu'on ne peut savoir les noms de ceux qui n'ont plus ainsi d'espoir qu'en la grâce présidentielle.

A TRAVERS LE MONDE

U.S.A.

UNE REUNION SYNDICALE EN VIRGINIE

Duke, samedi 11 janvier 1953.

Malgré la traversée de l'Atlantique et un voyage de trois cents miles sous la pluie et dans la boue rouge du Sud, je dois reconnaitre que je ne mérite pas encore le titre envié d' « envoyé spécial » de la *R.P.* auprès du congrès du C.I.O. dont je veux rendre compte. L'ami américain qui avait accepté de m'y conduire et de m'y introduire m'avait fait promettre que je ne dirais pas un mot de la *R.P.* Surtout que je ne ferais aucune allusion à son titre, tel qu'on pourrait le traduire en anglais, ni même tel qu'il se lit en français. A dire vrai, il ne me cacha pas que la plupart des militants locaux du C.I.O. que nous allions rencontrer à Richmond n'avaient aucune idée, même lointaine, de l'organisation syndicale en France et encore moins de ses divisions. Mais, ajouta-t-il, ils ont tellement peur d'être pris pour des « rouges » qu'ils se méfient instinctivement de ce qui vient d'Europe surtout avec un nom aussi compromettant que celui de votre revue. Je me résignais donc à n'être encore une fois qu'un observateur à demi clandestin, sans mandat d'aucune sorte.

Bien qu'il groupe plusieurs dizaines de milliers d'adhérents et que son organisation administrative rappelle plutôt celle de la maison de la rue Lafayette que de nos unions départementales, le C.I.O. de Virginie n'est en fait qu'une modeste section. Le Sud n'a vraiment été syndicalement organisé que depuis quelques années en même temps que l'industrie s'y est développée. Néanmoins, à l'heure actuelle, le C.I.O. n'a recruté d'une façon appréciable que dans l'industrie légère, le textile, le papier, les téléphones, l'habillement. Dans ces corporations, où la main-d'œuvre spécialisée joue un assez grand rôle, la compétition entre le C.I.O. et l'American Federation of Labor reste très dure.

En Virginie, par exemple, le C.I.O. vient de perdre, dans le textile, un certain nombre d'adhérents au profit de l'A.F.L. C'est que beaucoup de syndiqués américains ne craignent rien tant que d'être pris pour des extrémistes. Le C.I.O. a longtemps eu cette réputation et ses adversaires s'efforcent de la lui maintenir bien qu'en fait le temps où les staliniens occupaient des postes de commande à l'échelon national, aux côtés de John L. Lewis, soit bien révolu. Dans le Sud, où l'influence religieuse est demeurée si profonde qu'on appelle cette région la « bible belt » ou « zone biblique », le C.I.O. n'a rien trouvé de mieux pour se laver de l'accusation d'extrémisme que de confier les plus hautes responsabilités dans ses organisations locales à des hommes d'Eglise. Le président du C.I.O. de Virginie, Charles C. Weber, est un pasteur méthodiste, ancien professeur de théologie protestante. Il n'a rien renié de ses croyances et il réussit même à mener un certain temps de front ses deux activités de missionnaire religieux et de militant syndicaliste. Ses discours sont remplis de paraboles évangéliques et pourtant il ne dédaigne pas l'action directe et il n'hésita pas, récemment, à se coucher sur le sol pour empêcher un camion de livraison de sortir d'une usine en grève !

L'action revendicative, sans doute à cause de la prospérité générale et du plein emploi, ne paraissait guère poser de problème aux syndicalistes de Virginie. Il y a longtemps que les batailles pour obtenir la reconnaissance de l'organisation par le patronat et le droit pour elle de négocier les conventions collectives, au nom de tout le personnel, ont été livrées et gagnées. Le patronat américain a compris qu'il avait intérêt à s'entendre avec les syndicats et en particulier avec le C.I.O. qui n'hésite pas à lancer un ordre de grève s'il le faut et à tout mettre en œuvre pour qu'il soit suivi à cent pour cent. Les patrons l'ont si bien compris qu'ils vont parfois au-devant des revendications du syndicat et ont accepté de se faire son auxiliaire pour le recouvrement des cotisations. Les cotisations syndicales dans les entreprises « organisées » sont retenues sur la feuille de paie de l'ouvrier de la même façon que ses cotisations de sécurité sociale le sont en France. Cette solide base financière permet au C.I.O. d'avoir un personel de conseillers juridiques, d'organisateurs et de militants qui peuvent à tout instant prendre en main les revendications des syndiqués d'une entreprise et les faire aboutir à la manière d'un avocat habile à régler les différends.

Les principales questions sur lesquelles le congrès du C.I.O. de Virginie voulait attirer l'attention des délégués étaient : la loi Taft-Hartley, les impôts, la santé, les droits de l'homme, les prix et le logement. Pratiquement les orateurs semblaient persuadés que toutes ces questions ne sauraient être réglées que par l'éducation et l'action politique.

L'éducation, c'est d'abord un enseignement public accessible à tous avec des professeurs compétents. Or aux Etats-Unis le métier d'instituteur est l'un des plus mal rétribués qui soient. Il y a encore en Amérique 500.000 enseignants qui gagnent moins de 60 dollars par semaine, ce qui est très peu, compte tenu du coût de la vie. L'éducation, c'est aussi une presse syndicale nationale et locale. Une lettre aux militants, miméographiée sur quatre pages, coûte 70 dollars pour 1.000 exemplaires. Les dirigeants du C.I.O. accordent également une grande importance aux sessions de formation d'une ou deux semaines des militants de base. Plusieurs sont organisées chaque année au cours desquelles des notions générales sont données aux stagiaires sur l'organisation et l'histoire du mouvement ouvrier, mais aussi sur ses méthodes pratiques d'action. Des professeurs et des dirigeants nationaux leur enseignent comment transmettre une plainte contre un contremaitre ou un surveillant, comment rédiger une revendication, comment discuter avec un patron, comment préparer une intervention orale. Les sessions de formation politique familiarisent les syndiqués avec l'organisation politique de l'Etat, mais aussi la procédure, l'inscription sur les listes électorales, le règlement de la taxe spéciale d'enregistrement pour les électeurs, le moyen de détecter les abstentionnistes et les négligents en comparant les registres de la mairie avec le fichier du syndicat, les lettres à écrire, les visites à faire pour décider les indifférents et les inciter à voter serait-ce en les accompagnant jusqu'au bureau de vote. Et ce ne sont pas là seulement des principes abstraits, des conseils que l'on donne et qu'on se garde bien de suivre. Les dirigeants tout les premiers font du porte à porte et passent des heures à contrôler les listes électorales.

L'organisation syndicale soutient également la campagne en faveur de l'extension et de la généralisation de la sécurité sociale. On sait que le risque maladie n'est pas couvert par elle aux Etats-Unis.

La puissante association des médecins américains s'y oppose. Comme les docteurs constituent la couche supérieure de la classe moyenne, ils ont les moyens de mener une campagne fort efficace jusqu'alors. Mais les syndicats leur donnent la réplique et l'opinion publique dans son ensemble paraît favorable à l'institution d'une forme quelconque d'assurance sociale couvrant le risque maladie, car les soins médicaux restent un luxe en Amérique pour une importante partie de la population, notamment pour les 13 millions de familles qui doivent vivre avec moins de 2.000 dollars par an.

L'élection du général Eisenhower à la présidence n'a pas découragé les dirigeants du C.I.O. Ils gardent confiance dans l'efficacité de leurs comités d'action politique car, après tout, Eisenhower n'a recueilli, en Virginie, que 80.000 voix de plus que Stevenson, alors que ce dernier en obtenait 42.000 de plus que Truman en 1948. Néanmoins, ils ne se dissimulent pas qu'avec Eisenhower c'est le big business, la grosse industrie et la banque qui viennent au pouvoir. L'unique représentant des ouvriers au sein du cabinet, le plombier Durkin, n'est pas considéré comme un élément particulièrement progressiste et digne de confiance par les dirigeants du C.I.O. Ils se demandent ce qu'il va faire dans cette galère. L'intervention du directeur des comités d'action politique du C.I.O. pour le Sud, qui évoquait les perspectives politiques du gouvernement Eisenhower, fut écoutée par les délégués avec une attention toute particulière.

Un orateur noir, professeur de sociologie à l'Université de Virginie, apporta un point de vue qui me parut nettement plus européen par les préoccupations qu'il révélait que ceux des autres dirigeants, surtout intéressés par l'action pratique et ses techniques. Il évoqua l'expérience de la codétermination dans la Ruhr et demanda pourquoi les ouvriers américains n'auraient pas eux aussi leur part dans la direction et la gestion des entreprises qui les emploient. Il montra également que la défense des droits des minorités est en fait la défense des droits de l'homme tout court. En effet, de discrimination en discrimination, on en arrive vite à l'arbitraire et à la tyrannie.

Je devais me rendre compte en discutant avec des militants de base que l'accession à la cogestion des entreprises ne les préoccupait absolument pas. « Ils adhèrent totalement au schéma classique : le patron fait marcher son affaire de son mieux pour réaliser les plus gros bénéfices possibles. Nous, avec le syndicat nous nous débrouillons, pour recevoir notre juste part des profits. Le reste, l'organisation de la production, la recherche des marchés, les investissements, etc., cela ne nous intéresse pas. » Quant à la protection des minorités, d'accord. Mais bien qu'il se montrât très fier d'adhérer à un syndicat suffisamment libéral et progressiste pour accepter les noirs parmi ses membres, un militant des téléphones me dit : « Pourtant, ce soir, je n'irai pas au banquet auquel les noirs sont invités car, voyez-vous, je suis un damné rebelle. » Ces choses-là arrivent dans le Sud !

Quant à l'action pour la paix, le président du C.I.O. de Virginie semblait l'envisager sous deux angles différents. D'abord, se souvenant de son ancienne profession de pasteur, sous forme d'action de grâces, de prières et de méditations sur l'Evangile : « Gloire à Dieu dans le Ciel et paix sur la Terre aux hommes de bonne volonté ». Ensuite, sous forme de soutien actif de l'O.N.U. et autres organismes internationaux y compris le N.A.T.O., et le plan Marshall ou ses succédanés.

Pour moi, la couleur locale n'était pas absente de ce congrès. Je ne m'étonnais pas de voir la plupart des délégués arriver aux réunions dans leurs propres voitures. L'automobile est la bicyclette de l'Américain. Par contre, je fus plus surpris de voir la séance commencer chaque matin par une « invocation ». Le premier jour nous eûmes un pasteur protestant, le second un prêtre catholique et le troisième un rabbin.

Il y avait assez peu de jeunes parmi les délégués. Mais rien de différent de ce que l'on voit en France en pareille circonstance. Dans l'ensemble, ils m'ont paru plus vivants, plus gais, moins contraints que les professeurs de collège que je rencontre habituellement. Le congrès est une sorte de partie de plaisir et ceux qui ont réussi à venir sans leur femme consacrent leurs soirées au whisky dans leur chambre d'hôtel. Ils sont extrêmement avides de s'instruire et que ne feraient-ils pas pour se donner « une éducation ».

Parmi les dirigeants j'ai remarqué deux types d'hommes. D'abord, celui qu'on appelle ici le « type YMCA », le garçon souriant, sportif, bien habillé, la main tendue, le sourire aux lèvres, toujours prêt à rendre service, optimiste à cent pour cent, baromètre au beau fixe, chemise propre, chaussures bien cirées, âme sans tache. Ce sourire qui n'est le plus souvent qu'une grimace plaquée sur un visage sans expression est fatiguant à la longue. Cette activité toute en surface ennuie. L'autre type, le visage gras, creusé de plis profonds, très pâle. Un regard et une expression affreusement las. Je croyais y lire l'histoire des cadences infernales, de la vie abrutissante de l'usine à laquelle s'ajoute une vie privée peu propice au loisir et à la détente, à cause des visites d'amis, de la télévision, de la radio, des enfants très agités et bruyants et des femmes exigeantes qui veulent qu'on les sorte, qu'on s'occupe d'elles constamment.

Lorsqu'on voit de près le prix que payent les Américains pour leur confort, en fatigues, en surmenage physique et intellectuel, en morts prématurées — beaucoup d'hommes actifs ici ne dépassent pas la cinquantaine — on se demande sérieusement si le jeu en vaut la chandelle.

Pierre AUBERY.

Pologne

A PROPOS DE « L'HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES »
par François FEJTO

Ce grand livre de 440 pages annonce au lecteur une large information sur les événements qui ont conduit à la situation nouvelle en Europe Centrale et Orientale. C'est un motif suffisant pour susciter l'intérêt. Le sujet est plus que passionnant, car il concerne la tragédie de douze peuples, conquis partiellement ou totalement par l'Union Soviétique.

Cependant le titre est trop ambitieux. Un de mes amis, un historien du moyen âge, avait coutume de dire : « On ne peut écrire la vraie histoire que de l'antiquité, et même cette époque contient trop d'analogies avec les temps modernes pour la traiter avec un objectivisme complet. L'histoire moderne n'est que du journalisme qui prend plus ou moins en considération les faits. » Que dire alors de *l'Histoire* des sept dernières années qui pèsent toujours sur la vie de notre génération ? Mais nous devons exiger du journalisme, indépendamment de sa tendance, une image aussi fidèle que possible des événements. Malheureusement, le livre de François Fejtö pèche trop souvent par des inexactitudes et des généralisations hâtives. Quant à sa tendance, il frappe par une mixture étrange d'opinions typiques de la falsification communiste de l'histoire des pays subjugués par les Soviets et de criticisme envers la politique soviétique. Ce criticisme se heurte cependant à chaque pas à des justifications ou du moins à des explications de l'impérialisme soviétique par des raisons d'ordre social et économique.

Toute la période entre les deux guerres, cette période de la naissance et du développement des Etats nationaux, l'auteur la résume par la critique suivante de l'œuvre de Versailles. Le traité de Versailles « avait reproduit dans un cadre nouveau le problème des minorités qui affaiblissaient l'Autriche... L'œuvre de Versailles péchait par une imprévoyance bien plus grave : en démembrant la Hongrie, en créant une Autriche artificielle, en mécontentant la Bulgarie on créait ou renforçait dans cette région des divergences qui pouvaient facilement être mises à profit par des tiers intéressés aux désordres, notamment par l'Allemagne. » On peut pardonner à l'auteur la nostalgie de la monarchie des Habsbourg et le regret de la perte de la Transylvanie, de la Russie subcarpathique ou du Banat par la Hongrie, mais son oubli de la recouvrance de l'indépendance étatique par plusieurs peuples, subjugués jusqu'alors par la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, est une raison suffisante de reproche pour la soi-disant « histoire » de cette région de l'Europe.

Toute l'histoire de ces peuples entre les deux guerres a été résumée par l'auteur dans cette appréciation méprisante :

« La bourgeosie de l'Europe Orientale ne remplissait pas sa mission historique de détruire la féodalité terrienne et de former — dans le cadre du capitalisme — une société bourgeoise, démocratique, nationale. » (Page 9.)

Ce n'est pas autre chose que la thèse communiste généralement répandue que l'auteur exprime d'ailleurs d'une façon encore plus ouverte :

« L'Union Soviétique a octroyé aux pays de l'Est par l'intermédiaire des partis communistes qu'elle contrôle une méthode de développement capable malgré tous ses inconvénients d'ordre humain, moral, politique, d'accélérer leur modernisation. » (Page 422.)

L'image qu'il dessine est tout à fait claire, mais non moins fausse. Les pays de l'Europe Centrale et Orientale étaient féodaux, arriérés, stagnants. Ces Etats, qui étaient les créatures des erreurs du traité de Versailles (on se rappelle les paroles de Molotov sur la Pologne prononcées le 30 octobre 1939 : « Le « bâtard » du traité de Versailles ») attendaient que leur vie soit organisée par l'Allemagne ou par la Russie. La Russie est venue, elle leur a apporté la possibilité de modernisation. Quel est le profond mépris de l'auteur pour les intérêts et les sentiments des peuples et quelle est en revanche sa reconnaissance pour l'empire soviétique, la phrase suivante, caractérisée par un « réalisme diplomatique » peut le témoigner :

« Une politique réaliste pouvait-elle concevoir que l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie resteraient indéfiniment coupées de l'interland dont leurs ports sont des débouchés maritimes naturels : la Russie européenne ? »

Pour ces trois peuples, avalés par l'Union Soviétique, François Fejtö n'a plus trouvé de place dans son « histoire ». Et pourtant l'exemple du sort de ces peuples n'est pas étranger au sort des autres voisins de la Russie Soviétique.

Le résumé de l'histoire de vingt ans de l'existence des États nationaux en Europe Centrale et Orientale, parlant de leur état arriéré du point de vue économique et de leurs gouvernements réactionnaires, est au moins hâtif et unilatéral. Ces vingt années de l'indépendance n'ont pas été seulement remplies par les persécutions des minorités nationales. Ces années ont également apporté la constitution définitive des nations et leur élévation — si ce n'est totalement, au moins dans une grande mesure — au niveau de l'Europe Occidentale. Ce n'est pas la Tchécoslovaquie seule qui a subi ce processus. L'auteur lui-même constate en passant que les grandes propriétés terriennes ont disparu en Yougoslavie, Tchécoslovaquie et Roumanie après la première guerre mondiale. La Bulgarie est un pays typiquement paysan. En Pologne, après la réforme agraire, malgré son imperfection, il ne restait dans les mains des grands propriétaires que 18 p. 100 des terres cultivables. Pourquoi parler alors du caractère féodal aristocratique de ces pays ? C'est justement pendant les années de l'indépendance que les traces du féodalisme ont été effacées — autant et quelquefois plus — que dans certains pays occidentaux. La légende, puisée dans l'arsenal de la propagande communiste, est tout simplement fabriquée pour justifier la « révolution communiste ».

Les vingt années de l'indépendance ont également apporté dans tous les pays de l'Europe Centrale et Orientale le développement de l'industrie. L'auteur parle de la pénétration des capitaux étrangers. On devrait plutôt dire que cette pénétration fut trop faible. Les pays qui sont sortis de l'esclavage freinant leur vie économique furent obligés d'élever leur industrie, pour la plupart par leurs propres moyens. Ce qu'ils ont acquis sur cette voie leur a permis de former une classe ouvrière moderne, armée d'organisations indépendantes. Il serait intéressant d'examiner plutôt pourquoi la classe ouvrière a pu jouer, au moins dans certains de ces pays, comme par exemple la Pologne, un rôle considérable dans la vie nationale et obtenir une législation sociale développée. Mais l'auteur préfère ne pas voir tout cela, car autrement que deviendrait sa thèse, formulée si simplement : « Les bourgeoisies de l'Est... se sont placées sous la protection des castes militaires qui ont inauguré des régimes autoritaires socialement rétrogrades... : elles étaient devenues conservatrices et réactionnaires avant même d'achever l'œuvre des réformes qui, dans les pays développés, marquaient l'avènement de la bourgeoisie. » (Page 420.)

François Fejtö s'imagine certainement qu'il suit les traces de Marx alors qu'en réalité il répète les slogans de M. Pierre Georges (voir Pierre Georges: *Les démocraties populaires*). Il n'a oublié qu'une bagatelle : que la bourgeoisie italienne s'est placée sous les ailes protectrices de Mussolini et la bourgeoisie allemande sous celles de Hitler. Ce phénomène n'était donc pas une spécialité de l'Europe Centrale et Orientale, mais plutôt le reflet des dictatures voisines de l'Est et de l'Ouest. Un reflet, il faut avouer, plutôt modéré, même en Hongrie, en comparaison avec l'hitlérisme ou le communisme. Le phénomène n'est donc pas si simple et si l'auteur suivait de plus près son évolution, il serait obligé de prendre en considération un fait comme par exemple la renaissance pleine de vigueur du mouvement socialiste en Pologne dans les années 1937-1938, alors à la veille de l'agression allemande. Il serait aussi intéressant de se rappeler que c'était alors une période de crise aiguë du capitalisme dans le monde entier et d'examiner ses répercussions sur le mouvement ouvrier et les mouvements démocratiques en général dans les différents pays, ainsi que les tendances pour l'avenir qu'elle faisait naître. Mais l'auteur n'a pas de place pour tout cela, car les mouvements sociaux dans ces pays sont pour lui quasi inexistants ; on ne rencontre les noms des partis socialistes et paysans sur les pages de cette « histoire » étrange que comme des fantômes qui se baladent par hasard sur la scène.

Passer sous silence les profonds développements sociaux et économiques qui eurent lieu entre les deux guerres et pendant la deuxième guerre mondiale a permis à l'auteur d'affirmer que la conquête des pays de l'Europe Centrale et Orientale était la conséquence naturelle du passé. L'occupation soviétique apparait aux yeux de l'auteur comme un verdict de l'histoire, une révolution préparée par l'incapacité des couches gouvernantes et la décomposition intérieure des Etats.

La Russie alors devait apporter le progrès, la « modernisation », selon l'expression de l'auteur. Il faut bien entendu payer pour cela. Les sociétés ont

payé « par les inconvénients d'ordre humain, moral et politique ». Les inconvénients ? L'extermination des forces vives de la nation, la privation de l'indépendance, la soumission à l'exploitation coloniale, la violation des droits élémentaires de l'homme et du citoyen, ce ne sont pour l'auteur que des inconvénients. L'auteur passe sous silence la plupart des faits liés à l'occupation soviétique, ou se contente d'une qualification aussi légère. Ainsi, par exemple, en parlant des « sociétés mixtes » créées par les Soviets pour l'exploitation des pays particuliers, il remarque philosophiquement :

« Certes, l'indépendance, la souveraineté économique étaient pour eux souhaitables ; mais étaient-elles seulement possibles ? » (Page 158.)

C'est tout ce que l'auteur a su dire d'une des plus cyniques manifestations de l'exploitation soviétique des peuples conquis. Les accords économiques des Soviets avec les pays satellites sont pour l'auteur quelque chose de normal et il est même prêt à y voir des manifestations de magnanimité. Les faits, tels que l'obligation de la Pologne d'exporter son charbon en Union Soviétique à un prix inférieur au prix de revient ne trouve aucun écho dans ce livre.

Sur cette base, l'auteur arrive à des généralisations caractéristiques dans le domaine du problème ouvrier. Nous avons ici un peu de critique et la pleine apologie de l'œuvre des Soviets en Europe Centrale et Orientale.

« Le prolétariat en tant que classe n'exerce pas de pouvoir réel. Certes, il a *obtenu des avantages appréciables* comme l'extension du système des assurances sociales, des congés payés, la possibilité offerte à beaucoup de ses membres de s'élever dans la hiérarchie sociale, assurer à leurs enfants une éducation meilleure. L'effort d'industrialisation... *a fait de la classe ouvrière un facteur décisif de la vie nationale* ». (Page 424.)

Il est vrai que l'auteur assombrit cette image du progrès de la classe ouvrière par la constatation de l'existence du système totalitaire et de la destruction des organisations autonomes ouvrières. Nous avons encore à faire avec les « inconvénients » qui accompagnent la bonne œuvre. De la même manière que dans sa description de l'exploitation économique l'auteur passe sous silence le blocage des salaires ouvriers au niveau des secours de chômage d'avant-guerre, le démembrement planifié de la classe ouvrière, la destruction de l'inspection du travail indépendante et des dizaines d'autres traits antiouvriers de la politique communiste. Car autrement, comment l'auteur pourrait-il maintenir une telle déduction ?

« L'originalité de l'expansion soviétique réside dans le fait qu'elle s'applique... sur la classe ouvrière ou plutôt sur des organismes d'Etat qui, une fois que les partis communistes s'en sont rendus maîtres, puisent leur suc vital dans le prolétariat et l'intelligenzia technique. » (Page 119.)

Ainsi, la classe ouvrière est devenue le fondement du pouvoir communiste dans les pays conquis par les Soviets et au moins la source de la force de l'appareil communiste de la dictature. Nous serions au contraire enclins à juger, d'après toutes les observations de la dictature communiste en Russie et dans les pays de la zone soviétique, qu'ils puisent leur suc vital dans la force des organismes de la Sécurité publique, c'est-à-dire de la police.

⁂

Ces citations suffisent pour présenter les opinions de l'auteur. Ce gros volume contient encore une masse d'informations sur le cours des événements dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale pendant la guerre et après l'entrée de l'Armée Rouge. Il n'est pas possible dans une brève critique du livre de faire une analyse complète du côté documentaire de « l'Histoire des démocraties populaires ». Je ne me sens d'ailleurs pas assez compétent lorsqu'il s'agit des pays que je ne connais que par la littérature. Je me contenterai donc d'une courte analyse des problèmes polonais abordés par l'auteur. Il reproche aux Polonais d'avoir manqué du sens des réalités et d'avoir été incapables de choisir entre « les rêves de grandeur illimitée de Hitler et le prudent dynamisme des Russes ». Voilà une subtile distinction qui échappa en effet aux Polonais, lorsque la Pologne fut déchirée par ses voisins.

Fejtö caractérise l'état d'esprit polonais de la façon suivante :

« La répugnance à l'égard du régime autoritaire d'avant guerre coexistait chez les résistants polonais avec une haine féroce des Allemands et des Russes et avec un antisémitisme à peine dissimulé. » (Page 57.)

C'est là une caractéristique injuste et fausse. Après l'agression de Hitler contre la Russie, le gouvernement polonais à Londres et la direction de la Résistance ont fait tout leur possible pour entretenir avec la Russie des rapports de bon voisinage. Le gouvernement est même allé si loin qu'il a passé sous silence dans l'accord conclu avec la Russie en juillet 1941 la question du retour à la Pologne des terres orientales annexées par les Russes. Pourquoi alors parler de haine égale des Polonais contre les Allemands et les Russes? Peut-être pour justifier la « prudence » du dynamisme russe. Et quelle valeur a le reproche d'antisémitisme, alors que les représentants des Juifs polonais siégeaient au Conseil National à Londres et que la direction de la Résistance a créé des organismes spéciaux de secours aux Juifs qui tentaient d'échapper aux persécutions allemandes ?

M. Fejtö attribue la rupture des rapports polono-soviétiques à la demande polonaise de faire examiner l'affaire de Katyn par la Croix-Rouge Internationale. Il est prouvé historiquement que ce ne fut là qu'un prétexte. Le massacre de Katyn lui-même est présenté dans le livre du seul point de vue soviétique. Rien d'étonnant à ce que, pour l'auteur, la question reste toujours comme un point d'interrogation. Tandis qu'il n'y a pas de doute pour aucun Polonais, ainsi que pour les représentants de l'opinion publique indépendante, que la Russie est coupable de ce crime.

Selon l'auteur, il y avait deux résistances en Pologne, « deux résistances qui se combattaient avec férocité » (page 61). Encore une contre-vérité flagrante ! Il n'y avait qu'une seule résistance. Les petits groupuscules communistes ne comptaient pas et aucun « combat féroce » ne pouvait avoir lieu

L'auteur considère l'insurrection de Varsovie comme « aussi héroïque qu'inutile ». C'est son droit d'appréciation, mais il n'est pas vrai que ce soit seulement le 11 septembre 1944, donc 41 jours après le début de l'insurrection, que Varsovie a demandé l'aide à Rokossowski. C'est le jour même où l'insurrection a éclaté, donc le 1er août, que le général Bor-Komorowski a transmis par l'intermédiaire des autorités britanniques un télégramme à Moscou avec la demande d'une aide immédiate de la part des Soviets. Le 3 août, le président du Conseil, Mikolajczyk a officiellement informé Staline du commencement de la bataille de Varsovie et lui a demandé une aide. Le 5 août, est apparu à Varsovie le capitaine soviétique Kalouguine qui avait tous les moyens de communiquer par radio avec ses supérieurs. Il suffit de citer ces faits pour démontrer la fausseté des affirmations de Fejtö.

L'auteur présente le Comité communiste de Lublin comme ayant « un caractère de coalition démocratique ». En réalité il ne se composait que de communistes et de leurs fantoches sans aucune base dans le pays.

Le conflit entre l'opposition, représentée par Mikolajczyk dans les années 1945-46, et les communistes, Fejtö le caractérise de la façon suivante :

« Mikolajczyk — tout comme les représentants

des autres tendances démocratiques mais anticommunistes et antisoviétiques — parlait liberté, élections, indépendance, tandis que les communistes et leurs partisans clamaient pain, travail, ordre, expulsion des Allemands, colonisation des terres de l'Ouest, reprise industrielle ». (Page 54.)

Il n'y a rien d'étonnant, d'après cette présentation, que les communistes aient écrasé l'opposition. En réalité la lutte se passait sur un tout autre plan : d'un côté il y avait la société polonaise, unie au plus haut degré et de l'autre la N.K.V.D. et le Bureau de Sécurité, dirigé d'ailleurs par les officiers de la N.K.V.D. M. Pejtö veut cependant, contrairement à la réalité, présenter les événements comme une épreuve de force entre la révolution et les vieilles traditions. Il n'aurait pu autrement poser à la Pologne son alternative fatale, d'ailleurs totalement fausse :

« La Pologne n'avait le choix qu'entre une démocratie nationaliste, revancharde et antisoviétique, et un régime contrôlé par les Russes ». (Page 65).

Si l'on consulte les documents qui définissent l'attitude de la résistance polonaise, y compris le Manifeste qui clôture l'activité du Parlement polonais clandestin, on devrait formuler cette alternative tout à fait autrement. Ou un régime imposé par les Russes et subordonné à eux (et non pas seulement contrôlé) ou un régime national (pas du tout nationaliste), aux tendances de démocratie sociale, prêt à vivre en paix et à collaborer avec l'U.R.S.S. Certes, à la condition que la Russie désire la même chose.

Cet essai d'une analyse de l'objectivité de la documentation, rassemblée par l'auteur dans son livre ne concerne qu'un seul pays. Il ne crée pas une base de confiance pour le livre tout entier.

Même découverte dans le chapitre final : « Le socialisme mystique et totalitaire de l'U.R.S.S., en raison de l'essor considérable qu'il a su donner à l'industrie, en raison aussi de la puissance politique qu'il a su assurer à la Russie agit sur l'imagination des élites révolutionnaires des pays sous-développés... » (Page 421).

La découverte ne concerne pas les pays de l'Europe centrale et orientale ! De quel socialisme mystique est-il question ? De quelle élite révolutionnaire parle l'auteur ? La force d'attraction de la tyrannie moscovite n'existait pas seulement pour les communistes et leurs compagnons de route. Comme on le voit, elle a atteint également l'auteur. Il ne s'est pas encore délivré jusqu'ici des vapeurs de la mystique soviétique. Et c'est ainsi que nous pouvons expliquer, dans son « histoire », l'assemblage de tant d'appréciations et tant de jugements faux, caractéristiques de la propagande soviétique. Quelques notes critiques envers les Soviets et les régimes communistes ne changent pas l'essentiel. « La mystique du socialisme totalitaire » tient toujours l'auteur par la bride ; il est tout à fait naturel que le livre se termine, non pas par un appel au combat contre le mal, mais par un conseil de rechercher un compromis entre « deux conceptions » contradictoires : partage de l'Europe et du monde en zones d'influence ; coopération confiante des plus grandes puissances pour assurer le développement harmonieux d'un monde pacifique.

Zygmunt ZAREMBA.

LA GUERRE CIVILE D'ESPAGNE

VUE DE LA WILHELMSTRASSE

La Librairie Plon a publié en trois forts volumes les documents diplomatiques trouvés à la fin de la guerre au ministère des Affaires étrangères. C'est une contribution importante à l'étude du développement des relations internationales dans la période critique qui a précédé le déclenchement de la seconde guerre mondiale. Le troisième, consacré à « L'Allemagne et la guerre civile espagnole », a pour nous un intérêt particulier : il nous permet de suivre au jour le jour l'action politique et militaire de Franco et de ses alliés fasciste et hitlérien, et il nous renseigne aussi, mais indirectement, sur la politique que leur opposèrent l'Angleterre, la France et la Russie. Cependant il ne nous apporte rien sur les préliminaires de l'insurrection militaire, sur l'entente préalable qui permit à l'Italie d'intervenir dès le premier jour. Les documents par lesquels s'ouvre ce volume tendent au contraire à l'écarter. Dans l'un d'eux, il est fait allusion à des démarches ayant pour objet la fourniture d'armes aux fascistes espagnols qu'un sous-marin allemand devait amener en Espagne. Mais le diplomate qui les mentionne ajoute qu'il s'agit là d'une « histoire d'un romantisme achevé ». Ce sont le Archives italiennes qui, là-dessus, donneraient des précisions parce que, tout au long du conflit on constate que le plus agressif, le plus provocant et le plus fanfaron, c'est le plus faible, Mussolini. Il est alors tout gonflé de la conquête éthiopienne, il sait qu'on peut dédaigner les foudres de la Société des Nations et se moquer de ses « sanctions » parce qu'un de ses membres est toujours prêt à renier son engagement. On sait que Mussolini reçut alors de Russie le pétrole dont il avait besoin pour sa criminelle entreprise. Mais ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni la France ne veulent la guerre, elles redoutent une généralisation de la guerre qui, à plusieurs reprises, menaça.

Comme si les grandes puissances avaient besoin, avant de s'empoigner elles-mêmes, d'une répétition générale mettant aux prises des forces réduites, la guerre d'Espagne prend, vis-à-vis de la seconde guerre mondiale, la place des guerres balkaniques de 1912-1913. Bien qu'on parle beaucoup cette fois de fascisme et d'antifascisme, il s'agit toujours de luttes d'influence entre grandes puissances rivales. L'Espagne les intéresse par sa position géographique. Sous Primo de Rivera, Mussolini essaya déjà d'une alliance qui aurait fait de la Méditerranée une mer italienne et lui aurait permis d'exercer sa grandiloquence sur le « mare nostrum ». Sans succès ; il s'aperçut alors, comme il devra le faire par la suite — l'Allemagne aussi — qu'on ne manœuvre pas l'Espagne comme on veut.

Pour l'Angleterre, l'Espagne est avant tout une colonie d'exploitation ; elle en tire le minerai de fer de Biscaye et le cuivre du Rio Tinto ; elle est puissamment intéressée au maintien du statu quo, redoute l'installation de l'Italie aux Baléares et celle de l'Allemagne à Gibraltar ; elle cherchera par tous les moyens et en toutes occasions à imposer une médiation. La France a une politique « à la suite » ; l'Allemagne agit avec grande prudence, laisse plastronner Mus-

solini tandis qu'elle prépare des traités économiques, dresse le compte de ses livraisons, dont certaines sont payées comptant.

Si les documents ici publiés minimisent la collusion préalable de Franco et des fascistes du dehors, insistent sur le caractère spontané du mouvement, chacun des chefs militaires opérant pour son compte, il est sûr que les faiblesses du régime républicain instauré en 1931 facilitèrent une infiltration allemande que dirigeaient l'ambassadeur et les consuls, la propagande ayant pour objectif de préparer l'aide qui serait donnée à un soulèvement fasciste. Des contacts sont établis avec les généraux, en Espagne et au Maroc ; des officiers nazis entreront dans la légion étrangère (tercio) ; les fonds sont fournis par des industriels.

Du côté italien, c'est le gouvernement lui-même qui s'engage ; par un accord conclu le 31 mars 1934 avec une délégation de monarchistes, il promet une aide matérielle aux partis en lutte contre le régime républicain, et pour prouver qu'il s'agit d'une aide réelle, se déclare disposé à livrer immédiatement 20.000 fusils, 20.000 grenades, 200 mitrailleuses — et un million cinq cent mille pesetas. Un troisième paragraphe précise qu'il ne s'agit là que d'une aide initiale. Les élections de février 1936 vont accélérer le déroulement des événements ; elles marquent le triomphe des partis de gauche qui sont allés à la bataille unis contre les monarchistes et ont recueilli des suffrages de syndicalistes et d'anarchistes qui renoncent, pour une fois, à l'abstention de principe parce que le succès de gauche signifiera la libération de milliers d'ouvriers emprisonnés durant la période de réaction noire Lerroux-Gil Robles.

Battus, les monarchistes passent à l'action directe, à la violence. Attaquent un meeting socialiste, le 4 juillet, font sept morts. En représailles, Calvo Sotello, agent de liaison entre les monarchistes et Rome et Berlin, est abattu huit jours plus tard ; le 17, l'insurrection militaire éclate. Allemands et Italiens accourent aussitôt. Ils vont s'apercevoir assez vite qu'il s'agit d'une guerre d'un caractère particulier. La résistance de Madrid les déconcerte tous ; connaissant les faiblesses du gouvernement républicain, son hésitation devant la rébellion — certains de ses membres songent à une possibilité d'entente — ils sont sûrs de prendre la capitale sans délai. Mais ils n'ont pas compté sur la riposte populaire qui, celle-là, s'organise spontanément et brise l'attaque. Cependant, le 30 octobre 1936, le ministre allemand des Affaires étrangères, Neurath, pressé de reconnaître officiellement Franco, envoie ce projet de note au chargé d'affaires espagnol à Berlin : « Maintenant que le général Franco s'est emparé de la capitale espagnole, Madrid, et que son gouvernement a ainsi la maîtrise sur la plus grande partie du territoire, le gouvernement allemand a pris la décision de désigner un représentant officiel auprès du gouvernement du général Franco pour la sauvegarde des intérêts allemands. »

Il faut laisser le projet de note dans le carton. Mais cette aventure un peu mortifiante n'altère pas la confiance de Franco, du moins celle qu'il affiche, car parlant au nouveau chargé d'affaires allemand, il s'écrie : « Je prends Madrid, et alors toute l'Espagne, y compris la Catalogne, tombera en ma possession à peu près sans coup férir ». « Léger », ne peut s'empêcher de commenter l'Allemand, un général que Hitler a tiré du cadre de réserve.

De son côté, l'ambassadeur allemand à Paris déconcerté, lui aussi, par cette résistance victorieuse des Rouges, en cherchait les raisons et formulait ses hypothèses dans un télégramme à son ministre, le 10 novembre : « Autre chose est de savoir si et dans quelle mesure le gouvernement Blum, sous la pression de la Deuxième et de la Troisième Internationale, songe à relâcher sérieusement ces temps-ci ses obligations de non-intervention. A cet égard, on ne peut pas actuellement ne pas être frappé par la résistance opiniâtre des Rouges à Madrid, résistance à peine explicable du point de vue militaire ».

Enfin Mussolini, sur la foi de Queipo de Llano, va prendre Madrid dans des circonstances mémorables. Le 13 mars 1937, il s'est embarqué pour la Libye, but d'un glorieux voyage. A bord du « Pola », il a reçu des communiqués du général Mancini, commandant des forces italiennes engagées dans un combat autour de Guadalajara. Il lui télégraphie : « J'en suis les fortunes d'une âme sereine parce que je suis convaincu que l'enthousiasme et la ténacité de nos légionnaires va balayer la résistance de l'ennemi. La défaite des forces internationales sera un succès de la plus haute valeur, y compris sa valeur politique. Que les légionnaires sachent que, moi-même, je suis leur action d'heure en heure et qu'elle sera couronnée par la victoire ».

Le 14, il arrive à Tripoli, se fait proclamer « Protecteur de l'Islam » ; on n'attend plus que la chute de Madrid promise par Queipo de Llano pour le lendemain. Mais Madrid ne tombe pas ; à Guadalajara, c'est la débâcle des légionnaires ; le voyage s'achève de la façon la plus humiliante. Il ne reste plus qu'à injurier les légionnaires, ce que fait Mancini en ces termes : « Il y a des lâches dans les troupes les meilleures et les plus braves. Nous ne devons pas être surpris de voir qu'il y en ait parmi nous. Mais il faut nous en débarrasser. » Il est piquant de rapprocher cette proclamation des déclarations de Mussolini à l'ambassadeur allemand à Rome, que ce dernier rapporte ainsi : « Au cours d'une entrevue avec Mussolini, celui-ci s'est montré très mécontent des résultats obtenus par les nationalistes espagnols ; ils manquent visiblement d'esprit combattif ainsi que de bravoure individuelle. De toute évidence, il y a étonnamment peu d'hommes en Espagne. Mais l'Allemagne et l'Italie doivent boire le vin maintenant qu'il est tiré. » (25 novembre 1936).

Les Allemands étaient beaucoup plus positifs. A peu près à la même date (24 novembre), l'un d'eux écrivait, de Séville : « La situation militaire est peu satisfaisante ». Les succès du début doivent être attribués exclusivement aux Marocains, quand ils ne trouvaient devant eux que des formations improvisées, mais à présent « on sous-estime visiblement la difficulté de la prise de Madrid... Nous devons donc hâter la mobilisation et la mise à contribution de la population... car si l'effort des Espagnols reste insuffisant, ils exigeront que nous versions notre sang pour remédier à leur carence... Les problèmes économiques présentent autant de difficultés que les problèmes militaires et politiques. Il importe d'abord d'étudier de quelle façon nos livraisons seront payées et nos intérêts économiques sauvegardés. La guerre aura pour effet d'épuiser le pays ».

Sur la farce que fut le Comité international de non-intervention, il y a peu de chose à dire. Avant sa première séance (Londres, 9 septembre 1936) des pourparlers laborieux mettaient aux prises représentants et ministres des divers gouvernements, chacun affirmant sa volonté d'absolue neutralité au moment où des hommes

soin d'entraînement pour être en état de combattre efficacement. Plus tard, il obtiendra le rappel de ce général Faupel que Hitler lui a envoyé pour assurer le lien avec la Phalange et qu'il trouve « indésirable à tous égards ».

Si le prestige des Italiens a été sérieusement endommagé par la débâcle de Guadalajara, celui des Allemands sera atteint à son tour par l'odieux massacre de Guernica. Pourquoi cet acte de sauvagerie dont on cherche les mobiles ? G.T. Garratt, dans l'intéressant ouvrage auquel j'ai fait des emprunts, « Mussolini's Roman Empire », dit ne pas comprendre l'émotion exceptionnelle que cet exploit a soulevée dans le monde. Odieux, certainement, mais tactique habituelle des troupes allemandes. Pour s'assurer la voie libre, on bombarde préventivement une ville ; des hommes sont tués ; les autres se tiennent tranquilles et la troupe peut passer sans risques. Trois heures et demie de bombardement, destruction totale, c'était tout de même trop pour s'assurer la voie libre, à supposer que l'explication de Garratt soit valable.

Des journaux conservateurs, comme le « Morning Post » et le « Daily Express », pas du tout favorables aux « Rouges », dénonceront cet acte de barbarie ; le correspondant du « Times » en fit un récit accablant. Un débat eut lieu à la Chambre des Communes. Le pape protesta discrètement — il s'agissait d'une population catholique — Franco donna un démenti rédigé de telle façon qu'il reconnaissait, indirectement, la culpabilité de l'aviation allemande. Invité « énergiquement » à le reprendre, il avait refusé. Il ne restait plus que le gros mensonge : il est prouvé, par des documents, que la ville a été détruite par les bolcheviks.

Quand on approche de la fin de la guerre, les discussions se font plus âpres entre l'ambassadeur allemand et les ministres de Franco, et Franco lui-même. C'est qu'il s'agit de régler, très clairement et très précisément, les droits miniers de l'Allemagne. Le gouvernement espagnol promet une nouvelle loi qui lui donnera pleine satisfaction. Seulement, le projet n'est pas communiqué. L'ambassadeur demande audience à Franco. On le fait recevoir par le ministre adjoint des Affaires étrangères. L'ambassadeur se fâche. Le ministre le reçoit, s'excuse, mais continue à se dérober. « Il n'est pas d'usage que le gouvernement donne connaissance d'une loi avant qu'elle soit définitivement adoptée, signée et publiée... Il ne convenait pas qu'un Etat souverain se procurât, en quelque sorte, la permission de tous les gouvernements amis avant de publier une loi. »

La Russie s'était prêtée comme les autres puissances, à la farce du Comité international de non-intervention. Dans les documents publiés ici, on n'en trouve que deux : des rapports envoyés de Moscou par l'ambassadeur Schulenburg. Le premier, en date du 20 juin 1938, note le revirement qui vient de se produire dans la presse. Jusque-là, elle présentait les choses sous un jour aussi favorable que possible aux Rouges. Mais le 17 juin, les « Izvestia » ont publié un article de leur correspondant, Ilya Ehrenbourg, qui admet soudain que la situation est devenue sérieuse pour le gouvernement de Valence. Il parle longuement des « phalangistes » qu'il considère comme « les patriotes espagnols de l'autre côté des tranchées », et déclare que leur attitude pourra devenir importante pour le développement politique futur de l'Espagne ». A lire ces informations de presse, on a l'impression que les Soviets croient à une entente possible entre les phalangistes et des fractions du parti rouge espagnol. Dans le second, il rapporte des déclarations faites par Litvinov à l'ambassadeur français Coulondre et que celui-ci lui a rapportées. « Au début de la guerre, Staline et le Politburo s'étaient montrés réservés. Ce n'est que sur l'insistance des partis communistes étrangers, et spécialement des communistes français, que le Kremlin se sentit obligé d'aider l'Espagne rouge... Du point de vue de la politique soviétique, Litvinov estimait que le mieux était de se tirer de l'aventure espagnole sans de trop grandes pertes. Sous certaines conditions, et avant tout à condition que « l'Espagne soit aux Espagnols », Litvinov, semble-t-il, était disposé à s'accommoder d'un accord entre les deux partis espagnols. »

Mais tout cela est très sujet à caution, car dans les paroles de l'ambassadeur on voit toujours revenir une soi-disant opposition entre un Politburo intransigeant et un Litvinov réaliste et conciliant. Il y aurait là-dessus beaucoup à dire, à reprendre l'intervention russe et aux multiples formes qu'elle prit en Espagne, comme il y aurait encore beaucoup de choses à extraire de ces huit cents pages de documents. Ce qui sera fait, sans doute, le jour où on abordera franchement la discussion des enseignements que nous devons tirer de cette lamentable histoire.

A. ROSMER.

Parmi nos LETTRES

La vie des pâtissiers

D'une lettre de notre camarade Mulet, à Paris, nous croyons intéressant de détacher ce tableau, hélas ! bien noir :

J'ai la chance de travailler à peu près régulièrement, mais dans ma profession — je suis pâtissier — je ne contacte pas de gars susceptibles de lire la R. P. C'est désespérant : ils n'ont qu'un souci majeur : gagner du fric, mais au prix de combien d'heures de travail ? Rarement moins de 75 à 80 heures par semaine pour un salaire de 12 à 15.000 francs. Jamais de dimanche : les jours fériés sont les plus durs ; jamais de vie familiale, ni de possibilité de se rendre aux réunions. Le pâtissier de boutique travaille très souvent seul ou avec un jeune commis. Comment, dans de telles conditions, s'intéresserait-il au mouvement ouvrier, puisqu'il ne connaît même pas ses droits ou, les connaissant, craint de les faire respecter toujours hanté par le manque de travail. Dans notre corporation, l'ouvrier de 40 ans est déjà obligé de baisser pavillon car il est terriblement concurrencé par les jeunes de 18 à 22-24 ans. Il se fait trop d'apprentis chez nous. Dès que les fêtes sont terminées : Noël, Jour de l'An et les Rois, le bureau regorge de main-d'œuvre inemployée ; seuls les jeunes partent, parce que payés moins cher, plus souples de caractère et heureux de faire des 15 heures et souvent plus par jour, ce qui leur procure un salaire qu'envieraient bien des hommes.

ON NE SAURAIT MIEUX DIRE

« Les Français créent en Indochine plus de communistes qu'ils n'en tuent. »

L'OBSERVER.

Le Carnet du Sauvage

DELESALLE ET PELLOUTIER

Le petit livre de Maitron sur Paul Delesalle aura certainement amené dans les esprits plus d'une question, notamment celle-ci : comment se fait-il que Delesalle, secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses du Travail depuis plusieurs années, n'ait pas succédé à Pelloutier à la mort de celui-ci en mars 1901 ?

Plusieurs raisons me paraissent expliquer le refus de Delesalle, car la succession lui fut offerte par le Comité fédéral des Bourses.

Delesalle n'était pas ce qu'on appelle un orateur, encore moins que Pelloutier. Or un secrétaire de grande organisation est appelé à parler devant des auditoires plus ou moins nombreux. Tenir la tribune fut longtemps la première condition exigée d'un secrétaire d'organisation syndicale. Aujourd'hui encore ça compte beaucoup, même si ça compte moins. Encore n'est-ce pas sûr.

Il n'était pas désireux non plus d'être permanent syndical. Pourquoi ? Il reconnaissait pourtant l'utilité du fonctionnarisme syndical. Pour ne pas prêter le flanc aux critiques, surtout celles des milieux anarchistes où il défendait la participation au mouvement syndical. Peut-être aussi parce qu'il n'aimait guère — comme me le dit tout cru un militant de sa génération, non, plus jeune, plutôt de la mienne, à qui j'étais chargé de demander de prendre le secrétariat d'une U. D. — parce qu'il n'aimait pas qu'on vienne cracher sur son bifteck. Ce n'est pas toujours drôle d'être fonctionnaire syndical, surtout quand on veut remplir consciencieusement sa fonction. Souvent, ce sont les meilleurs qui sont les plus malmenés. J'ai vu ça avec Merrheim au temps de sa plus belle période. Delesalle préféra gagner son salaire autrement.

Il était aussi de ces hommes qui se croient facilement au-dessous de la tâche qu'ils doivent assumer. Ça change de ceux qui se croient tout naturellement au-dessus. Succéder à Pelloutier à la tête de la Fédération des Bourses du Travail, c'était accepter une lourde responsabilité. Surtout en 1901, à un moment où la Fédération entrait dans une crise profonde, où les Bourses du Travail plus ou moins ligotées par les subventions municipales devaient céder la place aux Unions départementales de syndicats.

Cette lourde succession, Yvetot n'hésita pas cependant à l'accepter ? Peut-être bien parce qu'aucune des objections qui venaient à l'esprit de Delesalle n'effleurait le sien. Il avait une grande admiration pour Pelloutier, mais comprenait-il bien sa pensée ? On en a douté longtemps. Il a été coopérateur, il a été antimilitariste. A-t-il jamais été syndicaliste ? Une chose est certaine : entre ses mains la Fédération des Bourses a dépéri, les Unions départementales n'ont pas joué le rôle important qui leur revenait. Delesalle aurait probablement mieux fait.

Si l'on regarde de près le mouvement de cette époque on remarque que c'est Pouget qui a assuré la relève de Pelloutier. Une nouvelle étape commençait, celle des Fédérations, celle de l'action syndicale, plus vigoureuse, des grèves plus nombreuses et plus violentes. Pouget était plus capable qu'aucun autre de comprendre cette nouvelle période. Moins théoricien que Pelloutier, ne croyant pas comme lui que les grèves partielles sont condamnées à ne donner aucun résultat, pensée assez commune alors non seulement chez les anarchistes mais chez les guesdistes, Pouget, avec sa longue et riche expérience, peut-être aussi la connaissance du trade-unionisme anglais qu'il avait acquise pendant ses années de réfugié à Londres, s'est trouvé là heureusement, en attendant que se forment Griffuelhes, puis Merrheim, c'est-à-dire des équipes de camarades d'où émergeaient ces figures.

Il est bien dommage que Delesalle ait dû interrompre en 1906 sa rubrique du mouvement ouvrier aux **Temps Nouveaux**. En tout cas, c'est là pendant dix ans qu'il a donné son effort le plus utile, le plus fructueux, qui a porté le plus profondément dans le mouvement syndical. On s'est demandé souvent comment les éléments syndicalistes révolutionnaires avaient pu résister, progresser, faire de la C.G.T. une grande organisation malgré l'hostilité des partis ajoutée à celle du gouvernement, en dépit de la presse quotidienne socialiste, de la **Petite République** à l'**Humanité**. Cela tient pour une bonne part à des rubriques comme celle de Delesalle, aux articles de Pouget dans la **Voix du Peuple**, ne touchant pas la grande masse évidemment, mais parlant de plain-pied aux militants du rang, leur gardant tête claire et confiante.

Maitron consacre un chapitre à la bombe du restaurant Foyot, attribuée par Zévaès à Delesalle. Il avance un argument fragile pour expliquer qu'à son avis Delesalle ne peut avoir été l'homme de cette bombe. A son avis, du moment que les syndicalistes révolutionnaires étaient partisans de l'action collective ils étaient adversaires de l'action individuelle et ne pouvaient recourir à l'action terroriste. C'est trop simplifier les problèmes ; les méthodes et les périodes chevauchent les unes sur les autres. Je n'ai donc jamais eu l'occasion en bavardant de vous dire, mon cher Maitron, que notre premier exploit à la première Jeunesse syndicaliste, vers 1902-1903, fut de rééditer l'ancienne brochure anarchiste sur la manière de fabriquer les bombes ? Le plus clair résultat en fut, je crois bien, de brûler les mains et la figure de jeunes camarades expérimentant les formules. Mais des camarades plus âgés et plus sérieux étaient moins maladroits. J'en ai connu un qui chaque fois qu'une grève quelque part traînait en longueur demandait à y être délégué. Régulièrement, deux ou trois jours après, le patron avait la surprise de voir sauter en éclats ses vitres, quelquefois sa porte. Ne vous récriez pas. Réfléchissez plutôt à la remarque que me fit vers la même période un ami d'alors qui sortait de la bourgeoisie ; un de ses frères dirigeait précisément l'usine familiale occupant plusieurs milliers d'ouvriers : « Vous ne connaissez pas la bourgeoisie, Monatte ; il n'y a rien dont elle ne soit capable si elle croit ses os à l'abri. »

Mais cela ne veut pas dire que c'est Delesalle qui déposa la bombe au restaurant Foyot. Deux témoignages précis s'opposent, celui de Léona Delesalle et celui de Zévaès. Je crois que la vieille règle : tant vaut le témoin tant vaut le témoignage, s'applique exactement ici. La compagne de Delesalle dit que tout l'après-midi de l'explosion elle l'a passé avec Delesalle qu'elle était venue prendre inopinément à son entrée à l'atelier et que c'est au moment où ils se séparaient qu'ils entendirent le bruit de l'explosion. Pour ceux qui connaissent Léona, la cause est entendue. Zévaès s'est étonné que Léona Delesalle eût des souvenirs aussi précis à si longue distance. C'est qu'elle avait des raisons particulières de garder ces souvenirs.

On aurait pu retourner l'argument à l'avocat de

l'assassin de Jaurès. Les souvenirs à lui n'étaient pas moins précis. Pourtant certaines de ses affirmations me paraissent clocher bougrement.

Zévaès dit notamment que Delesalle serait allé lui demander de l'aider à trouver asile chez le député socialiste Thivrier. Zévaès et Delesalle s'étaient connus en 1892 au groupe des Etudiants socialistes révolutionnaires internationalistes (les E.S.R.I.). Mais en 1893, une scission s'était produite dans le groupe ; les guesdistes étaient partis ; les autres, allemanistes, blanquistes, anarchistes étaient restés. Une scission pas plus à l'amiable que celles que nous avons connues depuis. Je me trouve avoir été le dernier secrétaire de ce groupe, quand quelques-uns de ses anciens tentèrent de le ranimer. Je n'ai pas vécu, bien sûr, la scission de 1893, mais j'en ai entendu parler beaucoup. Il est invraisemblable que Delesalle ait gardé des relations, après la scission du groupe, avec Zévaès. Les rapports entre anarchistes et guesdistes étaient à un point qu'on se représente mal aujourd'hui. Il est invraisemblable que Delesalle ait eu besoin de l'entremise de Zévaès pour aller chez le père Thivrier alors que le fils Thivrier était resté au groupe des E.S.R.I., n'avait pas suivi Zévaès et qu'il était lié avec Delesalle et nos amis. Toutes ces invraisemblances donnent à penser que Zévaès a « fabriqué » sa version. Il était personnellement la « bête noire » des anciens E.S.R.I. Quand j'ai été amené au groupe, les haines de 1893 ne s'étaient pas calmées ; elles avaient été entretenues par le comportement de Zévaès, qui, avant Briand, avait trouvé moyen d'être un sous-Briand, en attendant de devenir l'avocat de Villain.

Le témoignage douteux de ce soi-disant témoin n'a guère de poids en face du témoignage de Léona Delesalle. Certes, la mémoire de Paul Delesalle n'en serait pas éclaboussée. Mais la simple vérité suffit pour que la vie ardente et modeste d'un militant comme lui reste un exemple. Tout le monde ne peut être un Pelloutier, mais en faisant notre travail comme Delesalle fit le sien, nous servirons utilement le mouvement et notre classe.

A PROPOS DU « JOURNAL DE GUERRE » DE ROMAIN ROLLAND

J'espère que quelqu'un — Rosmer peut-être — ne tardera pas à parler ici du **Journal de guerre** de Rolland. Sur une grande période, c'est un grand livre. Il mérite que nous en parlions longuement et que nos amis le lisent, malgré son prix élevé.

Je reste convaincu, comme je l'ai écrit en 1919, peu après avoir été démobilisé, que deux hommes m'ont sauvé du désespoir dans les premiers mois de la première grande guerre, c'est Rolland et Trotski, et quoi qu'il ait pu se produire par la suite, je leur garde une reconnaissance particulière. L'un m'a permis de continuer à croire que les sentiments d'humanité faisaient corps avec notre conception de l'internationalisme. L'autre que ce n'était pas fini de la révolution. — Vous la croyez perdue, mais elle est là, au contraire ; elle va surgir de cette guerre précisément.

Rolland a personnifié pour nous, — je ne parle pas pour moi seul, — à partir de son article « Au-dessus de la mêlée » dans le **Journal de Genève**, la résistance à la guerre, au carnage inutile, au sacrifice d'hommes et de richesses de toutes sortes. Je me revois dans les derniers mois de 1914 attendant avec impatience, auprès d'un kiosque de la place de la République, l'arrivée du **Journal de Genève**, pour ne pas rater un article de Rolland. Nous étions plusieurs à attendre le même objet ; c'est là, d'ailleurs, que j'ai fait la connaissance d'Hasfeld. Je me revois recopiant ces articles à l'intention de camarades éloignés.

C'est une rude période que celle qui va de l'assassinat de Jaurès à l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Entre les deux dates, quelle hécatombe de millions de pauvres hommes de tant de pays ! Nous pensions bien que jamais l'humanité ne connaîtrait une nouvelle et pareille épreuve. Vingt ans après, elle l'a connue pourtant. Les peuples n'avaient pas su tirer la leçon de la première guerre. Il est à craindre qu'ils n'aient pas davantage tiré la leçon supplémentaire de la deuxième, puisque nous marchons d'un bon pas vers la troisième.

Rolland était sur une autre position que nous. Il maintenait, non pas au-dessus de la mêlée comme on lui a reproché, mais bien en pleine mêlée, la sauvegarde de l'humanité et les droits de l'esprit. Comme nous maintenions le sentiment de l'internationalisme et la fraternité des travailleurs.

Au sortir de la guerre, nous avons pu espérer les uns et les autres que nos principes allaient prendre leur revanche. Lui, que les grands esprits libres allaient s'associer par-dessus les frontières et veiller à ce que l'humanité ne revive jamais pareille épreuve. Nous, qu'une véritable Internationale ouvrière allait enfin se dresser. Dès la fondation de **Clarté** et l'acceptation par Barbusse de grands noms internationaux qui avaient été de petits hommes au moment du danger, Rolland abandonna l'espoir de son Internationale de l'Esprit. Dès la démobilisation, nous avons dû constater que les hommes sur qui nous comptions pour dresser le bilan de la politique syndicale de guerre étaient fatigués ou défaillants. Nous avons fait alors ce que nous avons pu, sans les anciens, avec des jeunes qui avaient à acquérir de l'expérience, dans une période où des événements révolutionnaires à la taille de la guerre elle-même nous dépassaient et nous écrasaient.

Je ne suis pas tellement surpris, après avoir lu son **Journal de guerre**, que Romain Rolland se soit fourvoyé chez les staliniens juste au moment où tout aurait dû l'en détourner. On a beau se croire individualiste, mépriser les foules, on a pourtant une envie folle, un besoin d'elles. On ne voit pas la valeur des petits groupes, on ne comprend pas que les minorités sont la crème de tout mouvement. Ainsi quand Rolland ironise sur les 118 membres du groupe des femmes de la rue Fondary et qu'il les compare aux milliers de membres que rassemblent des groupes semblables en Angleterre, il est non seulement injuste et incompréhensif, il dévoile pour quelles illusions il quittera un jour son droit chemin.

Il sentait et connaissait moins bien son histoire révolutionnaire française que Trotski. Celui-ci, vers le même temps, un jour où je lui avouais le petit nombre des camarades qui résistions au courant de guerre, loin de m'écraser, me répondait : « En France, toutes les grandes choses commencent par un groupe de vingt ».

Sans aucun doute, c'est Trostki qui avait raison. Bien sûr, le groupe de vingt ne doit pas rester éternellement un groupe de vingt. Il doit garder ses anciens, ne pas se laisser arracher ses Merrheim, ses Dumoulin, ses Million. Il doit s'adjoindre des nouveaux. Pas n'importe lesquels. Une pensée commune sur quelques principes essentiels, une volonté commune, de grandes espérances, voilà de quoi affronter la grande occasion quand elle se présente. Les grandes occasions se présentent toujours, mais s'il n'y a pas de fermes équipes pour entraîner et guider les masses, les occasions se présentent en vain. Il n'y a personne pour les saisir.

C'était vrai hier, c'est aussi vrai aujourd'hui.

Rolland méritait une autre fin de vie que celle qui a été la sienne. En dépit des adulations hypo-

crites dont il était l'objet de la part des sacristains staliniens, il s'est senti sûrement plus seul, plus malheureux qu'à aucun moment de sa vie.

DEFENDRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Il ne fait pas de doute que l'école laïque est menacée, que l'Eglise regagne du terrain, que le Pouvoir reprend du poil de la bête, qu'on arrête sans inscrire de motifs sérieux sur les mandats d'arrêt ; mais cette dernière chose n'est pas tellement nouvelle, par deux fois, en 1906 et en 1920, j'ai été arrêté pour complot sans que la justice ait pris la peine de rechercher un motif apparemment valable.

Il ne fait pas de doute que nous sommes dans une période orageuse où la guerre menace et la pré-guerre n'est guère favorable aux libertés démocratiques.

Défendre les libertés démocratiques, c'est comme un secteur de la lutte contre la guerre.

Mais peut-on les défendre avec ceux qui sont les premiers responsables des menaces de guerre ? Avec ceux qui piétinent les libertés démocratiques chez eux, dans leur propre parti et plus encore au pays de leurs rêves, en Stalinie ?

Est-ce respecter les libertés démocratiques que de ne pas permettre à Marty et à Tillon de présenter leur point de vue dans les colonnes de **l'Humanité** et de traiter tous les jours Marty de policier ?

— Ce sont là des choses intérieures à notre parti.

— Ce que vous faites chez vous ne vous donne guère de droits à le condamner au dehors. La potence de Prague et les onze pendus qui s'y balancent sont une mauvaise enseigne démocratique.

— Nous sommes en France.

— Heureusement. S'ils étaient en Tchécoslovaquie ou en Russie, Le Léap et Henri Martin seraient vite libérés de la vie.

Autant que vous, plus que vous, nous voulons défendre contre la bourgeoisie, contre l'Etat, les libertés démocratiques. Nous ne voulons pas que les fonctionnaires, enseignants ou autres, soient des instruments de l'Etat. Grâce au syndicalisme universitaire, l'instituteur a échappé à la dépendance du préfet. Nous ne sommes pas prêts à l'y laisser retomber. Mais nous voulons aussi ne pas marcher aveuglément au devant d'un régime policier à la russe, faisant fi carrément des libertés démocratiques.

Pierre **MONATTE.**

Que reste-t-il du syndicalisme de Pelloutier ?*

Ma causerie constitue une tâche assez difficile. Rattacher ce qui reste d'un long passé de luttes syndicales à l'œuvre de Pelloutier, c'est en réalité suivre dans le temps et dans l'espace toute l'évolution du syndicalisme depuis sa naissance.

Plus modestement, je m'en tiendrai à montrer ce qu'il y avait d'original et de profondément révolutionnaire dans le syndicalisme de Pelloutier et de ses proches continuateurs, les fondateurs de la C.G.T. de 1902. Et ensuite, à l'aide d'exemples pris dans la longue liste des questions qui agitent le monde des travailleurs, j'essaierai de dégager ce qu'il en reste et de voir s'il est encore possible d'espérer la venue d'un monde doté d'une économie à base syndicale et prolétarienne.

I. — Qu'est-ce qu'un syndicat ?

Tout d'abord, qu'est-ce qu'un syndicat ? Ces mots syndicat, syndical, syndicalisme ont été si galvaudés, employés à tort et à travers, qu'il est bon d'en préciser le sens. Nous adopterons la définition qu'en a donnée Georges Sorel, dans le numéro de *Pages libres* du 21 mars 1903. C'est un texte oublié, du savant théoricien du socialisme qui connaissait bien F. Pelloutier. Vous verrez que ce texte nous sera précieux pour bien comprendre la position du syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui.

Voici les passages essentiels des pages de Georges Sorel :

« Qu'est-ce qu'un syndicat ? Il est fort difficile de répondre à cette question. Il existe une très abondante littérature sur ce sujet; mais chaque auteur cherche à ne voir que les détails qui correspondent à ses théories personnelles sur l'avenir. »

C'est du dedans, explique-t-il ensuite, qu'il faut saisir la notion vraie du mouvement ouvrier au lieu de le considérer du dehors sous ses aspects juridiques. Et c'est en partant de ces considérations qu'il voit trois types de syndicats en formation essayant de grouper et d'entraîner le monde ouvrier de cette époque.

« *Le premier type* que j'examinerai, dit Sorel, est celui que l'on a construit en partant d'observations faites sur le trade-unionisme anglais : les ouvriers d'une même profession cherchent à s'assurer, par l'association, un travail régulier et bien rémunéré ; le plus souvent ils établissent en même temps des institutions d'aide mutuelle. On peut trouver ici des analogies avec l'ancienne corporation, avec le compagnonnage et avec les coopératives. »

« Les syndicats qui se rapprochent de ce type ressemblent par plus d'un côté aux syndicats de producteurs ou *cartels*, ayant pour objet de maintenir les prix en réprimant l'excès de concurrence. »

« Tous leurs efforts tendent à conclure avec les patrons des contrats d'une durée assez longue qui serviront de base pour l'établissement de prix de revient, grâce auxquels les entrepreneurs pourront être assurés avant de conclure un marché qu'ils trouveront la main-d'œuvre de qualité connue à un prix connu. »

Et Georges Sorel ajoute :

« Il ne semble pas très vraisemblable que ce genre de solutions prenne une grande extension en France : c'est que nos syndicats sont presque tous et parfois à leur insu entraînés par des préoccupations étrangères à la pratique des affaires. »

Au type précédent, Georges Sorel oppose le type carrément révolutionnaire qui n'a presque pas été étudié par les auteurs de livres.

« F. Pelloutier, écrit G. Sorel, a été le principal théoricien de cette forme syndicale. Delesalle et G. Yvetot, qui dirigent et animent la « Voix du Peuple », sont à l'heure actuelle les représentants les plus connus de cette forme syndicale qui s'intitule *syndicalisme révolutionnaire.* »

« Tandis que, d'après la conception précédente, toute contestation entre patrons et ouvriers tendait à prendre la forme d'une contestation entre deux

(*) Causerie faite au Cercle Pelloutier de Lyon le 14 février 1953.

commerçants, ici tout change : elle devient un épisode du conflit irréductible qui existe entre le Capital et le Travail. A propos de tout incident, le syndicat cherche à développer l'esprit d'opposition, à montrer que la lutte de classes pénètre toute la vie du travailleur. Si l'affaire s'arrange, on ne considère pas cet arrangement comme définitif, mais comme une première capitulation partielle du patronat, qui devra perdre de nouveau du terrain à la prochaine rencontre. Un appel adressé aux ouvriers métallurgistes pour les engager à se syndiquer débute ainsi : « Le comité déclare que le but qu'il poursuit est la suppression complète du salariat et du patronat. » Toute l'activité des syndicalistes révolutionnaires est inspirée par cette unique idée qu'ils cherchent à illustrer au moyen d'exemples empruntés à la vie journalière... »

« Les syndicalistes pensent tous les faits sociaux en les rapprochant d'épisodes de luttes soutenues journellement par les salariés... Ils sont fermement attachés à cette pensée fondamentale de Marx d'après laquelle la révolution sociale ne doit pas ressembler aux révolutions anciennes ; ils concluent de là qu'elle ne doit pas consister dans un changement gouvernemental... Ils pensent la révolution comme un fait de la vie économique et supposent qu'elle devra ressembler aux conflits soutenus par les syndicats pour les conditions du travail... De là la formule claire : « *la grève générale*, qui symbolise l'arme suprême de la classe ouvrière. »

« Il nous faut à tout prix, dit Delesalle, traduisant la pensée profonde de F. Pelloutier, éviter de laisser accaparer le mouvement syndical par les partisans du quatrième Etat, par ces faux amis du prolétariat, qui rêvent d'exproprier et d'expulser la bourgeoisie au nom d'une vague dictature du prolétariat dont ils seraient les dictateurs. »

Et Georges Sorel, avant de nous présenter le troisième type de syndicat, nous indique les raisons qui, pour lui, empêcheront les deux types précédents d'avoir un grand succès en France. C'est que ces deux genres de syndicats exigent chez leurs membres une capacité, une individualité que l'on ne rencontre point facilement. « On sait que les coopératives de production, qui ressemblent au premier type, n'ont pas pu prendre un grand développement et que le mouvement anarchiste, qui est l'expression la plus forte du syndicalisme révolutionnaire, n'est pas très puissant »; mais, ajoute Sorel (avec humour) « tout le monde est bon pour faire de la politique ».

« Il ne faut donc pas s'étonner s'il existe un troisième type syndical constitué sur le modèle des corps politiques existants : le syndicat devient une chambre industrielle officieuse exerçant une juridiction locale sur le travail et en partie reconnue par les pouvoirs publics : on pourrait dire qu'elle aspire à devenir une municipalité de métier... L'assimilation des syndicats à des corps politiques auxiliaires ou officieux exerce une influence souvent prépondérante sur l'esprit des gens qui proposent une nouvelle législation sociale. On pourrait citer beaucoup d'exemples qui prouvent que les pouvoirs publics ont cherché à intégrer les syndicats dans le système bourgeois gouvernemental. » Soit dit en passant c'est bien ce qui est arrivé aujourd'hui. G. Sorel voyait juste.

« Il est probable que le troisième type de syndicat est appelé à un grand développement, conclut encore Sorel. Le protectionnisme tel que l'a pratiqué M. Méline n'est qu'une manière de distribuer au gré des besoins électoraux des moyens sûrs de gagner de l'argent : nous avons à la Chambre un groupe sucrier, un groupe viticole, un groupe de bouilleurs de cru, etc... ; chacun de ces groupes menace le gouvernement de passer à l'opposition quand il refuse de donner satisfaction à ses clients ; il n'y a pas de raison pour qu'il n'y ait pas un groupe socialiste parlementaire appuyé sur des syndicats ouvriers et exigeant lui aussi des satisfactions matérielles pour ses clients. Les protectionnistes veillent avec soin à ce que les prix de vente des marchandises ne tombent jamais au-dessous de ce qu'ils nomment les prix nécessaires ; les socialistes parlementaires peuvent de même chercher à maintenir les salaires au taux qu'il leur semble nécessaire. »

II. — Le syndicat a-t-il fait faillite ?

Le document que je viens de vous présenter, document prophétique s'il en fut, va nous être précieux pour nous aider à comprendre la réponse à cette question : le syndicalisme de Pelloutier et des fondateurs de la C.G.T. a-t-il fait faillite ?

Nombre de militants, nombre de camarades s'interrogent et se demandent si un demi-siècle de luttes et de vie syndicales n'ont pas été inutiles. Il y a parmi nous un grand trouble. Où est la bonne route ? A quoi se raccrocher ?

Le syndicalisme n'aurait donc été qu'une expérience sans lendemain, une espérance et ne serait plus aujourd'hui qu'un souvenir, le souvenir d'une époque héroïque de la courte histoire du syndicalisme.

Pour ceux qui, comme moi, ont vécu en militant cette période de 1900 à 1914, ce jugement n'a que l'apparence de la vérité. Les Bourses du Travail et les Syndicats, même à leur début, n'ont jamais groupé, à part quelques exceptions, des adhérents ayant conscience de faire partie d'un organisme révolutionnaire au plein sens du mot. Le syndiqué conscient et organisé n'a été qu'une fiction. La vérité c'est qu'à cette époque l'extension considérable du nombre et de l'influence des syndicats s'est faite sous la direction de militants qui seuls avaient cette claire conscience de construire quelque chose de nouveau.

Les circonstances ont voulu, les habitudes aidant, que les militants se soient, les uns découragés, les autres adaptés à une situation de tout repos où à la lutte de classe s'est substituée une opposition d'intérêts juridiquement conciliables avec l'intérêt général ou national, c'est-à-dire l'intérêt de la classe bourgeoise.

C'est la forme d'action syndicale, syndicat troisième type, municipalité du travail, selon l'expression de G. Sorel, qui a fait faillite et non pas le syndicalisme de F. Pelloutier et de ses continuateurs. Et encore quelle faillite ? Les syndicats ont associé leur destin à celui du capitalisme. Au lieu d'agir sur leur terrain propre, avec leurs armes propres, ils ont réalisé une espèce de symbiose dont ils se sont faits les défenseurs. Quoi de plus logique et de plus naturel que leurs déboires et leur impuissance actuels. Leur faillite ! mais c'est la faillite de la société capitaliste à laquelle ils ont accroché leur avenir, leur étoile.

Ce n'est donc pas le syndicalisme, au sens révolutionnaire du mot, celui qui, un moment, a fait trembler la bourgeoisie (1906), qui a échoué. Il n'a jamais été vraiment à l'épreuve. Il n'a fait que quelques pas dans le monde. Dès ses débuts les ouvriers ne l'ont pas compris, les militants l'ont abandonné ou trahi, et il n'est resté qu'un thème d'étude de discussion et de polémique. La question de sa faillite ne se pose donc pas. Ce qu'il y aurait lieu d'examiner ce sont les raisons pour lesquelles ce syndicalisme n'a pas été compris, n'a pas essayé sa chance. Là encore G. Sorel nous en donne l'explication. Le type de syndicat révolutionnaire exige chez ses membres une capacité et une individualité qu'on ne rencontre pas souvent. Faire du syndicalisme, c'est-à-dire faire œuvre révolutionnaire, est très difficile, mais tout le monde est bon pour faire de la

politique : il suffit d'avoir une casquette, de savoir applaudir un ballot, de hurler un chant dont on ne sait ni le sens ni les paroles.

C'est que, au syndicat, trop souvent le syndiqué reste ce qu'il est ailleurs. Il apporte la même mentalité, il traite les questions avec les mêmes valeurs qu'il utilise dans les groupes politiques ou philosophiques. Cela permet aux faux prolétaires, à ceux qui ne voient l'action syndicale que sous l'angle politique de jouer un rôle prépondérant dans le mouvement syndical. Alors, on traite de tout et les questions qui agitent, qui passionnent les milieux politiques prennent la même importance et sont traitées de la même façon. On fait intervenir des soucis d'ordre national, patriotique, familial, religieux, etc. Le syndicat devient ainsi un groupement comme un autre, sans originalité, sans caractère particulier. Il dégénère.

III. — La mort des Bourses du Travail.

Quel était en bref d'après F. Pelloutier le rôle des Bourses du Travail ?

« Un rôle d'organisation et d'éducation. Elles avaient en même temps à grouper dans leur sein le plus grand nombre possible de travailleurs et à faire de ces travailleurs des hommes fiers et libres. Multiplier les syndicats, puis organiser pour les syndiqués des conférences économiques, un enseignement professionnel, des services de placement, des caisses de résistance, dresser la statistique de la production et de la consommation locales, révéler enfin au prolétariat sa propre valeur, lui apprendre que toute la morale consiste à rechercher une vie occupée et satisfaite et qu'ainsi l'homme doit trouver uniquement dans la culture de sa raison et l'exercice de ses muscles le principe régulateur du monde, telle était la mission des Bourses. » (*Les syndicats en France*, de F. Pelloutier, page 16.)

« C'est encore de connaître à tout instant, avec exactitude et pour chaque profession, le nombre des ouvriers inoccupés ainsi que les causes multiples des perturbations introduites chaque jour dans les conditions de travail de la vie ouvrière ; c'est ensuite à l'aide de statistiques exactes de déterminer le coût de l'entretien de chaque individu, comparativement aux salaires accordés, le nombre de professions, de travailleurs compris dans chacune d'elles, de produits fabriqués, et, par réciproque, la totalité des produits nécessaires à l'alimentation et à l'entretien de la population dans toute la région sur laquelle elle rayonne. » (1)

Que reste-t-il aujourd'hui de cette magnifique et audacieuse conception du rôle des Bourses ? On me dira : tout ce travail est fait aujourd'hui par les organismes rattachés au ministère du Travail : Conseil économique, offices de statistiques, bureaux de placement, cours professionnels de rééducation, caisses de chômage, etc. Mais cette activité, qui a son utilité, je le sais bien, est entièrement axée sur les besoins de l'économie capitaliste et est entièrement soumise à l'influence des politiciens. Elle ne répond pas aux besoins réels de la classe ouvrière qui là, comme toujours, subit passivement les volontés du Patronat et d'un Etat qui lui est étranger.

Mais le côté le plus original, le caractère le plus révolutionnaire du syndicalisme dû à F. Pelloutier — caractère qui rarement a été mis en évidence — c'est le double aspect, le double fonctionnement de l'organisme qui en a été la réalisation. Les statuts de la C.G.T. de 1902 disaient :

> *Article premier*, 2e — Elle groupe en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.
>
> *Art.* 5. — La C.G.T. se divise en deux sections *autonomes*. La première prend le titre de : Section des Fédérations d'industrie et de métier ; la deuxième prend le titre de : Section de la Fédération des Bourses du Travail.

F. Pelloutier avec son sens de visionnaire voyait très bien que l'homme civilisé, l'homme libre, c'est l'homme en tant que consommateur de biens spirituels et matériels et non pas le producteur rivé à son travail quotidien qui lui pèse comme un boulet, soit comme autrefois esclave ou serf, soit comme salarié aujourd'hui. Pour lui, le progrès technique, les machines, le travail des agents naturels devaient prendre la place de l'homme enchaîné et le libérer des bagnes et des prisons que sont aujourd'hui l'usine, le magasin, l'atelier, le bureau. C'est pour ces raisons qu'il tenait à sa Fédération des Bourses et que tous ses efforts tendaient à en faire la pièce maîtresse de l'organisme confédéral.

Hélas ! il était en avance sur l'heure de la libération du prolétariat. On ne l'a pas compris et reviendrait-il aujourd'hui on ne le comprendrait pas mieux. Deux guerres effroyables, la menace d'une guerre plus effroyable encore, reculent toujours le moment où les travailleurs verront clair.

Néanmoins la C.G.T. aurait gagné à conserver le double fonctionnement confédéral. Elle aurait gagné à conserver le double timbre, symbole de la double conscience ouvrière, du double devoir du syndiqué : solidarité totale envers les camarades de la même corporation ; solidarité totale envers tous les travailleurs des autres corporations ; obligation de subordonner l'égoïsme corporatif à l'action collective révolutionnaire, ou plus simplement à l'action commune tout court.

Certes, le double fonctionnement présentait des difficultés ; certes, des luttes d'influence avaient lieu entre les deux sections, branches maîtresses du mouvement syndical. Mais là précisément était le secret de sa force et de son rayonnement. C'est en s'opposant que la vie s'affirme, c'est dans la discorde que naissent les nouvelles formes de vie, les nouveaux régimes, les nouveaux modes de production, etc. L'unité, c'est l'immobilité, la stabilité, la fin, et disons le mot, la mort. Le comité confédéral restait dans son rôle en coordonnant les efforts, en faisant tirer ensemble le double attelage.

En supprimant l'un des deux appuis qui soutenaient la vie confédérale, en négligeant les Bourses du Travail, au point d'en faire une simple annexe du mouvement syndical concernant les Fédérations, les militants ont trahi le syndicalisme révolutionnaire de F. Pelloutier et des fondateurs de la C.G.T. Les C.G.T. d'aujourd'hui ne sont que des Fédérations de Fédérations. On a ainsi l'explication claire et décisive du triomphe des égoïsmes corporatifs et de la chute du syndicalisme dans un pitoyable et honteux corporatisme. Les syndicats ouvriers sont à peu près au niveau du syndicat des bouilleurs de cru, ou des betteraviers qui nous donnent de l'alcool au lieu du sucre, parce que ça leur rapporte davantage. Les méthodes et le but sont les mêmes. Le plus terrible c'est que militants et syndiqués ne s'en aperçoivent pas.

IV. — Où en est aujourd'hui le syndicalisme

Le syndicalisme de Pelloutier, de l'époque héroïque — c'est ainsi qu'on le qualifie et qu'on lui rend hommage — avait une doctrine, des principes, un programme, une éthique, c'est-à-dire une morale. Les formules qui en donnaient le sens résonnent encore en échos puissants dans l'esprit et le cœur des camarades qui n'ont pas perdu l'espoir ou la certitude qu'un monde meilleur naîtra et apportera aux travailleurs la juste part de chacun dans la production et la répartition des biens de ce monde.

(1) *Histoire des Bourses du Travail*, page 250.

Voici quelques-unes de ces formules :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

« Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni tribun. »

« Les prolétaires n'ont pas de patrie. »

« L'union des travailleurs fera la paix du monde. »

« Bien-être et liberté » (label confédéral).

Le syndicalisme avait sa littérature, ses artistes, ses philosophes ; il avait ses martyrs, ses saints, sa religion, pourrait-on dire. Se plaçant sur le plan humain, il considérait comme siens tous les savants, les philosophes, les grands esprits de tous les pays et de tous les temps qui avaient œuvré pour une humanité plus juste et plus fraternelle. Il n'avait pas de haine, mais il était bien décidé à se battre pour le triomphe de cette humanité et à l'imposer par la violence si c'est nécessaire. Il n'est de liberté que celle qu'on prend et c'est la seule qu'on mérite, pensait-il. Pour lui, les exploités devaient livrer, comme dans le livre de Zoroastre, une bataille sans merci à leurs exploiteurs, et sur ce terrain il n'admettait aucun pacifisme.

Dans leur programme immédiat, les militants de cette époque condamnaient le travail aux pièces, le système des primes au rendement, le sursalaire familial, les économats d'usine, l'édification par le patronat des maisons dont les exploités devenaient propriétaires sur leurs vieux jours (méthode Schneider du Creusot). Ils étaient contre les retraites ouvrières et la Sécurité sociale financées par un système de capitalisation et de prélèvement sur les salaires..., etc. Mais ils étaient farouchement attachés à ces trois revendications :

Diminution de la durée du travail; augmentation des salaires ; baisse du coût de la vie en fonction du progrès technique et de l'augmentation de la production.

Sur le terrain international, ils étaient pour le libre-échange, la libre circulation des biens et des personnes et ne s'opposaient à l'immigration que dans la mesure où le patronat et les gouvernants recrutaient une main-d'œuvre à bas prix ou des jaunes pour faire baisser les salaires ou briser des mouvements revendicatifs.

Que reste-t-il aujourd'hui de tout cela ? Rien ou pas grand-chose. Les travailleurs sont retournés à leurs vomissements ou bien ne s'intéressent plus à leur sort.

Les syndicats ouvriers n'ont plus ni doctrine ni programme et, ce qui est plus grave, ni morale. Ils vont chercher des directives, et quelles directives ! les uns chez le pape de Rome, les autres chez le pape de Moscou, les troisièmes n'importe où sauf en eux-mêmes. Les travailleurs sont Français, Allemands, Italiens, Anglais, etc., avant d'être tout simplement des hommes. L'ouvrier ne connaît que son entreprise, le paysan que son champ ou sa vigne, ou ses betteraves, l'employé que son magasin, etc. En voulez-vous la preuve ? Je n'ai, comme exemple, que l'embarras du choix.

En juillet dernier, l'entreprise Renault annonçait, *urbi et orbi*, qu'elle avait réalisé 800 millions de bénéfice net, et en même temps qu'elle avait décidé de partager ces 800 millions entre techniciens, actionnaires et ouvriers (l'Etat est actionnaire, sauf erreur, pour 52 p. 100 ; il ne pouvait s'opposer à ce partage). En toute logique économique saine, ces 800 millions auraient dû être affectés à une baisse du prix des automobiles. Aussi le résultat ne s'est pas fait attendre : les carnets de commandes se sont raréfiés et aujourd'hui on chôme chez Renault et on licencie. Il est vrai que ce n'est pas très grave, pourrait-on me répondre : je me suis laissé dire qu'un ouvrier renvoyé de l'usine touchait 400.000 fr. d'indemnité de licenciement, le pouvoir d'achat de trois années d'un assuré social mis à la retraite. Que doivent toucher les hauts salariés de Renault ou d'ailleurs lorsque ce malheur arrive ? Plusieurs millions affirmait Piédalu à la radio de Luxembourg.

Dois-je citer la stupide proposition de grève chez les P.T.T. pour se faire attribuer un treizième mois de salaire, et l'aussi stupide essai de grève des traminots lyonnais pour se faire attribuer les bénéfices de certaines lignes qui arrivent à être rentables ?

En bref les syndicats ne condamnent plus aujourd'hui le profit capitaliste, mais demandent qu'il soit partagé entre patrons, actionnaires et ouvriers. La plupart acceptent le système du salaire au rendement, du salaire production, du salaire proportionnel, des primes, du treizième mois, etc. Tous acceptent le *salaire social*, qui est bien la forme la plus cynique et la plus hypocrite imaginée par le patronat et les gouvernants pour mieux tromper et exploiter la classe ouvrière. Toutes leurs préoccupations revendicatives sont nettement dérivées des conceptions autarciques des maîtres et dirigeants de l'économie. Ils marchent à fond dans tous les bobards protectionnistes des politiciens, des journalistes et des économistes bourgeois : que ce soient les trop fameuses questions de balance commerciale, les cumuls, l'immigration, la protection des prix dits nécessaires, les questions de hiérarchie des salaires. En un mot le syndicalisme n'a plus de boussole.

Il n'est pas jusqu'à nos journaux, revues et brochures qui ne se ressentent de ce naufrage de la pensée ouvrière. Une grande partie des études et articles publiés par les militants est proprement inlisable ou sans intérêt. J'estime que les questions économiques qui intéressent directement les travailleurs salariés ou non, pouvoir d'achat, prix, bénéfices, profits, inflation, productivité, indice du coût de la vie, salaires minimum, incidence des mesures fiscales sur le pouvoir d'achat des salaires, le chômage et les cumuls, taxation des prix, etc., doivent prendre le pas sur les querelles de boutique syndicale et sur les questions purement politiques. Ce qui ne signifie pas que les hautes questions de politique nationale et internationale doivent être systématiquement délaissées, mais elles doivent être traitées en fonction de l'intérêt ouvrier. Au surplus avant de parler de politique ouvrière nationale et internationale, il faudrait que celle-ci existe ; j'entends une politique ouvrière propre. Il y a lieu de la recréer car elle existait autrefois au temps de Pelloutier.

Au fait, ne serait-ce pas le rôle de la Confédération internationale des syndicats libres de mettre au point cette politique ouvrière ? Mais combien y a-t-il de syndicats et de syndiqués qui participent activement à la vie de la C.I.S.L., la C.G.T. internationale des peuples libres ?

Camarades, j'ai terminé. Peut-être ai-je été trop pessimiste ? C'est à vous de le dire. Vous avez la parole.

J. FONTAINE.

On a porté grande attention à l'absurde contradiction interne des tribunaux militaires français qui inlassablement condamnent les objecteurs de conscience et les condamnent encore, la peine subie, pour refus de porter l'uniforme, et qui, à Bordeaux, condamnèrent aussi vingt hommes, pour n'avoir pas désobéi aux ordres à Oradour.

THE ECONOMIST (21-2-53)

Notes d'Economie et de Politique

LA CIVILISATION DE LA TORTURE

J'appelais, le mois dernier, la civilisation que l'Angleterre représente au Kenya, la civilisation du fouet. Celle que la France représente en Tunisie est la civilisation de la torture.

Dans son numéro du 18 décembre dernier, sous la signature de Roger Stéphane, l'hebdomadaire l'**Observateur** a décrit les tortures appliquées au cours des derniers événements par la police et la gendarmerie de Tunisie, sous la direction du général Garbay (massacreur de 80.000 Malgaches) et du ci-devant Hautelocque, et sous la haute autorité de M. Vincent Auriol, « socialiste », président de la République et de l'Union française !

Je cite :

Après avoir décrit, lors de son interrogatoire, le traditionnel passage à tabac, R... continua : « **J'ai été accusé d'avoir lancé des grenades sur des trains. Je niais. On me frappa de plus belle. Puis le supplice commença : suspension la tête en bas entre deux tables, injections d'eau dans le nez, électricité. Le supplice dura deux semaines à raison de deux à trois fois par jour. Le seizième jour, on m'attacha solidement et l'on se mit à appliquer sur mon postérieur un bâton rougi au feu auparavant. J'avouai...** »

H... déclara : « **Je fus frappé à coups de cravache. On m'enduisait les cuisses et les parties d'une pommade irritante et je fus frappé à coups de bottes jusqu'à complet évanouissement. Des seaux d'eau froide me réveillèrent. On me mit alors le courant sur la verge et les parties. Le supplice dura treize jours à raison de deux à trois fois par jour. Finalement, j'avouai.** »

B...., malgré son grand âge, fut soumis aux mêmes traitements : « **Conduit au poste de gendarmerie, j'y restai onze jours, sur lesquels sept jours entiers furent réservés à la torture : on me mettait entièrement nu, on m'aspergeait d'eau froide, puis on me frappait sauvagement ; on m'introduisait enfin du piment piquant dans l'anus et dans la bouche jusqu'à complet évanouissement ; enfin, on m'exposait au soleil ardent.** »

Et Roger Stéphane ajoute :

Je tiens un minimum de douze descriptions de cet ordre à la disposition de tout enquêteur sérieux, je les tiens avec référence de noms et de dates.

La conséquence de ces procédés d' « instruction » est naturellement que tout le monde finit par avouer tout ce que l'on veut, si bien, dit notre auteur, que des hommes sont mis en liberté **malgré leurs aveux**, parce qu'on ne peut pas avoir trente-six coupables pour un même crime ; il arriva même qu'un jour les soi-disant coupables d'un grave attentat, qui, bien entendu, avaient avoué, durent être libérés parce qu'une enquête révéla qu'au moment de l'attentat, ils se trouvaient tous en prison !

Or, à ma connaissance, aucun des faits révélés par cet article de l'**Observateur**, voilà déjà six semaines, n'a été démenti. Bien que ces accusations, si elles sont fausses, soient éminemment diffamatoires, aucune poursuite, que je sache, n'a été intentée au journal ou à l'écrivain qui les ont formulées. C'est donc que, non seulement elles sont vraies, mais que le gouvernement lui-même reconnait qu'elles sont vraies.

Alors, Messieurs, de quel droit avez-vous osé condamner les nazis pour leurs procédés de terreur ? De quel droit vous moquez-vous des aveux obtenus dans les procès de Russie et des pays satellites ? De quel droit faites-vous présenter dans vos écoles les moyens de torture employés dans les cours de justice du moyen âge comme une abomination depuis longtemps périmée ?

Vous êtes à égalité avec Hitler, Staline et Torquemada.

Les Allemands peuvent prétendre avoir ignoré les horreurs des camps de concentration d'Hitler ; les Français ne peuvent plus ignorer celles qui se perpètrent dans les geôles tunisiennes ; en se taisant ils se rendent complices.

L'ANGLETERRE CONTINUE SA RETRAITE

Qu'y a-t-il de plus menteur qu'un arracheur de dents ? — La réponse est bien connue : il n'est de plus menteur qu'un arracheur de dents, qu'un ministre des Affaires étrangères.

Surtout lorsque ce ministre des Affaires étrangères est un homme très correct, pommadé, bien habillé, ne s'emportant jamais, en un mot le type même du gentleman.

C'est pourquoi, M. Eden, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté, a proféré, le mois dernier, aux Communes, un mensonge hénaurme, à faire dresser les cheveux sur la tête de ses auditeurs, si ceux-ci avaient quelque chose dans le crâne.

Pour justifier le pacte qu'il vient d'être contraint de conclure avec Neguib sur le Soudan, Eden a, en effet, osé prétendre que le gouvernement de Neguib était le **premier** gouvernement égyptien qui avait accepté le principe de laisser les Soudanais décider librement de leur sort.

Or, en pleine Assemblée générale des Nations Unies, il y a un peu plus d'un an, Salah Eddin, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Wafd, proposa qu'un plébiscite soit organisé au Soudan par les soins de l'O.N.U., sur le point de savoir quel régime voulaient les Soudanais, et l'Egypte s'engageait à en respecter les résultats.

Proposition dont nous avions signalé, en son temps, toute l'importance (1), et qui n'a jamais été retirée, que nous sachions, par aucun des gouvernements égyptiens qui se sont succédé depuis lors, mais à laquelle... la Grande-Bretagne n'a jamais donné de réponse !

Seulement, n'est-ce pas ! il fallait bien sauver la face ! Il fallait bien faire croire aux Communes, et plus encore au monde, que l'accord sur le Soudan était une victoire pour l'Angleterre et une défaite pour l'Egypte ! D'où l'hénaurme mensonge du très honnête M. Eden.

Quoi qu'il en soit, cet accord, dont les termes avaient été rédigés par l'Egypte en accord avec **tous** les partis soudanais, aussi bien par le parti républicain socialiste, qui est le parti des nègres du Sud, que par les partis plus ou moins blancs du Nord et du Centre, consacre la défaite de l'Angleterre en Afrique, tout au moins en Afrique orientale.

La grande idée britannique du XIX[e] siècle, le chemin de fer du Cap au Caire qui devait relier les deux grandes villes extrêmes de l'Afrique en ne passant qu'à travers des territoires dominés par la Grande-Bretagne, s'est définitivement évanouie. L'Afrique du Sud, bien qu'encore, pour la forme, membre du Commonwealth, est en état d'hostilité croissante avec Londres ; le Kenya est en état de rébellion ouverte ; l'Egypte est perdue ; et, dans trois ans au plus tard, le dernier soldat et le dernier fonctionnaire britanniques devront évacuer le Soudan, cette pièce maîtresse du système pour l'établissement duquel l'Angle-

(1) **R.P.** de décembre 1951.

terre n'hésita pas jadis à risquer la guerre avec la France. Voici un demi-siècle que les Anglais ont réoccupé Fachoda, sur le Nil soudanais, mais la grande artère nord-sud constituée par les grands lacs et la vallée du Nil, dont ils voulaient ainsi s'assurer l'intégralité, leur échappe aussi complètement qu'avait échappé aux Français, par leur évacuation de Fachoda, tout espoir d'établir une grande route française est-ouest à travers l'Afrique, depuis Djibouti jusqu'à Dakar. Ainsi les empires s'en vont... avant même d'avoir été constitués. Kitchener et Marchand sont pareillement vaincus.

La grande question, maintenant, pour les Soudanais va être de mettre fin à un antagoniste millénaire. Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le dire (2), le Soudan est composé de deux régions distinctes et de nature fondamentalement différente : le Nord, désertique et steppique, musulman et nomade ; le Sud, assez bien arrosé, fétichiste et paysan. Le premier, traditionnellement occupé, jusqu'à une date relativement récente, à la chasse aux esclaves, et le second en fournissant le gibier.

Les Africains vont être ainsi devant un problème que les Européens d'Amérique n'ont pas encore résolu. Les Blancs des Etats du Sud américains ne sont pas parvenus à accorder, en fait, sinon en droit, la pleine égalité aux descendants de ceux qui furent les esclaves de leurs grands-pères ; les Soudanais du Nord, disons les « Arabes » au sens large du mot, vont-ils savoir traiter en égaux dès aujourd'hui ceux que leurs pères razziaient et vendaient ?

Le dernier Etat soudanais indépendant, celui du madhi, fut fondé, il y a trois quarts de siècle, par les tribus nomades les plus proches du pays nègre dans le but à peine déguisé de se débarrasser des entraves mises par les Européens à la traite des esclaves. Le prochain Etat soudanais, où l'influence du fils du mahdi d'alors sera sans doute prépondérante, se donnera-t-il pour tâche de cimenter l'union du Noir et du Blanc, réunis tous deux au sein de la fraternité de l'Islam ? Si oui, quelle leçon pour les négriers très chrétiens de la Géorgie et du Missisipi !

PERE SYSTEME N'EST PAS MORT

Lorsqu'un peuple est fatigué, qu'il est las d'agir, en un mot, lorsqu'il entre en décadence, deux phénomènes nouveaux y apparaissent, ou, tout au moins, y prennent tout d'un coup un grand développement.

Le premier, qui est de beaucoup le plus important, est la recrudescence du sentiment religieux. D'anciennes religions prennent un nouveau départ, cependant que de nouvelles apparaissent et connaissent aussitôt un succès prodigieux ; ainsi le culte de Mithra et celui du Christ dans les derniers siècles de la civilisation antique, ainsi le catholicisme et le stalinisme aujourd'hu.

L'autre phénomène, de conséquences moindres, est cependant tout aussi caractéristique : il consiste dans une floraison d'inventeurs de panacées sociales. Des tas de gens découvrent un petit truc qui permettra, sans faire de mal à quiconque et sans causer le moindre bouleversement, de rendre tout le monde heureux. Riches et pauvres, exploiteurs et exploités, vont se trouver instantanément réconciliés au sein de l'euphorie générale que l'application du petit truc ne peut manquer de faire naitre.

Les deux phénomènes sont frères car ils proviennent tous deux du besoin de s'évader des dures réalités de la lutte de classes, et, pour cela, de croire au miracle.

C'est pourquoi, en ce qui concerne le second, nous avons vu naître en France, depuis une quinzaine d'années, des tas de « systèmes » qui, chacun à leur tour, soulèvent, au moins pendant un temps, l'enthousiasme de milliers de fidèles.

Ça a d'abord été M. Duboin, célèbre précédemment par la manière dont il conduisit la Compagnie Générale des Voitures à la banqueroute frauduleuse, qui, ayant réinventé le billet de banque, affirma sans rire que, baptisé d'un nouveau nom, ce vieux procédé monétaire allait mettre fin aux crises de « surproduction » en période d'abondance (c'est ce qu'il disait dans les années 1930), et créerait l'abondance en période de disette (c'est ce qu'il disait dans les années 1945).

Puis ce fut un grand commerçant qui, lui au moins, avait réussi dans ses « affaires » ; ayant lancé l'Oréal, il lança avec non moins de publicité, et de savoir-faire, le « salaire proportionnel », procédé mirifique qui réaliserait le miracle d'augmenter à la fois le profit du patron et le salaire de l'ouvrier.

Enfin, dernier venu, voici maintenant l'« impôt sur l'énergie ». Qu'on supprime la plupart des impôts, notamment la taxe sur le chiffre d'affaires, et qu'on les remplace par un impôt sur le charbon, l'électricité, le pétrole, etc., et ce sera l'âge d'or : le pain sera gratuit, la durée de la vie sera augmentée, on pourra user ses fonds de culotte sur le banc de l'école jusqu'à 30 ans, finies « les castes, les coalitions économiques ou les privilèges de fortune », les colonies seront libérées, et enfin se trouvera préparé « l'avènement de l'Humanisme de l'Ere atomique » (sic !).

Si vous croyez que j'exagère, lisez l'**Ecole libératrice,** organe officiel du Syndicat national des Instituteurs, du 6 février 1953, page 401.

Redisons donc, à ce propos, qu'un système d'impôts quel qu'il soit n'intéresse pas directement le salarié, car le fait que ce soit tel ou tel qui paie l'impôt n'a point d'incidence sur son exploitation.

Qu'importe, en effet, au travailleur qu'un impôt le frappe, directement par retenue sur son salaire, ou indirectement par des taxes mises sur ses objets de consommation, ou bien ne le frappe pas du tout, si la différence dans les salaires qu'il touche dans ces différents cas compense les impôts qu'il a à payer dans certains d'entre eux.

Le salaire réel touché par le travailleur ne peut descendre au-dessous de ce qui lui est absolument nécessaire pour vivre et il ne dépasse ce nécessaire que dans la mesure où la force du prolétariat est suffisante pour obliger le patronat à réduire ses profits. Si le rapport de forces entre la classe capitaliste et la classe ouvrière est tel qu'il permet aux travailleurs d'arracher un salaire qui leur permette d'avoir une auto, ils auront leur auto, que ce soient les patrons ou eux qui paient l'impôt, et, à plus forte raison encore, que ce soit d'après son chiffre d'affaires ou d'après l'énergie qu'il consomme que le patron paie l'impôt.

Au moment où un nouvel impôt est institué, il peut très momentanément désavantager celui qui devra le payer, mais très rapidement les salaires reprendront le niveau correspondant au salaire réel que le degré de force de la classe ouvrière lui permet d'arracher.

Une « réforme fiscale », quelle qu'elle soit ,ne pourrait modifier les conditions de vie des travailleurs que si leurs salaires étaient fixés d'une manière invariable ; tant que ce ne sera pas le cas, des variations de salaires, ou dans le sens de la hausse, ou dans le sens de la baisse, viendront compenser l'incidence de l'impôt.

Cela ne veut pourtant pas dire que l'impôt ne comporte pas de conséquences sociales, mais celles-ci ne se produisent qu'à l'**intérieur** de la classe bourgeoise, en favorisant, aux dépens d'autres, certaines catégories des classes dominantes, et en accélérant ou ralentissant certains processus de l'évolution économique.

(2) **R.P.** de novembre 1951.

Ainsi, si l'on frappe les grands magasins d'impôts spéciaux dont est exempt le petit boutiquier, le développement des grands magasins sera ralenti ou même arrêté, et même, si ces impôts sont suffisamment élevés, le grand magasin peut être obligé de disparaître, alors qu'avec un système d'impôts ne frappant qu'également tous les commerçants, petits ou gros, ce pourrait être le boutiquier qui soit obligé de disparaître.

De même, il va de soi qu'avec des impôts seulement proportionnels au revenu, ou même moins que proportionnels, comme c'était le cas général en Europe il y a 50 ans, les fortunes peuvent croître à grande allure et qu'on aboutit ainsi à une rapide concentration du capital, alors qu'avec des impôts hautement progressifs, comme ceux qui existent maintenant tant sur le revenu que sur le capital (impôt sur les successions), les très grosses fortunes non seulement ne grandissent plus, mais diminuent. Les lords britanniques doivent aujourd'hui, pour entretenir leurs châteaux — ceux qui en ont encore — les faire visiter le dimanche par le public, moyennant redevance.

Mais ces changements que la nature des impôts est susceptible d'amener dans la composition de la classe dirigeante ne touchent pas directement la classe ouvrière, ils ne peuvent que l'affecter indirectement, dans la mesure où ils créent des conditions plus favorables ou moins favorables pour son action, ou dans la mesure où ils touchent au développement même de la civilisation.

Ainsi toute entrave fiscale mise au développement des grands magasins, tend à abaisser la situation de l'employé de commerce, celui-ci ne réalisant pleinement ses capacités combatives que lorsqu'il est réuni en masse dans une même entreprise, et non lorsqu'il est dispersé à raison de une ou deux unités dans une infinité de petites boîtes.

Eh bien ! qu'en serait-il, à ce point de vue, si l'on suivait les thuriféraires de l'impôt sur l'énergie ?

Une chose est certaine : l'énergie étant devenue chère, très chère, on en utilisera le moins possible.

Entre deux procédés de fabrication aboutissant au même objet, supposons que l'un consomme beaucoup d'énergie tandis que l'autre, qui n'utilise guère que le travail humain, en consomme beaucoup moins, et qu'avec des prix vrais, correspondant à la valeur des choses, c'est-à-dire sans aucune majoration due à l'impôt, ce soit le premier procédé qui soit le moins coûteux ; dans ce cas, ce procédé — qui est réellement supérieur puisque au total il exige moins de travail — se substituera à l'autre ; ce sera un progrès. Mais, avec l'impôt sur l'énergie il risquerait de ne plus en être de même. Si cet impôt est suffisamment lourd, le premier procédé, du fait de sa grosse consommation d'énergie, deviendra plus cher que le second, si bien que c'est lui qui devra disparaître, tandis que le second se maintiendra, ou même renaîtra, bien que techniquement inférieur, bien qu'exigeant plus de travail.

L'impôt sur l'énergie favorisera donc les formes les plus rétrogrades de la production, il diminuera, pour employer le mot à la mode, la « productivité » du travail humain. Or, comme il est évident que le salarié, comme tout homme, tire des avantages indirects d'une augmentation de la productivité (à condition, bien entendu, que ce ne soit pas lui qui en fasse les frais), l'impôt sur l'énergie n'est pas seulement sans aucune utilité directe pour le travailleur, mais il lui est indirectement nuisible.

Charbon à bon marché, électricité à bon marché, essence à bon marché, tel est le seul mot d'ordre du progrès.

Et, par conséquent, tel peut être le seul mot d'ordre du prolétariat, car le prolétariat moderne, fils du progrès technique, a son sort indissolublement lié à celui du progrès.

En fait, la création d'un nouveau système d'impôts, et notamment l'institution d'un impôt unique, a toujours été le dada des amateurs de réforme facile. Jadis la terre était la grande forme de richesse, celle qui frappait le plus ; aussi était-ce la terre qu'on voulait taxer, taxer seule ; c'est pourquoi l'impôt unique sur la « rente foncière » fut la grande panacée, offerte en Europe par les physiocrates au XVIII[e] siècle, et en Amérique, par Henry George au XIX[e] ; il est donc assez naturel qu'aujourd'hui où c'est l'énergie qui joue dans l'économie le rôle le plus spectaculaire, c'est sur elle que l'on veuille faire porter l'impôt.

Cependant, une différence profonde existe entre les anciens partisans de l'impôt foncier unique et les actuels défenseurs de l'impôt unique sur l'énergie : les premiers remplissaient un rôle révolutionnaire tandis que les seconds ne sont que de bas réactionnaires. La fin du XVIII[e] siècle en Europe, le milieu du XIX[e] en Amérique marquent dans chacun de ces continents les débuts du développement du capitalisme industriel, développement qui était entravé par les privilèges de la propriété foncière solidement enracinée, là, par un millénaire, ici par un siècle et demi, d'histoire. L'impôt foncier, l'impôt foncier massif, unique, était donc plus un moyen de réduire la richesse, et donc la puissance, du propriétaire foncier ; c'était une arme du bourgeois contre le féodal. C'est pourquoi il se trouva préconisé par les théoriciens de la nouvelle classe industrielle montante : les physiocrates qui écrivent à la veille de la Révolution française, et les georgistes qui écrivent à la veille de la transformation des Etats-Unis de territoire agricole en puissance industrielle.

L'impôt sur l'énergie, tout au contraire, loin de représenter les intérêts ou l'idéologie d'une classe montante, n'est que l'expression des désirs d'une petite bourgeoisie dont l'artisanat est la forme de production rêvée et qui a peur de voir disparaître son rêve.

IL N'Y A PAS DE MOTEUR A POUDRE

Un « moteur atomique » est une réalisation qui est actuellement hors de question. Un moteur atomique serait un moteur qui utiliserait directement l'énergie atomique, comme le moteur à essence ou à gas oil utilise directement l'énergie des constituants du pétrole. Or, à ma connaissance, absolument rien n'a été tenté dans cette direction. Tout ce que l'on envisage c'est d'utiliser ce sous-produit de la désintégration de l'atome qu'est la chaleur produite par cette désintégration pour vaporiser de l'eau (ou un autre fluide quelconque) et envoyer la vapeur à une quelconque machine à vapeur. Autrement dit, la seule utilisation de l'énergie atomique qui soit actuellement en vue est tout juste du même genre que celle qui consisterait à brûler du pétrole sous les chaudières des machines à vapeur en place de charbon.

Or, il est bien évident que si le pétrole ne servait qu'à brûler sous les chaudières, il aurait peut-être eu, comme c'est le cas d'ailleurs, en fait, pour ses parties les plus lourdes (mazout), un certain intérêt dans certains cas particuliers pour lesquels il est plus commode de brûler un combustible liquide qu'un combustible solide (plus propre, moins encombrant, etc...), mais il n'aurait pas permis les très importants progrès dont il a été l'origine (auto, aviation) le jour où l'on a utilisé directement son énergie à l'intérieur des cylindres d'un moteur.

Toute machine à vapeur est handicapée par le rendement très bas qui résulte du principe même de son fonctionnement ; ce n'est pas en changeant simplement le combustible qui sert à produire la vapeur, ni surtout en remplaçant ce combustible relativement bon marché qu'est le charbon par une source de chaleur comme l'uranium, qui sera sans doute beaucoup plus cher, qu'on peut s'attendre à une révolution technique ou économique. Certes, tout comme le ma-

zout, la « pile atomique » pourra, dans certaines circonstances, rendre des services, notamment lorsque, comme c'est le cas pour les sous-marins, il est impossible de stocker beaucoup de combustible, mais ce sera tout.

De grandes perspectives ne s'ouvriraient réellement que le jour où l'on parviendrait à utiliser l'explosion même de l'atome pour produire directement de la force motrice. Ce jour viendra-t-il ? Je déclare que je n'en sais rien ; je ferai seulement remarquer que, jusqu'ici, tous ceux des corps explosifs qui excellent pour détruire n'ont jamais pu être employés utilement à produire de l'énergie industrielle, et qu'inversement, ceux qu'on utilise pour la production de force motrice ne valent rien comme destructeurs. Il n'y a pas de moteurs à poudre, ou à dynamite, ou à trinitrotoluène, et il n'y a pas davantage de bombes ou d'obus à essence ou à gaz d'éclairage, bien que, théoriquement, rien ne s'oppose ni aux premiers ni aux seconds, mais il semble que les qualités secondaires qu'exigent du mélange explosif le moteur et la bombe s'excluent mutuellement. Or, comme la désintégration de l'atome fournit d'excellentes bombes...

R. LOUZON.

A propos des pendus de Prague

Est-il utile de répondre à la revue *Preuves* qui, dans un entrefilet de son numéro de janvier, nous a reproché de « prendre la fougueuse défense des accusés de Prague » ? Afin de ne point imiter l'auteur de cette critique, qui travestit « fougueusement » notre pensée, nous le citerons in extenso :

« Dans les victimes du procès, cet auteur voit des hommes « dont la vie fut un acte de courage », « les meilleurs des hommes », dont la vaillance eût pu être celle de « Dimitroff devant Goering » (mais Dimitroff n'avait-il pas sa retraite assurée d'avance ?). On nous permettra de trouver étrange que les calomniateurs à gages et les bourreaux de Staline soient rétrospectivement érigés en héros lorsque vient leur tour d'être victimes. »

Il suffirait sans doute, pour répondre à cette critique, de faire confiance à l'intelligence et à l'honnêteté des lecteurs de la *Révolution prolétarienne*. Toutefois, précisons quelques points.

1° Et tout d'abord, un point de principe. La *Révolution prolétarienne*, respectant notre complète liberté — ce dont nous la remercions —, a publié notre article comme le simple témoignage d'un observateur qui a connu certaines des victimes du procès. Nous n'avions pas à prendre parti. Nous avons seulement tenté d'expliquer le mécanisme de la « justice » stalinienne.

2° Notre article ne mettait pas sur le même plan *toutes* les figures du procès de Prague. Nous passions rapidement sur le cas de Slansky. Nous ne citions pas même Otto Katz. Nous attirions au contraire l'attention du lecteur sur l'aspect « confusionniste » que révèlent ces mascarades, et qui fait que, pour le plus grand dommage de la vérité, d'authentiques révolutionnaires sont mêlés à de médiocres personnages, à des provocateurs et, sans doute aussi, à des individus qui en savent trop long sur la corruption du régime pour l'avoir servi dans ses basses œuvres, et que la police a tout intérêt à faire disparaître. Nous avions surtout insisté sur le cas de Vladimir Clementis. Les divers groupes et tendances peuvent discuter sa personnalité et nous pensons qu'il est inutile d'entrer dans l'histoire de ses différends avec les dirigeants de l'Union soviétique, par exemple à l'époque du pacte germano-soviétique, mais prétendre que cet homme a été un « calomniateur à gages » et un « bourreau de Staline », c'est se ranger du côté de Staline et donner à la victime le coup de pied de l'âne. C'est aussi, et toujours à la manière de l'âne, se refuser à ouvrir les yeux sur le détail du procès et négliger l'étude objective des faits. Une telle étude n'est pas affaire de passion ni de fanatisme de secte. S'il est vrai que la révolution russe se trahit elle-même de l'intérieur depuis des décades, elle suscite en elle-même, en dépit des incessantes épurations, des résistances individuelles et collectives qui prennent des formes variées et qui sont l'aveu de son échec permanent et de la violence continue qu'elle fait à l'histoire et aux hommes.

3° Nous n'avons pas établi comme une vérité que les morts de Prague étaient « les meilleurs des hommes ». Nous avons posé, non point une affirmation, mais un problème, et un problème qui se rapporte non seulement au procès de Prague, mais à celui de Rajk, à celui de Kameneff et Zinovieff en 1936, à celui de Piatakoff et de Radek au début de 1937, à celui de Boukharine, de Rykoff et de Rakovsky à la fin de la même année... Nous disions textuellement : « L'historien remontera un jour jusqu'aux procès de Moscou, de Budapest et de Prague. Il dira plus tard *si* les meilleurs des hommes n'ont pas été condamnés à mourir pour sauver le sépulcre d'une révolution... ». De tels problèmes ne peuvent être résolus par des phrases sonores mais par une patiente recherche. L'un des principes qui pourrait guider cette recherche historique pourrait être formulé comme suit : si le stalinisme est une apostasie, il importe de déceler dans quelle mesure certains des hommes qu'il fait systématiquement périr ne sont pas précisément ceux qui ont résisté de quelque manière à cette trahison. Nous pensons simplement que l'histoire est à refaire et qu'elle ne sanctionnera en aucune façon la version moscovite.

4° Faisant allusion encore aux procès de Moscou, de Budapest et de Prague, nous avons exprimé notre étonnement de voir que certaines personnalités, dont la vie avait été « un acte de courage et traversée de périls », se soient effondrées devant des inculpations insensées. Notre phrase ne peut être détachée de son contexte que par un jeu absurde. Accordons à notre censeur, pour nous faire mieux comprendre, que le courage peut être mis au service de mauvaises causes. Là n'est pas la question. Voici le problème : comment expliquer que des hommes qui ont fait preuve de vaillance dans les prisons tsaristes ou les combats de partisans, dans les insurrections ou dans l'illégalité, ou dans la guerre civile espagnole, comment expliquer qu'ils ne retrouvent plus cette vaillance devant l'ignominie du tribunal et devant la honte des inculpations forgées par leurs ennemis ? Comment a-t-on réussi à éteindre en eux la flamme de la révolte, alors que la révolte était le sens de leur vie ? Comment enfin expliquer que le stalinisme, qui ne connaît de vrais héros que morts, et qui mourrait lui-même si ses victimes gardaient leur voix, soit parvenu à disqualifier les persécutés et à leur donner cette figure lamentable de coupables repentants ?

Pierre MARCHAND.

LE 12 FÉVRIER 1953

Habile ou fausse manœuvre ?

« En un mot, belle journée syndicaliste ! Je ne suis pas embarrassé — au contraire ! — pour reconnaître que c'est à la C.G.T. qu'on le doit. Rien ne me gêne pour écrire que sa décision d'action a été le geste qu'il fallait, au moment où il le fallait. Elle a sonné le réveil du mouvement ouvrier. Elle a redonné à l'idée de la grève générale toute sa puissance. Elle a ouvert de larges chemins à la reconstitution de l'unité ouvrière : la journée du 12 février a fait accomplir à l'idée de l'unité un énorme pas en avant. »

Même avec le recul du temps on peut approuver sans réserve ce que Chambelland écrivait sous le titre « La grève générale ressuscitée ! » dans la *R.P.* du 25 février 1934.

On peut aussi se demander si, à propos de la récente tentative d'unité d'action du Syndicat autonome de l'Enseignement de la région parisienne (S.E.R.P.) et de l'Union des Syndicats C.G.T., il ne faut pas dire exactement le contraire : « Mauvaise journée syndicaliste ! Je ne suis pas embarrassé — au contraire ! — pour dire que c'est au S.E.R.P. qu'on le doit. Etc... » Tout, en effet, me porte à croire que cette tentative était inopportune et que la manifestation envisagée ne pouvait, ni par son caractère ni par ses conséquences prévisibles servir la cause de l'unité ouvrière.

Mais plutôt que de juger, il faut comprendre, plutôt que de condamner, tirer tout le parti possible des circonstances.

Cette affaire gagnera à être mieux connue que par les déformations de la presse. Quelle faiblesse, cette absence d'un quotidien ouvrier ! Heureusement, j'ai en main les circulaires envoyées par le secrétariat du S.E.R.P. à ses sections, ainsi que le numéro spécial de seize pages de son journal où l'affaire se trouve exposée tout au long. Il faut souhaiter que le S.E.R.P. en élargisse la diffusion à toutes les organisations syndicales et à cette fraction sympathique du public qui refuse les slogans et préfère juger sur pièces. On y trouvera aussi un bon exemple de large et sérieuse information des syndiqués.

La première pièce est la lettre de Hénaff, secrétaire de l'Union C.G.T. au S.E.R.P., le 12 janvier : invitation à défiler, le 8 février, pour commémorer « les journées de février 1934 ». De là une correspondance où le S.E.R.P. exige des précisions, des engagements clairs et obtient satisfaction sur tous les plans : comité d'organisation purement syndical et paritaire, choix des mots d'ordre à l'unanimité, invitations sans exclusive à s'associer à la manifestation, commémoration du seul 12 février, seule journée unitaire.

Le 22 janvier, Union C.G.T. et S.E.R.P. invitent l'Union F.O., la C.F.T.C., la C.N.T. et les autonomes à former le comité d'organisation. Seuls les fonctionnaires autonomes y répondront favorablement pour quitter le comité, dès après la première réunion, devant l'attitude de la C.G.T.

Car il y a eu tout de suite des difficultés. La C.G.T. ne voulait pas de la participation des trotskistes (P.C.I.). Pour ne pas copromettre Hénaff (!), on se rallie alors à une invitation générale par communiqué à la presse. Mais à la première réunion du comité élargi à tous les participants (la condition posée par le S.E.R.P. que le comité soit purement syndical ne semble pas avoir été jugée importante, même par le S.E.R.P.) le représentant du P.C. traite aimablement le trotskiste de policier. Ruff, qui préside, demande et obtient le retrait de cette déclaration. Mais chacun des participants reconnaît que, tout en faisant l'union, il pense le plus grand mal de ses compagnons.

C'est au milieu de cette idylle que le préfet de police interdit la manifestation.

Après avoir, le 5 février, dans un meeting organisé uniquement par lui, proclamé son attachement aux libertés fondamentales, le S.E.R.P. envisage de manifester, avec l'Union C.G.T., contre l'interdiction du défilé, par un meeting au Vel' d'Hiv'. Hénaff craint que ce soit trop cher pour sa bourse ! Le 6, il en abandonne complètement l'idée. Mais le 7 l'*Humanité* la reprend au compte d'un « comité d'organisations démocratiques ». Le S.E.R.P. est tenu à l'écart, mais les affiches et la presse communiste se gardent de le préciser, au contraire. Lors d'une dernière réunion, le 9 février, les délégués du S.E.R.P. précisent pourquoi ils ne participeront pas au meeting du 12 ; ils font la preuve des manœuvres antiunitaires et parastaliniennes parmi lesquelles l'Union des Syndicats C.G.T. et le Parti socialiste unitaire (P.S.U.).

∴

Que penser de tout cela ?

Les camarades de l'enseignement espéraient-ils obtenir un accord loyal de l'Union C.G.T. et un respect des mots d'ordre élaborés en commun ? Voilà ce que disait leur circulaire du 30 janvier : « Nous avons à montrer le 8 que sur les mots d'ordre que nous proposons ou acceptons, avec les garanties que nous exigeons, l'unité d'action est possible. Ce sera l'honneur du S.E.R.P. d'en avoir fait la démonstration. »

Espoir déçu : « (nous regrettons) d'être obligés de constater que si les organisations qui ont pris l'initiative de ce meeting (celui du 12) ne nous ont pas invités à sa préparation, c'est pour ne pas tenir les engagements qu'elles avaient pris, aussi bien sur les mots d'ordre que sur le caractère unitaire et ouvert à tous de la manifestation que nous avions prévue. » (circulaire du 9 février.)

Pouvait-il en être autrement ? Je vois au moins deux raisons d'en douter. Que signifiait, en effet, l'accord réalisé le 31 janvier ? Parler de divergences graves entre les participants serait un euphémisme. Pour Hénaff, rien de grave, bien sûr : s'il ne peut inviter le P.C.I., s'il ne peut en écouter un orateur, sans déroger à la discipline du parti, il peut tolérer sa présence dans la cohue d'un défilé. Pour le trotskiste, je ne sais ce qu'il pense de celui qui le traite de policier. Mais pour beaucoup de camarades moins souples que Hénaff, le parti stalinien demeurait, demeure, le chancre du mouvement ouvrier. En réalité il n'y avait donc pas accord du tout.

D'autre part, si la manifestation avait eu lieu, qu'aurait représenté le S.E.R.P. seul en présence des organisations staliniennes ? Juliette Harzelec, au Conseil syndical du 29 janvier, a eu le mérite de poser la question. Dommage qu'on l'ait peu écoutée ! Le journal du S.E.R.P. met en vedette l'attitude très correcte du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (M.T.L.D.) qui groupe la quasi-totalité des travailleurs algériens de la région parisienne. Il est vrai que sa pré-

sence, dans le défilé, aurait appuyé les « troupes »(?) de l'enseignement ; il est vrai que le M.T.L.D. a refusé de participer au meeting partisan du 12. Mais n'est-il pas dangereux pour le syndicat de l'enseignement de n'avoir comme soutien *contre* la C.G.T. que celui d'organisations politiques, aussi sympathique que puisse en paraître l'orientation ? Le S.E.R.P., en face de la C.G.T., et en tant qu'organisation syndicale n'était-il pas dangereusement isolé ?

L'habileté de manœuvre des militants du S.E.R.P. est plus évidente que leur prudence. Car ils étaient prévenus : durant la préparation de la journée du 5 février, organisée par l'enseignement seul et pour un programme précis de défense des libertés, un article paru dans l'*Humanité* avait esquissé un débordement ; le syndicat avait dû publier une mise au point (circulaire du 30 janvier).

Et puis, imaginez que demain, au lieu d'avoir deux P.C.I., nous n'en ayons plus aucun. Toute difficulté se trouverait-elle aplanie avec les organisations staliniennes ? Même si l'on a l'embarras du choix des *prétextes* de querelle, ceux-ci n'ont-ils pas l'inconvénient de masquer les divergences profondes ? Le compte rendu des pourparlers laisse cette pénible impression que les responsables du S.E.R.P., sans tenir à la participation des partis politiques à la manifestation (par hostilité au parti stalinien ou par crainte de ses procédés), n'y étaient pas, en principe, opposés. Alors que la majorité des syndiqués, dans l'enseignement au moins autant que dans les autres professions, marque en chaque occasion sa préférence pour une action indépendante de celle des partis. Si le 12 février 1934 les partis se sont associés à la manifestation, le succès de la journée, ce qui lui a donné sa signification, c'était *la grève générale*.

⁂

Reste à savoir quels résultats s'inscrivent à l'actif de l'habileté indéniable dont ont fait preuve les responsables du S.E.R.P.

Les esprits moroses et les fanatiques de l'antistalinisme auront tôt fait de condamner les autonomes de l'enseignement. Pour eux, suivant la pente du fanatisme qui veut répondre au fanatisme, un cordon sanitaire doit isoler tous les contaminés par le stalinisme. Tous les moyens sont bons pour exterminer l'infâme. Tous les moyens, même ceux du stalinisme ; stalinisme à rebours qui est encore du stalinisme. Le plus clair des résultats obtenus est alors le renforcement d'une véritable psychose antiaméricaine largement provoquée par les fautes et les maladresses de l'antistalinisme bourgeois. La renaissance de l'internationalisme ouvrier en est rendue plus difficile.

Le harcèlement des staliniens sur les positions qu'ils n'occupent encore que grâce à la faiblesse et à la timidité de leurs adversaires doit être plus fructueux. Encore faut-il n'y dépenser les forces dont on dispose qu'à bon escient et savoir exactement ce qu'on veut.

Peut-on espérer que les adhérents de la C.G.T., désapprouvant les « erreurs » de leur organisation, vont obtenir qu'à l'avenir, elle les évite ? « Erreur », l'euphémisme est de Bossut et de Chéramy. Il est vrai que des militants de la C.G.T. peuvent prendre l'orientation catastrophique de leur bureau confédéral pour une « erreur ». Mais secoueront-ils assez fort le cocotier confédéral pour en détacher le fil qui le relie directement à la direction des affaires staliniennes en France ? Des noix usagées peuvent tomber; rien ne sera changé si le fil demeure. Et tant qu'il y a ce fil, croit-on l'unité possible ? Oui, répondent Bossut et Chéramy, elle est possible *malgré tout*. Ce « malgré tout », c'est la scission avant l'unité !

Mais il est pourtant évident que l'unité est nécessaire et qu'elle est désirée par la classe ouvrière. Ces péripéties peuvent montrer à quelques-uns combien il serait puéril de l'espérer possible entre les organisations concurrentes actuelles. Pour passer du désir de chaque syndiqué à la réalisation de l'unité, il faut qu'il y ait la volonté d'union.

Je doute qu'une telle volonté prenne vigueur dans la confusion d'un défilé. De l'avis même des responsables du S.E.R.P., ses conditions, acceptées pour le défilé, ont paru inacceptables pour un meeting où, naturellement, les participants prennent la parole. Rien d'étonnant à cela. De la Bastille à la République, il y a du chemin, le défilé s'étire ; on crie ; on sort des pancartes ; « spontanément », et d'abord assez loin du groupe des enseignants, on réclame la grâce des Rosenberg ; plus « spontanément » encore, on crie : « Ridgway assassin ! ». Reconnaissez que ça vous a une autre allure que la pancarte « l'école laïque est l'école de tous ! » (De tous ? Oui, même des Juifs !)

Au meeting la situation est inversée. Sous prétexte de défendre la liberté, le représentant de l'enseignement peut dire que ses camarades n'acceptent pas des emprisonnements, des jugements ou des exécutions sans garantie pour la défense des accusés ; certains auditeurs seraient-ils aussi bêtes que les rédacteurs de l'*Humanité* le croient, il y a quand même le risque qu'ils ne fassent un rapprochement. A moins que la présence du S.E.R.P. n'empêche réellement de parler des bandits sionistes et autres vipères d'actualité ; alors de quoi voulez-vous qu'on cause ?

Au contraire, il y a une unité d'action utile ; qui sera une unité, et pour une action ouvrière. Unité véritable, accord véritable entre ceux qui agiront, s'enhardissant par leur propre courage. C'est pourquoi, en 1934, Chambelland insistait justement sur le succès de la grève générale. Là était la preuve de la volonté d'union. La grève était et reste la seule école syndicaliste. Les troupeaux défilent. Si l'on ne peut faire la grève, rien vaut peut-être mieux qu'un pas de plus vers la servitude.

⁂

Le bilan serait-il complètement négatif ? Non, semble répondre Coustal, si le soin apporté par la presse communiste à déformer le sens de l'accord réalisé a pour but de justifier les réserves de certains à l'égard des responsables de la C.G.T. Mais on peut alors regretter que les responsables du S.E.R.P. aient dépensé tant d'énergie, fait preuve d'une telle habileté manœuvrière pour cette démonstration qui est juste à l'opposé de ce qu'ils se préoccupaient de prouver le 30 janvier. Il est vrai qu'à l'avenir les exigences du S.E.R.P. dans ses rapports avec la C.G.T. peuvent en être renforcées.

Si l'unanimité du personnel enseignant, constatée le 5 février, pour résister à toutes les menaces contre les libertés et contre les réformes administratives à la sauce Mayer, a été compromise par la mise en évidence des dangers à défendre la liberté en commun avec les admirateurs d'un régime totalitaire, ce 12 février 1953 aura été une mauvaise journée syndicaliste. Par contre, elle peut avoir mieux montré que la défense de la liberté est du rôle du syndicat et qu'il vaut mieux ne pas abandonner ce rôle à des groupements politiciens.

Il serait donc, à mon avis, aussi facile qu'inutile de condamner. Avant le 8 février, les instituteurs de Saint-Ouen ont dit « un grand espoir est né » ; certes voilà une parole qui ne risque guère de devenir historique. Mais, dans le marasme du mouvement ouvrier, si le 12 février 1953 n'a pu ouvrir « les larges chemins de l'unité ouvrière », il a pu secouer l'engourdissement de quelques syndiqués et les mettre en face de leurs responsabilités : qu'ils ne s'en remettent pas à d'autres d'organiser leur affaire ; l'effort personnel, l'action syndicale seuls sont fructueux. Amère et réconfortante assurance : fausses manœuvres et coups bien encaissés sont parfois un bon entraînement pour les véritables luttes de l'avenir.

C'était sans doute une fausse manœuvre, une opération vouée à l'échec, de prouver que l'unité d'action avec la machine stalinienne est possible. Mais ce n'est jamais mauvais de projeter une lumière crue sur les vrais responsables de la division ouvrière : les dévots totalitaires et les fanatiques presque totalitaires de la lutte contre ces dévots. Encore faut-il, qu'au milieu de ces périls mieux précisés, on tente un pas réel vers l'action ouvrière.

G. WALUSINSKI.

Crime de lèse-éminence

(Suite puisqu'il le faut)

Il a fallu du temps au Bulletin de l'U.C.E.S. pour répondre à ce que nous disions ici en janvier. Mais nous n'avons rien perdu pour attendre. Cela nous vaut de longues explications, pas mal entortillées, sur le scandale Villiers-Bedes.

Si nous comprenons bien, Le Bourre ni l'U.C.E.S. n'auraient pas pris position contre Mathot — sauf en décembre 1950 pour le défendre en attaquant ceux qui l'attaquaient — seulement parce que rien « ne prouve que Mathot fut l'agent du patronat dans le mouvement syndical ». Ils disaient ingénument en 1950 ignorer s'il y avait un scandale Mathot. Eux qui semblent et qui sont probablement mieux renseignés que nous disent aujourd'hui que Mathot n'est qu'un comparse et que ce ne sont pas les candidats au rôle de Mathot qui manquent. Un de perdu, dix de retrouvés ! Une fois lancés ils ajoutent ne pas voir comment la C.G.T.-F.O. aurait pu se développer et même démarrer si elle n'avait eu pour couvrir ses frais que les cotisations des syndicalistes restés à la C.G.T. En somme, pour une organisation syndicale ouvrière, accepter l'argent du Conseil national du patronat français ne serait pas tellement infamant.

C'est évidemment sur ce point que nous différons du tout au tout. Pour nous, qu'on nous excuse de le répéter si souvent, c'est une question de propreté et une question de principe. Sans cela impossible de parler d'indépendance syndicale. L'indépendance commence à l'égard du patronat. Jusqu'ici cela ne faisait pas question. Pas de désaccord sur ce point entre réformistes et révolutionnaires.

Ceux qui ont gardé le silence sur le Bedes ne peuvent avoir notre confiance, quelle que soit la cocarde qu'ils arborent. Nous l'avons dit et redit. Nous le répétons. Nous n'oublions pas aussi facilement ce que nous avons dit. Cette épreuve a permis de peser ce que valaient les militants. Tant pis pour ceux qui n'ont pas résisté à l'épreuve.

Il y a, direz-vous, ceux qui n'ont pas compris ; ceux aussi qui ne se sont pas décidés à prendre position. Les aveugles et les irrésolus ne doivent pas manquer. Possible. Mais il y a aussi ceux qui ont très bien compris, et trouvé ça tout naturel, faisant fi de la propreté et des principes.

La campagne contre le Bedes a été mal engagée, nous dit encore le Bulletin de l'U.C.E.S. : « Il aurait été plus juste de chercher à atteindre les véritables responsables. Comme on n'a pas voulu le faire, nous sommes restés silencieux, car ce n'était pas à nous d'engager le procès sur ses vraies bases. » Voilà qui est singulier. Qu'est-ce qui vous empêchait d'engager mieux la campagne et de la diriger contre ceux que vous supposez les véritables responsables ?

Selon vous, « l'équipe fondatrice de F. O. avait ses raisons d'utiliser Mathot, c'est là le véritable fond de l'affaire ».

Que ne l'avez-vous dit depuis deux ou trois ans ? Qu'est-ce qui vous a retenus ?

Certes, Lapeyre et les camarades qui avant lui ou après lui sont intervenus ont cherché à nettoyer la maison non à la fiche par terre. Leur souci, nous l'avons plus ou moins partagé. Nous sommes surpris que, vous autres, vous ayez raisonné différemment. Ce que nous avons fait nous ne l'avons pas fait par considération pour ce que vous appelez « l'équipe fondatrice de F.O. » que vous réduisez sans doute à quelques hommes avec qui vous vous réconcilierez plus tôt que nous certainement. Pour nous l'équipe fondatrice de F.O. est plus large ; elle comprend en premier lieu les militants de base qui du Nord au Midi, après les grèves Molotov de décembre 47, cherchèrent à édifier une maison syndicale où l'on puisse respirer.

Le Bulletin de l'U.C.E.S. croit-il nous gêner en parlant d'une lettre rendue publique par Mathot dans laquelle Lafond lui demandait d'envisager la publication d'un journal syndical au Maroc ? Nous ignorions complètement cette lettre. Elle gênera peut-être Lafond. Pas nous. Mathot qui se vantait d'avoir dans sa poche quinze « fédéraux » et plusieurs douzaines de « départementaux » y a sans doute aussi quelques lettres. Comme en ont sûrement aussi ces messieurs de *Fédération*. Quant à nous, nous dirons seulement que nous vivons une drôle d'époque en pensant que le premier qui ait renseigné l'un de nous sur le rôle de Mathot, c'est précisément Lafond.

Quant à Le Bourre, touché au vif par les trois manières que j'ai indiquées pour devenir secrétaire confédéral, et qui voudrait nous convaincre qu'il est arrivé au secrétariat confédéral avec ses idées, il perd son temps. Son attitude face au Bedes suffit pour montrer que les idées ne le gênent guère.

Nous pouvons ajouter qu'avant cela déjà nous étions obligés de rester sur une certaine réserve à son égard. Nous ne le connaissions pas encore quand, en 1946, lors du comité de coordination de la minorité, plusieurs d'entre nous furent mis en garde contre lui, pour motifs graves, par les délégués du C.E.T.E.S. (l'U.C.E.S. d'alors), et particulièrement par Adrien Duthion. Quelques années plus tard il me fut même réservé une surprise. Rencontrant le secrétaire parisien du C.E.T.E.S. d'alors, celui-ci me déclara à brûle-pourpoint : — « Après ce que nous t'avons dit sur Le Bourre, tu ne dois pas comprendre que nous en ayons fait notre président ? — Evidemment. — Eh bien ! moi non plus je ne comprends pas. »

Avant de s'en prendre à nous, Le Bourre pourrait peut-être regarder du côté de son ami d'aujourd'hui Adrien Duthion.

P. M.

Le livre F.O. donne une leçon

Dans l'*Imprimerie syndicaliste* de janvier-février 1953, le bureau de la Fédération du Livre Force Ouvrière publie la note suivante :

EN MARGE DU CONFLIT DU LABEL

Un certain nombre de journaux ou de revues spécialisées parlèrent des incidents survenus à propos de notre label sur « Force Ouvrière », les uns d'une manière objective et certains, telle la *Révolution prolétarienne*, en apportant des critiques à notre attitude en déclarant, par exemple, que « la Fédération du Livre Force Ouvrière a pris un ton qui ne cadrait guère avec ses forces ».

Il est surprenant de trouver ces critiques sous la plume de Walusinski, car des militants syndicalistes se doivent, surtout lorsqu'ils sont minoritaires, d'avoir une attitude de combat et de dignité, et il serait à souhaiter que nos camarades de l'Enseignement mènent, de leur côté, la lutte que mène notre Fédération et obtiennent les résultats qu'elle obtient depuis trois ans.

LE BUREAU FEDERAL.

Dans sa hâte le bureau fédéral a cru voir ma signature au bas d'un écho publié en janvier dernier et dont je n'étais pas l'auteur. Aussi indigne et peu combatif que je sois, je le prends pourtant volontiers à mon compte. D'autant plus facilement que je n'y vois rien de blasphématoire.

Les camarades F.O. de l'Enseignement, tout en jugeant singulier qu'à mon propos ils soient mis collectivement en cause, apprécieront la charmante modestie des camarades du Livre qui n'hésitent pas à se donner en exemple. — **G. W.**

PETITES NOTES

L'exécution des Rosenberg

— Ceux qui ont applaudi à la pendaison des onze de Prague peuvent-ils protester contre l'exécution des époux Rosenberg ?
— Les onze de Prague avaient avoué leurs crimes.
— Mais personne n'avait cru à leurs aveux.
— Les deux Rosenberg n'ont cessé de crier leur innocence.
— Malheureusement l'espionnage au bénéfice de la Russie est regardé par eux comme légitime en raison de leur foi communiste.
— Les autorités américaines hésitent et reculent pourtant.
— Cela ne prouve-t-il pas que la crainte de l'injustice parle en elles plus fort qu'à Prague ou à Moscou ?

« Vasouillage craintif »

L'ami Dommanget dans un article de l'**Ecole Libératrice** (6 février) titré « Méditations sur le socialisme », où il marie de manière assez inattendue Victor Serge et Jules Moch, est amené à parler d'une des dernières lettres reçues de Victor Serge.

Dans cette revue, Serge parle « des revues françaises... qui donnent l'impression d'un vasouillage craintif ».

Comment Dommanget a-t-il pu oublier que cette lettre est sans doute de la même époque où Serge « vasouillait » jusqu'à féliciter Malraux et le gaullisme ?

L'histoire du 6 février à la sauce stalinienne

Dans l'article de tête de l'**Humanité** du 12 février Raymond Guyot s'est donné un mal de chien pour refaire l'histoire du 6 au 12 février 1934.

Le bon lecteur du quotidien stalinien aura de la chance s'il se débrouille dans cette mélasse.

Naturellement Guyot ne lui dit pas que les staliniens ripostèrent aux fascistes le 6 février en joignant leurs forces aux leurs pour enfoncer les barrages garantissant le Palais-Bourbon. Ce ne fut vraiment pas leur faute si Daladier et Frot ne furent pas balayés et si les fascistes ratèrent leur coup de force.

Quant à la manifestation du 9, elle fut la riposte non du parti, mais des éléments du parti entraînés par Renaud Jean et Doriot qui trouvaient que le parti se suicidait par sa politique de collusion avec les fascistes.

Le coup de force du 6 raté, il ne restait après la manifestation du 9 qu'à se joindre le 12 au mouvement de grève générale lancé par la C.G.T. Un mouvement décidé le 7 au matin, retiré à midi, après la démission du cabinet Daladier, lancé définitivement sur les 5 heures par la C.G.T.

Toutes choses que Raymond Guyot se garde bien d'écrire.

La scission de 1921

Jouhaux se rattrape de n'avoir pas été avec la Russie d'Octobre 1917 en flirtant avec Staline aujourd'hui. Ils sont quelques-uns comme ça. Ils croient que 17 et 53 se valent.

Dans la **Démocratie Combattante** il parle de la scission de 1921 voulue par les dirigeants de l'Internationale syndicale rouge.

Voulue par eux seulement ? N'est-ce pas plutôt Jouhaux qui la provoqua par ses exclusions de syndicats ?

Comme si Besnard et Verdier, comme si Lecoin et Colomer, comme si Fourcade et Cadeau, comme si Frossard et Griffuelhes qui poussèrent la minorité d'alors dans le piège tendu par Jouhaux et la majorité étaient des partisans de l'Internationale syndicale rouge.

Restait la tendance de la **Vie Ouvrière** d'alors. Elle ne voulait pas la scission mais le redressement de la C.G.T. Nous étions, presque seuls, partisans de l'Internationale syndicale rouge. Partisans ni aveugles ni domestiqués. Nous pensions qu'il fallait redresser la C.G.T. mais aussi l'Internationale syndicale. Et jusqu'au dernier moment la tendance de la **Vie Ouvrière** résista au courant scissionniste.

Cela n'empêche pas Jouhaux et les principaux responsables de la scission syndicale française de 1921 de rejeter sur d'autres épaules leurs propres responsabilités.

Les nationalisations n'ont rien changé

Esprit de janvier analyse un article du **Droit Social** sur la nationalisation des banques :

« ...Si les catastrophes annoncées en 1945 par les adversaires de la nationalisation ne se sont pas produites, les résultats restent décevants : La direction des banques nationalisées s'est maintenue à travers les changements de régime. Seuls les présidents des Conseils d'administration ont été changés mais l'équipe dirigeante est restée en place. A la tête de chacune d'elles se trouve un homme, entouré d'une équipe dotée de traditions. Ces hommes unis entre eux souvent par leurs origines, leurs intérêts au sens élevé du terme, ont maintenu les habitudes des gestions antérieures. Cette technocratie liée à la fois avec les services publics et les plus grandes affaires privées s'est adaptée avec souplesse aux changements de structure. Les banques nationalisées vivent avec le personnel et l'esprit du passé.

« La nationalisation eût pu permettre un regroupement des services, une rationalisation des méthodes et une économie dans la gestion. En fait, sous la double pression des équipes dirigeantes, soucieuses des postes à garder, ou à pourvoir, et des syndicats inquiets du reclassement du personnel, seulement 125 guichets furent fermés depuis 1945 dans les banques nationalisées. »

Ce qui est vrai pour la nationalisation des banques ne l'est pas moins pour celle des chemins de fer, des usines d'aviation et des houillères.

Quant à la force de pression des équipes technocratiques dirigeantes elle a sûrement joué un rôle plus important que les syndicats d'employés de banque, de cheminots, de mineurs, de métallurgistes.

Colonisation intellectuelle

La presse des pays satellites est obligée de se mettre au « tout à la russe ». Vladimir Dedier, délégué yougoslave, dans un discours aux Nations Unies que reproduisent **Questions actuelles du socialisme** de décembre, cite quelques faits savoureux.

« ...Le plus grand journal tchécoslovaque, Rude Pravo, **est obligé de publier plus de nouvelles provenant de l'agence soviétique Tass que de nouvelles de sa propre source et des agences tchécoslovaques en général.**

« ...Mon pays aussi a été soumis à cette pratique, mais en 1948 il s'éleva énergiquement contre ce danger menaçant son indépendance et son droit au libre développement. Il y avait à cette époque en Yougoslavie un représentant du Bureau d'information soviétique... Vers la fin de l'année 1947, il envoya au journal Borba, **au cours d'un seul mois, 150 articles écrits par les journalistes soviétiques et traitant non seulement des problèmes de l'Union Soviétique, des succès des Kolkhoses, du 125e anniversaire d'un écrivain russe, etc., mais aussi des problèmes des autres pays, tels que l'Inde, la Grande-Bretagne, la France, etc. Il voulait que nous publiions tous ces articles en même temps que les nouvelles de Tass.**

« Naturellement, c'était impossible. Alors le représentant du Bureau d'information soviétique, un certain M. Kirsanov vint me voir personnellement pour protester contre la non-publication par Borba **des articles soviétiques, en insinuant que les gens de** Borba **étaient hostiles à l'U.R.S.S. et à Staline. Je pris un crayon et calculai devant lui que si nous avions publié tous les articles qu'il nous avait donnés nous n'aurions pas eu assez de place dans le**

journal pour parler des problèmes intérieurs yougoslaves. »

Naturellement les colonisateurs s'entendent en affaires.

« Le gouvernement soviétique a imposé à la Yougoslavie un accord sur l'achat de films soviétiques qui entrainait pour nous de grandes pertes matérielles. Premièrement, nous n'avions pas le droit de choisir les films, nous devions les acheter à forfait. Nous devions payer ces films en dollars américains. Souvent deux et trois fois plus cher que les films que nous achetions aux autres pays. C'est ainsi que nous avons obtenu le « Hamlet » de Laurence Olivier pour quelque 2.000 dollars, tandis que nous fûmes obligés de payer le film « Les exploits d'un agent soviétique » plus de 20.000 dollars. »

Frachon hors de la ligne !

Qu'est-ce que raconte le **Figaro** du samedi 4 février ? Frachon ne serait plus d'accord avec la ligne du P.C. Depuis deux ans il s'opposerait aux grèves politiques et ne l'aurait pas caché à Moscou.

Tout ça n'est guère vraisemblable.

Car il n'y a pas une ligne du P.C., mais une ligne ordonnée par Moscou. N'être pas d'accord avec elle, ce n'est pas se rebeller contre Duclos-Fajon-Mauvais, mais contre Staline lui-même.

Vous voyez Frachon faisant ça ?

Depuis 1924, il est le plus docile des exécutants : après trente ans d'exercices d'assouplissement, son échine est faite à tout.

Un revenez-y d'autrefois, du temps où il était trésorier des travailleurs industriels du monde de Marseille ? Peu probable.

Qu'il assiste, le cœur serré, à la dégringolade des effectifs de la C.G.T., on le comprend. Mais qu'il fasse plus, n'y comptez pas. Vous ne voudriez pas qu'il aille rejoindre Thorez à la maison de santé de Moscou.

D'ailleurs il a répondu le mardi suivant dans un grand article de l'**Humanité**, non en répliquant au **Figaro**, mais en enfilant tous les slogans staliniens du moment.

Qui cela peut bien être ?

Dans sa première tentative de défense à la tribune de la Chambre, le malheureux ex-ministre de la Santé, Boutemy, a fait état d'un certificat de bon résistant que lui aurait décerné en 1944-45 un militant syndical lyonnais monté depuis à Paris et figurant parmi les éminences de la C.G.T.

Nous ne sommes pas curieux, mais nous voudrions bien savoir quel est ce militant de souche lyonnaise.

Ce n'est pas Frachon, tout de même ; d'ailleurs il est de la Loire et non du Rhône.

Serait-ce par hasard Edouard Ehni, alors secrétaire des typos lyonnais, grand ami de Saillant et responsable du maintien de la Fédération du Livre à la C.G.T. ?

« Ratissage d'honneur »

Les journaux du dimanche 22 février ont publié la nouvelle suivante : « M. de Chevigné a assisté samedi à une opération de ratissage dans le Sud-Tunisien ».

Sous la IIIe République, il était d'usage chez les gouverneurs de colonies de faire donner la fantasia au passage d'un ministre. La IVe fait mieux les choses, c'est une opération de ratissage dans les montagnes de Matmata qui a été offerte samedi 21 février à M. de Chevigné en l'honneur de son voyage en Tunisie.

Une bonne bouteille

Monmousseau a été condamné à 12.000 francs d'amende pour avoir organisé, comme directeur de la **Vie Ouvrière**, un concours qui tenait de la loterie non autorisée. Il fallait indiquer le nombre de lentilles contenues dans une bouteille qui avait été cachetée avant d'être remise à un huissier.

On avait toujours pensé que Monmousseau était un amant passionné de la culture... des lentilles.

LIVRES *REVUES*

Jean MAITRON : Le syndicalisme révolutionnaire. Paul Delesalle, (Les éditions ouvrières. Collection « Masses et Militants »), 176 pages, 550 fr.

Les lecteurs de la **R.P.** connaissent Jean Maitron. Parmi eux beaucoup ont lu son gros et scrupuleux travail d'historien sur le mouvement anarchiste en France. Toutes ses qualités se retrouvent dans son nouvel ouvrage, mais je crois que s'y ajoute, non pas la flamme — déjà sensible dans son « Histoire » et la rendant vivante —, mais la chaude sympathie.

Je n'ai pas connu P. Delesalle. Je suis donc bon témoin de l'intérêt passionné que porteront au livre de Maitron, ceux qui, à leur manière et selon leurs moyens, rêvent d'un renouveau du mouvement ouvrier. Par son sujet, par les grands problèmes qu'il aborde, par la manière même dont il les aborde et par le ton du récit, ce livre est à ranger sur ce rayon, à portée de main, des bons compagnons : tel soir, au sortir d'une réunion syndicale décevante, au creux d'une lutte et quand on sent le découragement envahir, on rouvrira le livre pour en relire un chapitre, et repartir...

Il s'agit d'un homme. Maitron sait d'abord nous le faire aimer parce qu'il sait nous le faire comprendre. Et l'on vit avec lui. Bon ouvrier toujours : quand il mettait au point le « chronographe » des frères Lumière aussi bien que lorsqu'il exposait l'organisation et les buts des Bourses du Travail. Tout dévoué à ses idées. Et fidèle jusqu'à la mort à son idéal.

Je ne dirai pas que Delesalle était d'une race qui se perd. Il est puéril de parer le temps passé de toutes les vertus. Mais, sans doute, le « style » des hommes de cette génération disparaît. On n'avait pas encore inventé le mot « efficience ». Mais beaucoup d' « obscurs » faisaient, avec Delesalle, vivre un mouvement qui a été un moment de la conscience ouvrière.

Aussi, ne s'agit-il pas que d'un homme. Maitron évite, autant qu'il est possible, de faire la « statue » de son héros. Le syndicalisme révolutionnaire n'avait pas de chefs et n'en avait pas besoin. Ceux de ses militants qui y étaient grands auraient volontiers redit, à leur façon, le mot de Newton, que s'ils voyaient plus loin que les autres, c'est qu'ils étaient montés sur les épaules de géants. Un géant plutôt, **une classe ouvrière.**

Les lecteurs de la **R.P.** retrouveront le chapitre sur la bombe du restaurant Foyot dont ils ont eu la primeur (**R.P.**, septembre 1950). D'autres chapitres font revivre les grands congrès ou les entretiens du Père Sorel dans la boutique du libraire. Puis c'est la retraite et enfin la mort dans l'indifférence des soi-disant grandes organisations soi-disant syndicales. J'abrège : tous nos amis voudront lire ce livre. Ce sera aussi pour eux un instrument de travail ; une bibliographie très copieuse et un index le complètent. Mais surtout ils y retrouveront la vraie leçon du syndicalisme révolutionnaire : pour l'effort. Pas de discours pour faire travailler les autres ; l'exemple. Et quel meilleur exemple qu'une belle vie ? — **G. W.**

Jean MALARA et Lucienne REY : La Pologne: d'une occupation à l'autre (1944-1952). (Editions du Fuseau).

Un bon livre documenté et sérieux qui rend intelligible la série de drames qui se sont succédé en Pologne de la Libération à maintenant.

Comment le gouvernement polonais de Londres et la Résistance polonaise à l'occupation allemande, pourtant liés entre eux, et représentant la très grande majorité de la population polonaise, ont-ils pu être vaincus aussi rapidement par les marionnettes russes de Lublin ? Certes, ils ont été abandonnés d'un cœur léger, pour ne pas dire sacrifiés, par Churchill et Roosevelt. Mais cela ne suffit pas à

expliquer leur défaite. Un facteur est intervenu dont on ne tient pas assez compte. Seuls les Russes savent — on peut même dire en possèdent la science — manier les foules, disloquer les oppositions, miner les partis et les mouvements adverses. En face, du côté bourgeois on joue en gentlemen quand on ne se bat pas aveuglément en militaires : du côté ouvrier, on reste sur de vieilles habitudes de discussions entre vieux partis d'avant le jésuitisme stalinien. On ne se fait pas à l'idée que Moscou est expert en l'art de former des ersatz d'organisations ouvrières, paysannes et même bourgeoises où des hommes à lui arrivent à encadrer peu à peu dupes et complices.

En Pologne, le parti socialiste polonais disposait de l'influence majeure sur la classe ouvrière, tant dans les syndicats que sur le terrain politique. Comment l'a-t-il perdue ? En bloquant avec la bourgeoisie et avec la paysannerie au sein de la Résistance et du gouvernement de Londres, il a mécontenté et éloigné de lui de nombreux éléments sur lesquels Moscou a jeté ses filets. Se garder de la bourgeoisie est utile, se garder du stalinisme ne l'est pas moins. Mais si le vieux danger bourgeois est connu depuis cent ans et plus, le nouveau danger stalinien l'est beaucoup moins. Trop d'illusions survivent à trente années d'expérience. Accepter le front national ou le front unique avec les staliniens apparait comme une nécessité. Nécessité dont les conséquences ne se présentent avec leur gravité terrible que lorsqu'il est trop tard.

Pourtant d'atroces comédies auraient pu ouvrir les yeux à temps.

En juillet 1944 le général Wilk, chef de l'armée polonaise de l'Intérieur, engage des pourparlers avec le général russe Tchernikovsky pour coordonner leurs efforts. Le 15 juillet, première rencontre dans une atmosphère amicale. Le 17, seconde conférence, cette fois au Q.G. de Tchernikovsky. Tout autre accueil. On est en sol d'occupation russe. Les officiers polonais sont assaillis, désarmés, emprisonnés. Wilk est mis au secret. Londres est alerté. Il ne fait rien, il ne peut rien faire qu'écouter les plaintes.

On connait mieux le drame formidable de l'insurrection de Varsovie. Mais on n'a pas fini de s'étonner que les responsables de cette trahison san nom osent encore porter le front haut. Le 29 juillet, la radio de Moscou appelle la population de Varsovie au soulèvement contre les troupes allemandes. Le 1er août, le général polonais Bor-Komorowski engage l'action. Les troupes soviétiques sont dans la banlieue varsovienne ; toutes nuits l'aviation russe bombarde les objectifs militaires allemands. L'insurrection commencée, l'action russe s'arrête. Les appels au secours à Londres, à Moscou sont vains. Le génie diabolique de Moscou a réussi à faire se sacrifier la Résistance polonaise ; elle ne sera plus là pour contrecarrer la mainmise russe. Roosevelt et Churchill savent cela et l'encaissent.

De même qu'ils encaisseront en mars 45 cette autre comédie orientale : une délégation du gouvernement polonais de Londres doit rencontrer une délégation soviéto-polonaise. Un avion la reconduira à Londres. Les seize délégués polonais partent, mais non pour Londres : ils sont dirigés sur Moscou pour être conduits directement à la prison de Loubianka.

Je ne puis résumer les chapitres où Malara et Rey exposent comment le plan sexennal réorganise et transforme l'économie polonaise, la mettant sous la dépendance russe, comment les syndicats après quelques résistances ouvrières à la base sont mis au service du parti et de l'Etat, comment sous le nom de « lutte de classe » à la campagne on liquide le parti paysan, comment en somme dans tous les domaines on procède à la russification de la nouvelle Pologne.

Un chapitre est consacré au schisme de Gomulka, c'est-à-dire à la liquidation non pas de vagues compagnons de route des staliniens, mais d'hommes ayant naïvement cru que Moscou tolérerait jamais un communisme qui chercherait sa voie propre pour réaliser le socialisme.

Le livre de Malara et de Lucienne Rey se termine sur cette éloquente constatation : la Pologne communiste de 1953 est un pays où sur 1.000 habitants on compte 16 policiers et 16 prisonniers. — **P.M.**

C. RING : Staline m'a dit (Editions Creator).

Le titre est accrocheur, mais trompeur. On pense à l'**Hitler m'a dit** de Rauschning à la veille de la seconde guerre mondiale, qui tenait remarquablement ce qu'il promettait. Staline n'a rien dit à C. Ring et le titre s'explique par l'habitude qu'avait Anna Pauker de dire fréquemment : Staline m'a dit... Pourtant le livre n'est pas sans intérêt, tant par ce qu'il apporte sur la Roumanie que par ce qu'il aide à déchiffrer l'énigme que représente cette génération internationale de communistes qui ont emboîté le pas à Staline après le Thermidor russe.

Le livre est formé de quatre parties, dont la deuxième et la troisième sont consacrées au sort de la classe bourgeoise et aux difficultés pour un journal bourgeois indépendant de subsister.

Les trois membres de la famille Popesco — une famille Dupont ou Durand — le mari directeur de service au ministère de l'agriculture, la femme professeur de lycée, le frère président de tribunal, connaissent des difficultés insurmontables pour s'adapter au régime. Leur jeune bonne aussi d'ailleurs. Mais c'est là du roman plus qu'autre chose.

De même le récit de la vie du journal bourgeois indépendant vue d'en haut et particulièrement : les rapports avec la censure et le gouvernement.

Dans une transformation sociale profonde, la classe privilégiée est forcément bousculée, lésée, meurtrie, et c'est d'elle que C. Ring se préoccupe ; mais c'est la montée de la classe ouvrière et paysanne qui nous intéresse. Nous n'assistons pas à sa libération, mais à son passage sous une nouvelle oppression plus lourde encore au nom de la conquête du pouvoir en son nom.

Staline n'a pas fait de confidences particulières à Anna Pauker. Se confie-t-il d'ailleurs à quelqu'un ? Il lui a dit seulement que la révolution dans les autres pays serait plus facile en raison de l'expérience fournie par la révolution russe. Imitez-la. Copiez-la. Profitez de ses leçons. Malheureusement, la révolution russe a tourné bride et s'est changée en contre-révolution. La leçon véritable est faussée. On ne peut copier qu'une tricherie odieuse de la révolution. La conquête du pouvoir pour le prolétariat s'est changée en conquête du pouvoir tout court. Tout a été sacrifié au maintien au pouvoir. Si bien que le pouvoir n'a pas été conquis par les ouvriers pour les ouvriers, mais que le pouvoir a conquis les chefs ouvriers et les a retournés contre les ouvriers, leurs camarades d'hier.

Comment la génération de militants communistes formée dans les luttes d'après la première guerre mondiale a-t-elle pu tomber dans le gouffre où elle est ? Etait-il possible de s'aveugler sur la réalité russe et de ne pas voir que le socialisme était là-bas non appliqué, mais déshonoré ? Et qu'il y avait donc non à copier mais à dénoncer et à faire tout différemment ?

Aujourd'hui, en vue de la troisième guerre mondiale, les chefs impérialistes russes, le nouveau tsar en tête, passent la revue des chefs des pays satellites. Au rancart les fatigués, les indociles, les hommes susceptibles de mettre comme Tito les intérêts nationaux au-dessus de l'intérêt suprême de la Russie ! A quelle catégorie appartient Anna Pauker ? De quoi est-elle exactement coupable aux yeux de Staline ? Difficile à dire.

D'autant plus que la femme qui déposa en 1934, au procès des trotskistes à Moscou, contre son propre époux, le père de ses trois enfants, montra là qu'elle était un échantillon humain assez douteux.

P. M.

Victor ALBA : Histoire des républiques espagnoles. Editions Nord-Sud.

Déniant toute « valeur documentaire » aux « innombrables livres publiés pendant la guerre civile, l'auteur fait appel à ses souvenirs personnels... à des renseignements que lui ont communiqués les éléments responsables de la République, au journal des Cortes, à divers manifestes et documents de l'époque... »

« De plus il a consulté la collection du **Temps** et du **Times** de 1930 à 1945 ». Voilà pour les sources...

Faut-il s'étonner après de voir figurer (page 334) 25.000 Français aux Brigades Internationales (erreur de virgule ?), les mêmes Brigades sauvant Madrid

le 7 novembre 1936 (la première n'étant pas encore au front) et page 345, sur les journées de mai 1937 : « Pendant les combats de rues, Camillo Berneri, Kurt Landau... et peu après Andrès Nin avaient trouvé la mort. »

Si comme on peut le prétendre il s'agit d'un ouvrage de journaliste, pourquoi l'intituler histoire ?

En fait, alors que la partie de l'ouvrage consacrée à l'histoire contemporaine de l'Espagne est traitée avec vigueur, — témoin cette appréciation, qui venant d'un Catalan, n'en est que plus méritoire : « ...la tendance au fédéralisme qui caractérise la Catalogne et que les socialistes n'ont jamais su comprendre », p. 126, — ce qui concerne la révolution (plus de 100 pages sur 400) paraît moins positif.

L'auteur, plein d'une circonspection exagérée, a fini par entériner les bourdes officielles. Quel dommage de ne pas y trouver le ton, sinon l'esprit de certaines lettres récentes à Claude Bourdet !

Dommage également pour les lecteurs français ; les ouvrages sur la Révolution espagnole ne sont pas si nombreux.

Nous attendrons donc celui d'Andrée Lamberet, après la **Bibliographie** qu'elle a consacrée au mouvement espagnol jusqu'à 1936. (Un volume, aux Editions Ouvrières).

A. FERRES.

CARNET DE LECTURE

Le Bulletin de l'Institut International d'Histoire sociale d'Amsterdam (1952, n° 3) publie une note intéressante sur Victor Dave par Alfred Costes.

Sur un exemplaire, en épreuves, de la traduction française du « Socialisme libertaire », par Silva Mendès, Augustin Hamon cite « l'escroc-mouchard Victor Dave ». Costes, racontant les démêlés de Hamon avec la maison Schleicher, retrace la vie de Dave et fait justice de l'appellation calomnieuse lancée par Hamon.

En quatre pages, cette notice biographique rappelle le travail de Dave. Un important article, dans l'**Humanité nouvelle** : « Michel Bakounine et Karl Marx », la biographie de Pelloutier qui se trouve placée en tête de « l'Histoire des Bourses du Travail », etc.

On sait que son amitié pour Kropotkine devait conduire Dave à signer le manifeste des seize, se ralliant, pendant la première guerre mondiale, aux alliés.

Au sommaire du même bulletin une note sur Chernov par Nikolaievsky, une lettre ouverte de Ernest Jones à Weydemeyer, et un article sur les Socialistes du dernier Reichstag impérial. La bibliographie habituelle.

Riche numéro, on le voit.

***

L'association anglaise d'éducation ouvrière (W.E.A.) qui fête son cinquantenaire, est largement subventionnée par l'Etat (67.000 livres par an). Son développement en a été facilité, sans restriction de son indépendance, affirment ses dirigeants.

Le **New Statesman** du 7 février regrette que le gouvernement conservateur s'oriente vers une restriction des crédits pour l'éducation des adultes. Des raisons d'économie sont invoquées. Mais n'est-il pas essentiel, pour la vie de la démocratie, que le petit nombre de ceux qui veulent réfléchir et comprendre aient les moyens de **participer** réellement à la vie économique, sociale et culturelle ? **New Statesman** note pertinemment que la démocratie signifie quelque chose de plus que le bulletin de vote.

La question est de savoir si cette « éducation populaire » ne peut être développée qu'avec l'aide de l'Etat ? La W.E.A. d'Angleterre a obtenu des résultats. Mais son concurrent, le Conseil National des Collèges du Travail (N.C.L.C.), soutenu par les syndicats et jaloux de son indépendance vis-à-vis de l'Etat, prouve qu'une action autonome est possible. Et pas pour fabriquer en série des secrétaires de syndicats apprentis bureaucrates. Mais pour former lentement, en profondeur, des hommes capables de refaire un mouvement ouvrier.

En France, quand l'Etat a voulu se mêler de culture populaire, en 1945, par exemple, il a surtout développé sa bureaucratie. Depuis les syndicats n'ont pas compris l'utilité d'une réflexion qui présentait pour les bureaucraties établies le même risque que des **citoyens** pour le pouvoir.

Pour qu'un mouvement profond d'éducation populaire naisse et se développe, il faut sans doute des moyens matériels. Mais aussi des hommes, pour l'animer, qui soient attachés à l'idée de liberté et plus soucieux d'apprendre la tolérance que de recruter pour des partis, des églises, ou même des organisations syndicales rivales. Ce que Guleysse appelait l'esprit dreyfussiste. Il ne peut pas être tout à fait mort.

***

Impression (n° 6, janvier 1953), le journal mensuel des bouquinistes (1), continue de publier les lettres d'André Gide à Eugène Dabit.

De celui-ci, une nouvelle inédite, « les beaux jours » : le dimanche, en banlieue, d'une famille d'ouvriers, en 1910. La poignante émotion des meilleures pages de Dabit ; son ton de vérité.

(1) Abonnement, 10 numéros : 200 francs, par envoi à Maurice Pernette, 133, rue R.-Losserand, Paris-15e. C.C.P. Paris 2360-80.

***

L'enfant en proie aux hommes. Le drame des enfants Finaly pose au grand public un problème moral qu'il a le tort de vouloir ignorer, le plus souvent. Il faut donc se féliciter que des personnalités catholiques se soient interrogées, à cette occasion. Mais cela nous réserve des surprises.

Dans **Esprit** de février 1950 on lit : « Il importe aujourd'hui plus que jamais que ceux qui portent la lourde responsabilité du nom de chrétien n'oublient pas les vertus de la tolérance et le principe essentiel du respect de la foi d'autrui ». Oui, on voudrait bien, en effet, que les églises, y compris la romaine, pensent aujourd'hui plus qu'hier, aux vertus de la tolérance.

M. François Mauriac, de son côté, semble réclamer, pour les enfants la liberté... de choisir leur foi. Ces enfants-là seulement, bien entendu, et en les laissant « provisoirement » au couvent. Car M. Mauriac ne voit aucun inconvénient à ce que les autres enfants aillent à l'école... du choix de leurs parents.

Hans WILMOTTE.

P. RASSINIER. — Le discours de la dernière chance. Aux Editions de la Voie de la Paix, ou par C.C.P. à Mme P. Rassinier-Pons (C.C.P. Lyon 3046-71). 288 p. 570 fr. Franco, 600 fr.

L'heure est aux bilans et aux confrontations, écrit P. Rassinier. Son livre a l'intention de préparer les uns et les autres, sur le triple plan historique, économique et philosophique.

Le livre se veut témoignage d'une victime de la guerre, portant accusation contre **toutes** les guerres. L'expression du pacifisme est si rare aujourd'hui que je m'accorderai volontiers avec l'auteur sur la nécessité de faire entendre ce son de cloche.

J'avoue pourtant être gêné par le ton de l'ouvrage; moins polémique que récriminatoire ; tranchant, par des jugements catégoriques, des débats qui me paraissent devoir rester ouverts.

C'est d'autant plus regrettable que les deux conclusions principales de Rassinier me paraissent fort justes : lutter contre tous les pouvoirs, rassembler les pacifistes dispersés.

Reste à savoir si, aujourd'hui, « l'action militante ne peut plus avoir de sens qu'en fonction de son efficacité ». Phrase malheureuse que ne paraît pas corriger suffisamment l'appel à la réflexion. S'il faut « réviser toutes les valeurs », ce n'est pas seulement affaire de réflexion, et encore moins d'efficacité.

G. W.

Livre reçu et dont il sera prochainement rendu compte : **La politique sociale de l'Angleterre contemporaine,** par J. Lhomme. (Presses Universitaires de France).

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

ASSEMBLEE GENERALE DU 8 FEVRIER 1953

Le rapport financier est adopté à l'unanimité.

Le rapport moral fait l'objet d'une discussion : critique de l'activité en 1952 et projets pour 1953.

Faucier, Muglioni et Walusinski trouvent que la diffusion de notre Manifeste a été très insuffisante. Ils proposent de la rendre plus efficace et d'assurer une vente importante de la brochure « Zimmerwald 1915-Zimmerwald 1953 » en cherchant des correspondants de province. Le Cercle aurait dû prendre position à l'occasion de tel ou tel événement important ; par exemple, lors du congrès de Vienne, du procès Slansky, de l'assassinat de Farhat Hached, de l'armée européenne, pour distinguer notre voix de celle des anticommunistes professionnels, et faire une déclaration à la presse.

Goffin appuie en faisant remarquer qu'en Belgique, où le monde ouvrier s'intéresserait à nos problèmes, aucune diffusion n'a été tentée en faveur du Cercle.

Marceau Pivet demande au bureau un court exposé de nos objectifs pour la « Correspondance socialiste internationale ».

Andrade, Thalmann et Cordier insistent sur l'utilité d'établir des contacts vivants avec la province et avec les groupes voisins du nôtre. Ils critiquent aussi notre manque d'initiative politique en 1952.

Pour Chambelland, l'année 1952 a été une déception pour les promoteurs du Cercle Zimmerwald. Nous n'avons pas touché les éléments jeunes et actifs des syndicats : en particulier il eût été essentiel de réunir avant le congrès F.O. des camarades de toutes tendances, pour préciser d'un commun accord les éléments d'une politique ouvrière internationaliste ; de même, il eût été utile d'entrer en contact avec des groupes comme la C.N.T. française, comme « Reconstruction » au sein de la C.F.T.C., comme les Autonomes de l'enseignement.

Peut-être notre activité a-t-elle été entravée par le souvenir du premier Zimmerwald : cet événement de 1915 a eu comme conséquence la plus certaine le succès bolchévique russe de 1917, suivi de la contre-révolution stalinienne dont nous souffrons encore aujourd'hui ; avec ce lourd héritage, beaucoup sont découragés d'avance ; pourtant, cette initiative d'un nouveau Zimmerwald est plus nécessaire que jamais. La brochure de Rosmer peut redonner aux jeunes la foi dans un avenir internationaliste authentique ; sa diffusion sera notre premier objectif en 1953.

Contrairement à Chambelland, Lapeyre n'a pas été déçu. Il pensait déjà il y a un an qu'on ne devait pas se leurrer d'espoirs trop vastes : à son avis, le monde ouvrier, pompé de ses meilleurs éléments du fait de l'évolution technique moderne et de l'hypertrophie des « cadres », ne ressent pas le besoin d'un nouveau Zimmerwald. Il estime que notre rôle est de *maintenir* une saine tradition internationaliste, sans espérer un écho profond dans un avenir proche.

Suant explique les raisons de sa récente adhésion et son désir de nous voir rester des *informateurs sérieux* ; il insiste sur la nécessité de ne recruter que des éléments capables de nous aider dans ce travail modeste, de rechercher toujours la qualité.

Walusinski regrette que les conférences de 1952 n'aient pas été l'objet d'un travail préparatoire au sein des commissions. Il aurait désiré aussi qu'on suive l'évolution des questions traitées après les causeries ; la guerre du Viet-Nam, pour prendre un exemple, a-t-elle cessé d'évoluer et d'intéresser les internationalistes, après notre conférence de 1952 ?

Il propose, par ailleurs, de créer une commission de solidarité et d'accueil pour les camarades étrangers réfugiés. Cette proposition est adoptée.

Monatte demande de réduire le nombre des commissions à trois essentielles : les dangers de guerre, les problèmes coloniaux et la solidarité. Il voudrait que le comité ait des réunions mensuelles. Il est convenu que le comité se réunira le dimanche à 14 heures, avant les causeries.

La camarade Dechézelles signalant la situation des condamnés à mort malgaches, il est décidé d'envoyer un appel à la présidence de la République pour leur recours en grâce.

L'Assemblée générale statutaire se termine par l'élection du nouveau comité : Andrade, Chambelland, Charbit, Delaunay, Lapeyre, la camarade Limbour, Monatte, Marceau Pivert, D. Martinet, Rosmer, Ruffin, Thalmann, Thevenon, Walusinski.

Le bureau reste le même, avec : Rosmer, comme président ; Martinet, secrétaire ; Chambelland, trésorier, et Ruffin, archiviste.

Les trois commissions sont ainsi constituées :

Commission des dangers de guerre, avec Andrade, Chambelland, Malara, Muglioni et Thalmann.

Commission des problèmes coloniaux, avec Buisson, Cordier et Thorel.

Commission de solidarité, avec Mme Dechézelles, Martinet et Walusinski.

Et maintenant, il reste à se mettre au travail !

REUNION DU DIMANCHE 8 MARS

Les membres du Cercle Zimmerwald se réuniront dimanche 8 mars à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7e. Métro Solférino.

André Bidet, retour d'Extrême-Orient, leur parlera de la conférence des partis socialistes d'Asie à laquelle il a participé. L'exposé sera suivi d'une libre discussion.

Nos camarades sont priés d'amener leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

CERCLE PELLOUTIER DE LYON

La réunion constitutive du Cercle Pelloutier de Lyon qui a eu lieu le 14 février 1953 à 14 h. 30, au café du Dauphiné, cours Gambetta.

Groupant des camarades F.O., autonomes de l'Enseignement, C.N.T. française et espagnole, des diverses industries, il se préoccupe d'étudier les problèmes du monde ouvrier et de confronter les points de vue sans esprit de boutique.

Guiboud, secrétaire du Cercle, a exposé ses tâches. Fontaine a fait un exposé que la *R.P.* reproduit d'autre part. Une discussion a suivi. Tendance générale : contre le corporatisme et pour un renouveau du syndicalisme révolutionnaire. Certains camarades, pourtant, ne répudient pas tout Etat ouvrier et se posent la question de la dictature du prolétariat.

Prochaine réunion, 8 mars 9 h. 30, même adresse : étude des salaires.

Secrétariat : Guiboud, chez Mercier, 77, rue Flachet, Villeurbanne (Rhône).

ENTRE NOUS

Si le mois de février n'a que 28 jours, nos amis n'en ont été que plus éloquents. Et la **R.P.** n'a toujours que 32 pages. Il y a donc encore des articles que nous avons dû laisser sur le marbre. Nous sommes les premiers à le regretter.

Reconnaissons pourtant que cette abondance témoigne de l'intérêt que tous portent à la revue.

Cela coïncide avec le bon accueil fait à la circulaire que nous envoyons maintenant aux abonnés, dès leur service venu à échéance. Et voilà mars, qui est le mois important pour la caisse de la **R.P.** Voici en effet le dernier numéro de sa cinquième année (depuis 1947).

Amis, pensez donc à notre chèque postal. — Pour la relance... comme disait l'autre !

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes ».
232, rue de Charenton, Paris-12e

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er FEVRIER. — A **Rome**, grève presque totale des transports en commun.

MARDI 3. — Message du président Eisenhower au Congrès **américain**.

Bilan des inondations en **Angleterre** et **aux Pays-Bas** : 275.000 ha. envahis par les eaux, 1.800 morts.

Réorganisation du gouvernement **tchécoslovaque** sur le modèle soviétique.

Molinier, ancien secrétaire fédéral de la Fédération des **P.T.T. F.O.**, démissionne de la Fédération avec dix autres militants.

MERCREDI 4. — Le socialiste Jules Moch est élu rapporteur de la commission des Affaires étrangères sur **le projet d'armée européenne**, grâce aux voix R.P.F.

JEUDI 5. — La manifestation organisée par l'**Union des Syndicats C.G.T. de la région parisienne** et le syndicat autonome de l'Enseignement est interdite.

La cour de cassation rejette les pourvois de 23 **Malgaches** condamnés à mort.

André Marty est exclu de l'amicale des **anciens volontaires d'Espagne**.

VENDREDI 6. — Evacuation par les Franco-Vietnamiens de Qui-Nhon sur la côte sud de l'**Annam**.

SAMEDI 7. — Le gouvernement français proposera des protocoles additionnels au traité **d'armée européenne**.

Entretien cordial entre Staline et l'ambassadeur d'**Argentine** à Moscou.

MARDI 10. — Démission de M. Boutemy, **ministre de la Santé**.

Etablissement du marché commun du charbon, du fer et de la ferraille entre les six pays de la **communauté européenne**.

Manifestation au **Guatemala** contre la réforme agraire. Contre-manifestation syndicaliste : on compte une vingtaine de morts.

Explosion d'une bombe à la légation d'U.R.S.S. en **Israël** à Tel-Aviv.

MERCREDI 11. — Sur l'ordre du gouvernement de l'**Allemagne occidentale**, arrestation des chefs du corps franc en Allemagne, mouvement néo-nazi.

Le général Neguib assumera tous les pouvoirs en Egypte pendant une période de trois ans.

JEUDI 12. — L'U.R.S.S. rompt les relations diplomatiques avec l'Etat **d'Israël**.

Le président **Eisenhower** rejette le recours en grâce des Rosenberg.

A **Londres**, réunion des ministres français et britanniques.

Grèves surprises dans **les transports parisiens**.

VENDREDI 13. — Jugement dans l'affaire d'Oradour.

Accord entre l'Egypte et la Grande-Bretagne sur le **Soudan**.

SAMEDI 14. — Assemblée nationale des **Caisses d'Allocations Familiales**.

LUNDI 16. — Incident aérien entre des appareils soviétiques et américains au Nord **du Japon**.

MARDI 17. — A Casablanca, verdict dans le procès du **Tadla** : 2 condamnations à mort.

MERCREDI 18. — Grève de soldats à **Copenhague** contre la prolongation du service militaire.

2.000 ouvriers des usines de **Birmingham** se mettent en grève.

JEUDI 19. — Grève d'ouvriers espagnols travaillant pour les autorités britanniques à **Gibraltar**.

VENDREDI 20. — Le comité intérimaire de la **Communauté européenne** de défense aborde à Paris l'étude des protocoles additionnels proposés par la France.

Débrayage partiel et grève totale des boueurs et balayeurs de la **région parisienne**.

SAMEDI 21. — Le président Eisenhower dépose au **Congrès américain** le projet d'abrogation des accords secrets du temps de guerre.

DIMANCHE 22. — Ouverture à Belgrade du quatrième congrès du **Front populaire yougoslave**.

Arrivée à Santiago au **Chili** de Peron, dictateur d'**Argentine**.

Elections **autrichiennes** : les socialistes gagnent 200.000 voix, les populistes en perdent 60.000, les communistes se maintiennent.

D'où vient l'argent ?

DU 23 JANVIER AU 24 FEVRIER 1953

RECETTES :

Abonnements :		
Ordinaires	77.850	
Soutien	34.100	111.950
Souscription		10.600
Vente		820
Souscription pour les Tunisiens		1.300
		124.670
En caisse et chèques postaux		129.710
		254.380

DEPENSES :

Impression, papier		89.712
Timbrage, routage, expédition		9.938
Frais généraux		500
		100.150
Solde au 24 février :		
Caisse	5.812	
Chèques postaux	148.418	154.230
		254.380

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Goffin (Belgique) 5.000 ; Croze (Paris) 2.000 ; Mulet (Paris) 2.000 ; Noël (Paris) 2.000 ; Joubert (Loire) 1.000 ; Lancia (Jura) 1.000 ; R. Hagnauer (S.-et-O.) 1.000 ; Mme Lapraz (Haute-Savoie) 1.000 ; Vautard (Sarre) 1.500 ; Gravel (S.-et-O.) 1.400 ; Jean Cornec (Paris) 1.500 ; Toesca (Seine) 1.400 ; R. J. (Seine) 1.400 ; Mme Baudin (Saône-et-Loire) 1.400 ; G. Maupioux (Seine) 2.000 ; Acker (Paris) 2.000 ; Dumas (Var) 1.500 ; Delsol (Paris) 1.500 ; Papillon-Vallety (Paris) 2.000 ; Blondel (Seine) 1.500. — Total : 34.100 francs.

LA SOUSCRIPTION

Valera (Paris) 300 ; T. (Paris) 300 ; Laugier (Tunisie) 100 ; Babut (Tonkin) 1.100 ; Soulenq (Paris) 500 ; Perrière (Paris) 500 ; Armand (B.-Pyrénées) 100 ; Albert (Hérault) 300 ; Caminade (Paris) 100 ; Plantier (Paris) 300 ; Denayer (Nord) 150 ; Buisson (Seine) 300 ; Laufer (Paris) 900 ; Mitelette (Aisne) 200 ; Detroit (Paris) 100 ; Chalaye (S.-et-O.) 50 ; Boirard (Paris) 300 ; Soumet (Paris) 300 ; Breuillard (Paris) 300 ; Chaillou (Maine-et-Loire) 100 ; Bermon (Var) 300 ; Puvel (Rhône) 300 ; Aulas (Alpes-Maritimes) 500 ; Landry (Vienne) 300 ; Bonna (Loiret) 300 ; Suant (Seine) 300 ; Couic (Finistère) 300 ; Mathon (Rhône) 200 ; Paupy (P.-de-Dôme) ; 300 ; Tessereau (Seine-Inférieure) 300 ; Poussel (B.-du-Rhône 300 ; Van Zurk (Alpes-Maritimes) 300 ; Ollive (Haute-Savoie) 300 ; Mora (S.-et-O.) 300. — Total : 10.600 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS
(neuvième liste)

Guilloré (Paris) 1.000 ; Ruffin (Paris) 300. — Total : 1.300 francs.

Total au 24 février : 44.250 francs.

LE MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 28-1-53	1.334
Abonnements nouveaux	12
Rétablissements	4
	1.350
Désabonnements et suppressions	12
Situation au 27-2-53	1.338

ABONNEMENTS NOUVEAUX ET RETABLISSEMENTS

Seine 6 ; Alpes-Maritimes 3 ; Bouches-du-Rhône 1 ; Loire 1 ; Morbihan 2 ; Deux-Sèvres 1 ; Tunisie 2. — Total : 16.